

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE RÔLE JUDICIAIRE DU COMMISSAIRE DE POLICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es-Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 3 JUIN 1922

PAR

François PASCAL

COMMISSAIRE DE POLICE



BEUCAIRE

IMPRIMERIE L. BOURY

20, Rue Barbès, 20

1922

LE RÔLE JUDICIAIRE
DU COMMISSAIRE DE POLICE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LE RÔLE JUDICIAIRE DU COMMISSAIRE DE POLICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Es-Sciences Juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

le 3 JUIN 1922

PAR

François PASCAL

COMMISSAIRE DE POLICE



BEAUCAIRE
IMPRIMERIE L. BOURY

20, Rue Barbès, 20

1922

UNIVERSITÉ DE LYON

FACULTÉ DE DROIT

MM.

JOSSERAND $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, doyen, professeur de Droit civil.

APPLETON (CHARLES) $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur honoraire, chargé d'un cours de Droit romain.

GARRAUD $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, $\mathfrak{X}$ professeur honoraire, Correspondant de l'Institut.

BOUVIER-BANGILLON $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur honoraire.

PIC (PAUL) $\mathfrak{I} \mathfrak{O}$, $\mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur de Droit international public.

APPLETON (JEAN) $\mathfrak{I} \mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, $\mathfrak{X}$ professeur de Droit administratif.

LAMBERT $\mathfrak{Q} \mathfrak{A}$, professeur de Droit comparé.

BOUVIER $\mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE $\mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

HUVELIN $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur de Droit romain, assesseur du doyen.

LEVY $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur de Droit civil.

GONNARD $\mathfrak{I} \mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur d'Economie politique.

PICARD $\mathfrak{Q} \mathfrak{A}$, professeur de Droit civil.

ANTONELLI $\mathfrak{I} \mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur d'Histoire des doctrines économiques.

PERROUD $\mathfrak{I} \mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, professeur de Procédure civile.

COHENDY (GEORGES) $\mathfrak{Q} \mathfrak{A}$, professeur de Droit commercial général.

GARRAUD (PIERRE) $\mathfrak{I}$ professeur de Droit criminel.

LEFÈVRE $\mathfrak{I} \mathfrak{I}$ agrégé, chargé d'un cours d'Histoire du Droit.

BECQ $\mathfrak{Q} \mathfrak{I}$, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. Pierre GARRAUD, professeur,

Jean APPLETON, professeur,

Georges COHENDY, professeur,

Président.

Assesseurs.

La faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- ABADIE — Guide Pratique des Magistrats en transport.
- ALLAIN & CARRE — Manuel théorique et pratique des Juges de Paix, 1882.
- BERRIAT SAINT-PRIX — Des Tribunaux de simple police, 1865.
- BOURGUIGNON — Jurisprudence des codes criminels.
- CARNOT — De l'Instruction criminelle.
- GARRAUD — Précis de Droit criminel, 1912.
- GARRAUD — Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle, 1907.
- HÉLIÉ (F.) — Traité d'Instruction criminelle, 1866-1867.
- JOUSSE — Justice Criminelle, 3 volumes.
- LE POITTEVIN (G.) — Dictionnaire formulaire des Parquets et de la simple police, 1901-1904.
- MAILHOL (De) — Dictionnaire d'administration générale.
- MANGIN — Traité des procès-verbaux, 1839.
- MASSABIAU — Manuel du Ministère public, 1904.
- MOLÈNES (De) — Traité de la police judiciaire.
- MOLÈNES (De) — Des fonctions d'officier de police judiciaire.
- MORIZOT-THIBAUT — De l'Instruction préparatoire, 1906.
- NADAUD (H.) — Des enquêtes officieuses, Thèse Lyon 1913.
- ORTOLAN — Eléments de Droit pénal, 1875.
- SAILLARD (P.) — Le rôle de l'avocat en matière criminelle.
- VILLEY (E.) — Précis d'un cours de Droit criminel, 1906.



ABRÉVIATIONS

C. I. Cr. . . .	Code d'Instruction criminelle
C. P.	Code pénal.
C. C.	Code civil.
C. Pr. C. . . .	Code procédure civile.
C. for.	Code forestier.
Cass.	Arrêt de la Cour de Cassation.
al.	alinéa.
arg.	argument tiré de.
art.	article.
Bull. crim.	Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation, en matière criminelle.
D.	Dalloz - recueil périodique.
Décr.	Décret.
L.	Loi.
op. cit. . . .	ouvrages cités.
ord.	ordonnance.
P.	Journal du Palais.
P. chr.	Journal du Palais chronologique (antérieur à 1837).
p.	page.
P.-V.	procès-verbal.
S.	Sirey (Recueil des lois et arrêts de)
S. chr.	Sirey chronologique.

ERRATA

- Page 17, 1^{er} alinéa - Ajouter après : leurs substituts, *les Juges de Paix*.
- Page 35, 1^{er} alinéa - arg. art. 322 du C. I. Cr., lire : *arg. art. 332 du C. I. Cr.*
- Page 56, note 3 - Cette hypothèse devient, en effet, inadmissible, lire : *Cette hypothèse devient, en effet, admissible.*
- Page 73, note 1 - Code forestier, art. 88, lire : *Code forestier, art. 188.*
- Page 79, 3^e alinéa - Ajouter à la fin de l'alinéa : *art. 1^{er} du Décret du 28 mars 1852.*
- Page 79, note 3 - Supprimer : *avant l'arrêté du 10 septembre 1870, etc., jusqu'à la fin.*
- Page 83, 5^e alinéa - Ajouter à la fin de l'alinéa : *arg. art. 163 du C. for. et la note de M. Le Poittevin, t. I., p. 486.*
- Page 89, 6^e alinéa - art. 170 du C. I. Cr., lire : *art. 170 du C. for.*
- Page 106, 2^e alinéa - Ajouter après : art. 179 du C. I. Cr., *sous réserve de l'art. 171 du C. for., modifié par la loi du 31-12-1906.*
- Page 126, dernier alinéa - Ajouter après : agents forestiers, *sous réserve, cependant, de l'art. 190 du C. for., qui prévoit la poursuite, par le Ministère public, des contraventions commises dans les bois des particuliers, non soumis au régime forestier.*

Aperçu historique

L'institution des commissaires de police remonte aux temps les plus éloignés.

A Rome, les *Curatores regionum Urbis*, appelés encore *Magistratus minores*, étaient préposés, sous l'autorité du préfet de la ville, à la surveillance des quatorze quartiers de la cité. En France, dès l'origine de la monarchie, il existait sous le nom de *adjutores*, *oculi magistratuum*, *missi comitum*, *missi reipublicæ*, *missi discurrentes*, *missi regales*, des fonctionnaires chargés de veiller au maintien du bon ordre, à la bonne administration des provinces, et à l'exacte distribution de la justice.

Puis, lors de l'institution des prévôtés, ces fonctionnaires furent remplacés par des commissaires enquêteurs et examinateurs.

A Paris, ces commissaires portaient le nom de *Commissaires au Chatelet* ⁽¹⁾.

Leurs attributions en matière civile étaient nombreuses.

En matière criminelle, dans le cas de flagrant délit et de clameur publique, ils avaient le droit, non seulement d'informer d'office, mais même d'arrêter l'inculpé. En dehors du flagrant délit, il leur était défendu de se transporter dans les maisons particulières pour faire des constatations, pour y recevoir des dépositions ou des déclarations, sauf en cas de réquisition par les parties elles-mêmes, ou en cas de délégation du juge.

Enfin ils s'occupaient, d'une manière générale, de la

1. Le premier acte qui révèle leur existence est un édit du roi Clotaire II en date du 17 octobre 615.

police administrative de la ville. Plus tard, en novembre 1699, un édit institua, dans les principales villes du royaume, des commissaires de police.

Leurs fonctions consistaient à faire exécuter les ordres et mandements des lieutenants généraux de police.

Leurs offices étaient héréditaires.

La révolution en supprimant la vénalité des offices fit disparaître toutes ces charges. Mais le décret du 19 avril 1790, en confiant provisoirement aux corps municipaux la police administrative, faisait naître l'institution des commissaires de police.

Cette institution, d'abord restreinte à la ville de Paris, s'étendit bientôt dans toutes les villes importantes de France. Le décret du 19 vendémiaire an IV, en généralisant l'institution décida qu'il y aurait des commissaires de police dans toutes les villes au-dessus de 5,000 habitants. Pendant la période révolutionnaire, nous trouvons l'arrêté de Germinal an IV, et la loi du 29 nivôse an VI, concernant les attributions des commissaires de police. Sous le consulat et sous le 1^{er} empire, l'institution s'affermir encore.

L'empereur, après avoir créé le ministère de la police générale, organisa dans cette administration une hiérarchie qui, malheureusement, n'a pas été conservée. Sous la restauration et sous la monarchie de juillet, interviennent des lois et ordonnances relatives aux commissaires de police; enfin arrive le décret du 28 mars 1852.

Son importance nous oblige à nous y arrêter un instant. Le but poursuivi par le gouvernement était de doter chaque canton d'un commissaire de police.

Le nombre en fut, en effet, augmenté mais on trouva, plus tard, que beaucoup de cantons pouvaient se passer de ce magistrat. En effet les commissaires cantonaux furent supprimés par l'arrêté du 10 septembre 1870.

Le décret de 1852 permettait aux commissaires de police de requérir les gardes champêtres et les gardes forestiers de leur canton.

Une circulaire ministérielle du 4 octobre 1863 vint fixer

les limites de ce droit de réquisition. Au point de vue de leur nomination, les commissaires de police des villes de 6.000 âmes et au-dessous, étaient nommés par les préfets, sur une liste de 3 candidats arrêtée par l'inspecteur général du ministère de la police générale (aujourd'hui directeur de la Sûreté Générale). La révocation, pour être définitive, devait être approuvée par le ministre.

Quant aux commissaires de police des villes au-dessus de 6.000 habitants, ils étaient nommés par le Président de la République, sur la proposition du Directeur du ministère de la police générale.

Le décret du 22 mars 1854 créa les commissaires centraux qui furent supprimés par l'arrêté du 10 septembre 1870, et rétablis ensuite.

A cette époque les appointements payés aux commissaires de police étaient des plus modestes ; beaucoup d'entre eux, chargés de famille, ne pouvaient se suffire, et étaient obligés de renoncer à une profession qui ne leur garantissait pas le pain du jour.

Le décret du 27 février 1855 releva les traitements et les frais de bureau des commissaires de police.

De 1855 à 1906 rien de bien saillant.

Le Décret du 10 mars 1906 donna la nomination des commissaires de police, au Président de la République, sur la proposition du Ministre de l'intérieur.

Les décrets des 24 novembre 1910 et 26 février 1911 ont fixé les traitements des commissaires de police sur de nouvelles bases.

Par suite de la cherté de la vie, après la grande guerre, le décret du 21 décembre 1919 a relevé, à nouveau, les traitements de ces magistrats.

Enfin le décret du 27-12-1919 fixe les conditions actuelles de recrutement des fonctionnaires et agents de la Sûreté Générale.

A côté des commissaires de police municipaux qui sont, pour ainsi dire, l'armature du système, il existe des commissaires spéciaux de police et des commissaires de police mobile.

POLICE SPÉCIALE. — Les premiers sont plus spécialement chargés de la police des frontières, ports, chemins de fer.

Ce sont des officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République, mais leurs attributions sont plutôt administratives et rentrent dans celles de la police préventive.

Ils ont été créés par le décret du 22 février 1855. Leur compétence a été étendue à tout le département de leur résidence par le décret du 23-12-1893 (art. 1^{er}) (1).

POLICE MOBILE. — Quand aux commissaires de police mobile, ils ont été institués par le décret du 30 décembre 1907.

Ce texte prévoyait la création de 12 brigades régionales de police mobile. Ce chiffre a été successivement élevé à 15 - 17 - 19 brigades, par les décrets du 30 août 1911, 22 décembre 1919 et 8 octobre 1920.

Actuellement, la France (y compris l'Alsace-Lorraine) est divisée en dix-neuf régions, au point de vue des circonscriptions des brigades de police mobile. Chaque brigade a juridiction sur un certain nombre de départements et siège dans une grande ville, Ex. : Lyon, Marseille, Montpellier, etc. sont les sièges des 10^e, 9^e, 14^e brigades. Chaque brigade est dirigée par un commissaire divisionnaire qui a sous ses ordres des commissaires et inspecteurs. Ceux-ci ont des attributions purement répressives. Ils ne s'occupent que de la police judiciaire (2).

Les circulaires du Garde des sceaux et du Ministre de l'Intérieur, en date du 4 avril 1908, ont fixé les attributions, le fonctionnement de ces brigades, ainsi que leurs rapports avec les autorités judiciaires.

Terminons ce rapide aperçu historique en disant que tous les commissaires de police, avant d'entrer en fonctions, prêtent serment devant le Préfet de leur département.

1 Il y a, en Province, 360 Commissaires spéciaux ou Commissaires spéciaux adjoints. A Paris, chaque gare [7] comprend un Commissaire spécial chef de service, et des Commissaires adjoints.

[2] L'art. premier du Décret du 30 Décembre 1907 dit que la Police mobile a « pour mission exclusive de seconder l'autorité judiciaire dans la recherche et la répression des crimes et délits de droit commun. »

Ce serment est purement professionnel ; le serment politique ayant été aboli par le décret du 11 septembre 1870.

Depuis quelque temps la question de la réorganisation de la police est à l'ordre du jour.

Dans ses séances des 17 décembre 1919, 21 janvier 1920, 24 mars 1920, 19 mai 1920, la Société Générale des Prisons sous la présidence de M. E. Garçon (1) a abordé ce sujet.

Plusieurs orateurs des plus autorisés, notamment MM. Kahn, Lépine, Berthelemy, Mouton, Faralicq, de Casabianca, Drioux, Grimanelli, Hennequin, Chardon, Leloir, etc., etc., ont pris la parole.

Les réformes préconisées par M. Kahn auraient comme conséquences :

1° Le rattachement des services de police au Ministère de la Justice ;

2° La main-mise de l'Etat sur toutes les polices (vœu émis depuis 1908 par la Société Générale des Prisons) (2). Monsieur Kahn débute en disant qu'il faut unifier la police, car, pour sa part, il compte 8 polices en France.

M. Lépine dit spirituellement ; « La France est un pays policé qui réalise ce phénomène de ne pas avoir de police ».

Au fond tous les orateurs sont d'accord pour reconnaître le manque actuel d'organisation (3) et presque tous sont d'avis de remettre toute la police aux mains de l'État.

De plus, au cours de ces séances, le président, M. E. Garçon, a très nettement posé les deux questions suivantes, qui sont, la première d'une importance capitale, la deuxième d'une actualité évidente :

1. Voyez revue Pénitentiaire et de droit Pénal, numéros 1, 4, 5, 7, de Janvier-Avril 1920 et Mai-Juillet 1920.

2. Voir, à ce sujet l'exposé des motifs précédant la proposition de la loi déposée le 9 décembre 1921, sur le bureau de la chambre par M. Schmith, député de l'Oise sur le paiement des Commissaires de police par l'Etat.

3. Voir le très intéressant rapport de M. Schrameck au nom de la Commission des finances du Sénat, sur le budget général de l'exercice 1922 (Ministère de l'Intérieur). Cet honorable sénateur, après avoir critiqué notre organisation policière, raconte, qu'on a vu récemment à la porte d'un hôtel, un agent de la sûreté, un inspecteur de la police mobile, un inspecteur de la police spéciale, venus pour enquêter sur un voyageur suspect. L'honorable rapporteur ajoute : « Il n'y manquait qu'un gendarme ».

1^o La coordination indispensable entre les services de police des différentes villes est-elle assurée ?

2^o Dans une organisation rationnelle de la police quel doit être le rôle du Juge d'Instruction ? La police doit-elle continuer à faire l'instruction sous les ordres du juge, ou, au contraire, doit-elle agir à côté et rechercher les preuves, dont le juge appréciera ensuite la valeur ?

Sur la première, tous ont été unanimes à reconnaître que cette coordination n'existait que très imparfaitement ; sur la deuxième, l'unanimité est loin d'être faite. M. Garçon reconnaît que la loi de 1897 a élargi le rôle de la police, et il préconise en France le système anglais qui fait du juge d'instruction un véritable arbitre, tandis que notre code en a fait un policier impuissant. M. G. Leloir est de cet avis.

MM. Drioux, Grimanelli, de Casabianca pensent qu'il ne faut pas modifier la procédure actuelle.

De toutes ces discussions, un fait ressort, incontestable, une réorganisation de la police s'impose. Il y a de grands progrès à réaliser.

Pour ne nous occuper que du côté pratique de la question, il est certain que malgré les immenses services rendus par les brigades mobiles, il n'y a pas encore entre les polices des différentes villes de France, cette coordination nécessaire et indispensable dont parle M. Garçon.

Il faut de plus que la police puisse lutter avec avantage contre les malfaiteurs.

Pour la réussite de ses investigations on doit lui faciliter tous les moyens de transport et de communication ⁽¹⁾. Il est à souhaiter aussi que chaque région soit dotée d'un laboratoire de police parfaitement outillé, et que l'éducation technique de tous les policiers soit moins rudimentaire.

Il faut... mais que ne faut-il pas ?

Ayons confiance, cependant ; on chemine lentement dans la voie du progrès. D'ailleurs la réorganisation de la police nous paraît intimement liée à la réforme administrative

1. Que de réformes urgentes dans cet ordre d'idées !

vers laquelle nous nous acheminons, quoiqu'on en dise.

La suppression de certains tribunaux n'en est-elle pas l'indice, et cette suppression, qu'il ne nous appartient pas de critiquer, n'aura-t-elle pas comme conséquence l'élargissement des pouvoirs de la police, laquelle devra désormais être dotée de moyens suffisants pour faire l'instruction ?

N'est-ce pas alors le prélude de la réforme préconisée, si ardemment, par l'éminent M. Garçon ?

Cela, c'est le secret de demain.

Plan de la Thèse

1. ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES DU COMMISSAIRE DE POLICE, TELLES QU'ELLES SONT DÉFINIES PAR LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Les fonctions du commissaire de police sont préventives ou répressives.

Dans le premier cas, ce fonctionnaire est magistrat de l'ordre administratif, dans le second, il est magistrat de l'ordre judiciaire.

Nous laisserons de côté les attributions administratives pour ne nous occuper que des attributions judiciaires.

En ce qui concerne ces dernières, et d'après le code d'instruction criminelle, le commissaire de police a une triple qualité. Il est :

1° Officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur de la République (art. 49 et 50 du C. I. Cr.) ;

2° Officier de police avec des pouvoirs propres en matière de contraventions et de délits ruraux (art. 11 du C. I. Cr.) ;

3° Ministère public près le tribunal de simple police (art. 144 du C. I. Cr.).

Cette triple qualité, sera en même temps et tout naturellement, la division tripartite de notre thèse.

PREMIÈRE PARTIE

Le commissaire de police, officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur de la République (*)

2. ENUMÉRATION DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE ET DISTINCTION ENTRE LE DÉLIT FLAGRANT ET LE DÉLIT NON FLAGRANT.

L'article 9 du C. I. Cr. énumère les officiers de police judiciaire. Ce sont, dans l'ordre de cet article : les gardes champêtres et forestiers, les commissaires de police, les maires et adjoints, les procureurs de la République et leurs substituts, les officiers de gendarmerie, les juges d'instruction (1).

Parmi ces officiers, il y en a qui ont la qualité d'auxiliaire du procureur de la République. D'après les articles 48 et 50 du même code ce sont : les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les maires et adjoints, et les commissaires de police.

(*) OBSERVATION GÉNÉRALE. — Les matières traitées dans cette première partie sont communes à tous les officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République.

1. L'art. 9 énumère encore : les commissaires généraux de police, mais ceux-ci ont été supprimés par le décret du 28 mars 1815.

Les attributions du procureur de la République et de ses auxiliaires sont nettement définies par la loi, suivant que le délit est ou non flagrant (1).

Cette distinction est capitale et nous oblige, dans un but de clarté, à subdiviser notre première partie (2).

Dans une première subdivision nous examinerons le rôle du commissaire de police en cas de flagrant délit.

Dans une deuxième subdivision, nous le verrons opérer en dehors du flagrant délit.

A) *ROLE DU COMMISSAIRE DE POLICE EN CAS DE FLAGRANT DÉLIT*

3. DÉFINITION DU FLAGRANT DÉLIT

Et tout d'abord, qu'entend-t-on par flagrant délit?

Les textes fondamentaux que nous allons étudier sont les articles 32 à 46 du C. I. Cr. auxquels il faut joindre l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1863. Après l'étude du flagrant délit proprement dit, nous traiterons des levées de corps (en raison de leur assimilation au flagrant délit), et du flagrant délit d'adultère.

L'expression flagrant délit provient de notre vieux langage, et dérive du mot latin *flagrans* qui signifie ardent, brûlant. C'est donc une expression figurée qui désigne une infraction grave, dont l'auteur est pris sur le fait, ou encore une infraction qui vient de se commettre. Dans les articles 32, 40 et 41 du même code, la loi a pris soin de dire ce qu'elle entendait par flagrant délit, et elle en a nettement spécifié tous les cas.

1. Nous laissons de côté, dans cette première partie, la question de compétence. Nous renvoyons, sur ce point, au début de notre deuxième partie (Voir infra numéros 43 et suivants).

2. La loi romaine avait établi, elle aussi, une différence entre le *furtum manifestum* et le *furtum nec manifestum*. Dans le premier cas, les coupables pouvaient être mis en état d'arrestation sans ordre du juge. La peine était capitale, d'après la loi des XII tables, et Gaius nous apprend que le prêteur réduisit les peines au quadruple de l'objet volé. « *Pœna manifesti furti ex lege XII tabularum, capitalis, erat* ». (Gaius, *institutes* 3-189).

Il semble donc, à première vue, que l'expression flagrant délit doit s'appliquer exclusivement aux crimes, c'est-à-dire aux infractions punies de peines afflictives ou infamantes (article 1^{er} du C. P.).

D'autre part, si l'on pénètre l'esprit des articles 16, 22, 35, 36, 42, 43, 46, 91, 130, 160, etc. du C. I. Cr., il semble que le mot délit a été pris par les rédacteurs dudit code dans son ancienne acception, et désigne les crimes comme les délits eux-mêmes.

4. L'EXPRESSION FLAGRANT DÉLIT COMPREND-ELLE LES CRIMES ET LES DÉLITS ?

La question est donc de savoir si l'expression flagrant délit comprend à la fois les crimes et les délits. Cette question est des plus controversées. Juridiquement, il semble que les partisans de la non extension sont dans le vrai. Toutefois, la pratique est dans le sens contraire. « En effet, donner à la loi une autre interprétation, l'entendre dans le sens strict des articles 32 et 40, serait condamner tous les actes journaliers accomplis par la force des choses, par la police judiciaire, et cela sans danger pour les prévenus. Ce serait annihiler l'action de celle-ci, ce serait favoriser les malfaiteurs, et cela assurément le législateur ne l'a point voulu. » (De Molènes, op. cit., p. 71 et suivantes).

Nous allons passer rapidement en revue les deux systèmes opposés.

1^o EN FAVEUR DE L'EXTENSION. — GARRAUD (op. cit. nos 302 et 712). Cet auteur estime que la loi de 1863 a implicitement étendu les attributions exceptionnelles du procureur de la République et de ses auxiliaires.

Il (op. cit. n^o 933) fait observer que les crimes et délits ne sont pas séparés par une cloison étanche, et d'autre part, les faits délictueux ne se présentent pas toujours dès le premier aspect, avec leur véritable caractère (voyez ce même auteur. op. cit. n^o 942)

DE MOLÈNE (op. cit. p. 71 et suivantes).

La pratique est également dans ce sens et son point de départ dans le sens de l'extension, paraît être une circulaire célèbre, en 1817, de M. Jacquinet-Pampelune, procureur du roi près le tribunal de la Seine, et un arrêt de la Cour de Cassation du 30-5-1823 (1). Nous reviendrons sur cette circulaire en traitant des enquêtes officieuses.

Depuis cette circulaire et cet arrêt, il est admis que l'officier auxiliaire doit constater par procès-verbal, les crimes et délits dont il acquiert connaissance, que l'infraction soit ou non flagrante, entendre les personnes présentes sur les lieux, interroger l'inculpé s'il est présent, saisir toutes pièces à conviction, sans s'occuper de la valeur qu'auront ces actes.

Il doit toutefois, si l'infraction n'est pas flagrante, s'abstenir de visites domiciliaires et de toute arrestation. Si, cependant, l'inculpé était un repris de justice, ou mal famé, un vagabond, et que sa fuite fût à présumer, dans ce cas, l'officier de police pourrait l'arrêter et le faire conduire devant le procureur de la République (dans ce sens : de Molènes, Massabiau).

En outre la jurisprudence décide que les actes accomplis en présomption de crime flagrant ne perdent pas leur force, par cela seul que le fait aurait dégénéré en simple délit (2).

2° CONTRE L'EXTENSION. — Il faut citer :

Massabiau (op. cit. n° 2191) ;

Abadie (op. cit. p. 17, note 1) ;

Villey (op. cit. p. 265) ;

Faustin Hélie (op. cit. tome 4, p. 98) ;

Bourguignon (op. cit. tome 1, p. 140) ;

Le Poittevin (op. cit. tome 2, p. 140).

Ce dernier auteur ajoute : « l'argument tiré des articles 35, 36, 42 et 43, qui emploient les expressions le *crime* ou le

1. S. 23-1-363.

2. En faveur de l'extension, il faut citer également un arrêt de la Cour de Douai du 7-7-1909. D. 1911-2-21, que nous retrouverons *infra* n° 21, à propos du flagrant délit d'adultère.

délit est sans valeur, car ces articles ont été rédigés avant que le code pénal eut donné aux expressions crime ou délit, la signification qu'ils comportent actuellement (1). Toutes les infractions, quelles que fussent les peines appliquées étaient désignées par l'expression, *de crime*, dans l'ancien droit, et par le mot *délit* dans notre droit intermédiaire. Le législateur de 1808 ne sachant quelle expression prévaudrait dans le code pénal, a employé la formule *crime ou délit*. Aucun doute ne peut exister sur ce point, en présence de l'article 106 du C. I. Cr. qui porte, que toute personne sera tenue de saisir le prévenu, surpris en flagrant délit, si *le crime ou délit* emporte peine afflictive ou infamante. Aucune modification n'a été apportée à cet égard par la loi de 1863 ».

Contre l'extension, il faut citer également un arrêt de la Cour de Nîmes du 24-1-1908 que nous retrouverons à propos du délit d'adultère (2) (voyez infra n° 24).

Il ne nous appartient pas de prendre parti dans la question. Nous croyons cependant qu'en cas de délit correctionnel flagrant, toute la procédure des auxiliaires du parquet n'a juridiquement que la valeur d'une enquête officieuse, car nous nous rallions, au fond, à la doctrine de la non-extension.

Anticipant sur notre étude de la loi de 1863 (voir infra n° 6) laquelle ne s'occupe que du délit correctionnel flagrant, nous nous bornons à constater que cette loi vise surtout les cas simples où la culpabilité n'est pas douteuse (coups et blessures, mendicité, vagabondage, vol) et en réserve l'instruction à un seul magistrat : le procureur de la République.

1. Le Code d'instruction criminelle est de 1808. Le Code pénal de 1810.

2. On peut également citer, contre l'extension, l'art. 127 du décret du 20 mai 1903 sur la gendarmerie. Cet article est de nature à ne laisser aucun doute. Enfin, voyez également, contre l'extension, l'arrêt du 31-1-1914 (D. 1918-1-76) de la Cour suprême : Cet arrêt décide que « le commissaire de police ayant pénétré, même légalement, dans les lieux visés par l'art. 9 du décret du 19 juillet 1791 lieux publics, n'a pas le droit d'y procéder à des actes dont la loi ne lui a pas confié l'exécution ; que ce magistrat ne peut notamment, sauf en cas de *flagrant délit, quand le fait est passible de peines afflictives et infamantes* se livrer dans les dits lieux à des perquisitions et des saisies sans délégation du juge d'instruction ». Nous retrouverons cet arrêt à propos du flagrant délit d'adultère (Voyez infra n° 21).

Cette instruction se réduit d'ailleurs à un simple interrogatoire.

Par suite, tous les actes accomplis par les officiers auxiliaires, audition de témoins, expertises, visites domiciliaires, saisies, interrogatoire de l'inculpé, sont des actes sinon irréguliers, du moins dénués de toute valeur juridique, et ayant simplement le caractère de rapports. La jurisprudence les tolère, dans un intérêt social. Il faut d'ailleurs remarquer que plus un parquet est chargé, plus il couvrira des actes de cette nature. (Voyez *infra* : enquêtes officieuses, n^o 35).

5. DES DIVERS CAS DE FLAGRANT DÉLIT DANS LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Voyons maintenant quand il y a flagrant délit.

D'après Jousse, il y a flagrant délit lorsqu'un crime vient de se commettre, et que le corps de l'infraction est exposé à la vue de tous (Ex. : une maison vient d'être incendiée, un homme vient d'être tué).

D'après Serpillon, c'est quand le cas est notoire : Ex. un voleur a été surpris dérochant un objet.

Ces idées ont été renfermées en termes concis dans l'article 41 (le délit qui se commet actuellement ou qui vient de se commettre est un flagrant délit).

PREMIER CAS. — Le premier cas (*Dum fit deprehenditur*) se présentera très rarement, car le moment du crime n'est pas permanent comme son effet.

DEUXIÈME CAS. — Dans le deuxième cas, la loi suppose que le délit est consommé, mais elle ne détermine aucun temps, passé lequel il ne pourrait être considéré comme flagrant délit; tout dépend nécessairement des circonstances (¹).

Certains auteurs ont voulu limiter la durée du flagrant délit c'est-à-dire du temps écoulé entre l'infraction et sa

¹ L'ordonnance de 1770 et le code du 3 brumaire, an IV, étaient également muets sur ce point. Voyez Le Poittevin (*op. cit.*, t. 2, p. 709] à ce suj. t.

constatation. Les uns l'ont fixée à 24 heures, les autres à 48 heures.

En réalité, nous le répétons, c'est bien moins là une question d'heures, qu'une question de circonstances.

Presque tous les auteurs sont d'accord sur ce point ⁽¹⁾.

TROISIÈME CAS. — Aux termes de l'article 41 précité sont aussi réputés flagrant délit, le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique (2) et

QUATRIÈME CAS. — celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice de l'infraction, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit (3).

Il est bon, ici, de noter que l'on ne doit pas confondre la clameur publique avec la notoriété publique ou rumeur publique. Celle-ci est un bruit, une rumeur, qui se répand quelque temps après l'infraction. Elle doit éveiller l'attention du commissaire de police, mais ne saurait constituer le flagrant délit, au sens de l'article 41.

Au contraire, la clameur publique spontanée et poussée par des citoyens étrangers à toute passion, doit mettre en mouvement les auxiliaires du parquet.

CINQUIÈME CAS. — Outre les cas ordinaires de flagrant délit spécifiés par l'article 41 du C. I Cr., l'article 46 du même code vise un cas spécial, celui de réquisition d'un chef de maison, et l'article 49 confère aux auxiliaires du parquet, les mêmes attributions que l'article 46 confère au procureur de la République.

Trois conditions sont nécessaires pour que le commissaire de police puisse opérer, dans le cas visé par l'article 46. Il faut :

1^o Que le fait ait été commis à l'intérieur de la maison. Peu importe qu'il soit flagrant ou non ;

1. Voyez notamment Massabiau, op. cit. p. 117, n. 2197 ; F. Hélie, op. cit. t. 3, n° 1497.

2. C'est « l'adeste quirites, adeste commilitones » des romains et le cri de haro de nos pères.

3. Ici encore on ne peut limiter ce temps à 24, 48 heures ou davantage. C'est encore une question de circonstances.

2° Qu'il soit de nature à entraîner au moins des peines correctionnelles ;

3° Qu'il y ait réquisition de la part d'un chef de maison (1). Cette réquisition peut être écrite sous forme de plainte, ou orale. Il va sans dire que si une demande de secours était faite, de l'intérieur de la maison, par une personne quelconque, le commissaire de police pourrait y pénétrer, même la nuit, mais il agirait alors non plus en vertu de l'article 46, mais en vertu de l'article 32. (Voyez art. 169 du décret du 20 mai 1903).

6. DU FLAGRANT DÉLIT DANS LA LOI DU 20 MAI 1863 ET DE SES DIVERS CAS.

Nous avons dit qu'en matière de textes fondamentaux sur le flagrant délit, il fallait ajouter aux articles du C. I. Cr., que nous venons d'examiner, l'article 1^{er} de la loi du 20 mai 1863.

Cette loi a créé une procédure spéciale dite de *flagrant délit* (2). La seule condition pour que celle-ci soit utilisée, c'est qu'il n'y ait aucun doute sur la culpabilité (ce qui est d'ailleurs la règle dans l'hypothèse du flagrant délit).

Que faut-il entendre ici par flagrant délit ?

Des travaux législatifs, il résulte qu'on s'en est référé purement et simplement à l'article 41 du C. I. Cr. (3). Il y a donc flagrant délit dans le sens de la loi de 1863 :

1° Lorsque le délit se commet actuellement ou vient de se commettre ;

2° Lorsque le prévenu est poursuivi par la clameur publique ;

3° Lorsqu'il est trouvé dans un temps voisin du délit, nanti d'effets, armes, instruments ou papiers, faisant présumer qu'il est auteur ou complice de l'infraction, on ne

1. Par chef de maison, il faut entendre, non seulement un propriétaire, mais encore et surtout, un chef de famille. Il faut que la réquisition de ce chef de famille vise que des faits dont il a se plaindre personnellement, et non à raison de ce qui se serait passé dans un autre appartement de la même maison, occupé par un autre chef de famille.

2. On applique surtout la loi de 1863, en matière de vols simples d'outrages publics à la pudeur, de vagabondage, d'outrages et de rébellion aux agents, de mendicité, de dégradation aux monuments publics, etc.,

3. Cette loi ne vise pas la situation prévue par l'art. 46 du C. I. Cr.

doit, toutefois, recourir à cette procédure qu'avec réserve, dans le 3^me cas de l'article 41.

En effet, le rapporteur, M. Dalloz, a déclaré que le projet en discussion devait s'appliquer presque exclusivement aux deux premiers cas mentionnés dans l'article 41.

Mais il est incontestable que le commissaire de police, ses agents, et même tout citoyen, sont investis du droit d'arrêter et de conduire au parquet tout individu qui se trouve dans l'un quelconque des cas prévus par l'article 41 du C. I. Cr., auquel renvoie implicitement l'article 1 de la loi de 1863.

Cette loi, comme nous l'avons déjà dit (voyez supra n° 4) a seulement innové, sous le rapport de l'arrestation.

Elle n'a rien décidé par rapport aux actes d'instruction. De plus, combinée avec celle du 8-12-1897, ces deux textes paraissent avoir précisé le sens des mots « temps voisin du délit » de l'article 41. D'après eux, il semble que l'on peut arrêter par mesure de police, le jour du délit et le lendemain, c'est-à-dire pendant 48 heures (Voyez infra n° 11) (1).

6 bis. LE COMMISSAIRE DE POLICE EN PRÉSENCE D'UN FLAGRANT DÉLIT

Les cas de flagrant délit définis, voyons maintenant à l'œuvre le commissaire de police.

Quel que soit le mode d'information (plainte, dénonciation, clameur publique), son premier devoir est de se transporter, sans retard, sur les lieux, car c'est dans les premiers moments du délit que la vérité se manifeste.

Ensuite, la loi lui trace les phases normales (2) de sa procédure.

Ces phases sont, après la constatation des lieux et du corps du délit, l'expertise, les perquisitions et saisies,

1. En réalité, c'est toujours une question de circonstances.

2. Les règles de la loi ne sont pas absolues. Celle-ci n'a déterminé que les phases normales de la procédure. Mais toutes ces phases ne se retrouvent pas dans chaque procédure; elles sont parfois interverties. Enfin chaque crime ou délit peut exiger suivant sa nature, des moyens différents d'information.

l'interrogatoire des inculpés, leur arrestation, s'il y a lieu (1).

Outre ces phases, la loi a tracé quelques règles en matière de mandats judiciaires, et sur la forme et le contenu des procès-verbaux.

Ces phases et règles vont être successivement examinées.

7. CONSTATATION DES LIEUX ET DU CORPS DU DÉLIT.

La constatation du corps du délit est le premier acte que doit faire le commissaire de police ; c'est le plus important, et celui qui souffre le moins de retard.

Le corps du délit est l'ensemble des faits matériels qui attestent l'existence de l'infraction et en déterminent le caractère et la gravité. Ces éléments varient nécessairement suivant la nature de l'infraction. Dans cette constatation, le commissaire de police ne doit rien omettre, car, telle circonstance qui paraîtrait d'abord insignifiante, peut acquérir, par suite de révélations ultérieures, ou de nouvelles découvertes, une importance que nul ne pouvait prévoir dans les premiers moments.

La constatation de l'état des lieux est aussi nécessaire et aussi importante que la constatation du délit lui-même. Elle doit être faite avec le même soin et la même ponctualité. Ex : Le lieu du délit est-il une maison habitée ? Y a-t-il eu effraction extérieure ou intérieure, escalade, emploi de fausses clefs ? Y a-t-il sur le sol des empreintes qui puissent être décrites fidèlement ou calquées ? Y a-t-il des meubles ou des objets sur lesquels on puisse relever des empreintes digitales ? Si les objets ne peuvent être déplacés, ou si la description des lieux est insuffisante, le commissaire de police doit en faire exécuter des dessins, des modèles, des photographies (2).

1. Nous traitons de l'arrestation des inculpés après leur interrogatoire, car il faut bien situer cette question quelque part. Mais nous verrons que l'arrestation ne suit pas nécessairement l'interrogatoire, au contraire, presque toujours elle le précède.

2. Il arrive souvent que le corps du délit, ainsi que l'état des lieux, ne peuvent être constatés ni décrits. Le commissaire de police y supplée en recevant la déclaration des personnes qui auraient été présentes au moment de l'infraction, ou qui peuvent fournir des renseignements susceptibles d'éclairer les recherches (art. 38 du C. I. Cr.).

Pour s'assurer qu'il n'omet rien d'important dans ses constatations, le commissaire de police agira prudemment, en se reportant toujours au texte répressif applicable.

Il y trouvera les circonstances qui caractérisent, modifient, aggravent ou atténuent le crime ou le délit.

Ce magistrat doit entendre les personnes lésées, si elles n'ont pas encore porté plainte, ou si elles ont de nouvelles explications à fournir.

Par dérogation aux articles 156 et 322 du C. I. Cr., il peut recevoir les déclarations ⁽¹⁾ des parents, domestiques, voisins, présumés en état de fournir des renseignements (art. 33) (2).

Dès son arrivée sur les lieux, il peut défendre que quique ce soit sorte ou s'éloigne du lieu du crime, jusqu'après la clôture de son procès-verbal (art. 34 du C. I. Cr.). Cette disposition de la loi est fondée sur de puissants motifs ; en effet, les personnes présentes pourraient s'éloigner du théâtre du crime et échapper ainsi à l'obligation de faire connaître à la justice des faits souvent très importants. Les complices, le coupable lui-même, peuvent se trouver sur les lieux.

En prenant cette disposition, le commissaire de police conservera des témoins précieux qu'on ne pourrait plus retrouver en cas d'éloignement (3).

L'article 34, sanctionne cet ordre du commissaire de police par une peine qui est rarement appliquée, et qui, du

1. Ces déclarations faites sans prestation de serment, auront du moins l'avantage de reposer sur des perceptions récentes de sens.

2. Aux termes de la loi, seules doivent être entendues les personnes qui ont été présentes lors du flagrant délit. En réalité, on entend tous ceux qui sont susceptibles d'éclairer les recherches. Mais le commissaire de police n'a pas le droit de citer à comparaître devant lui des personnes qui ne se trouveraient pas sur les lieux ou qui ne voudraient pas s'y présenter. Ce droit est réservé au Juge d'instruction seul, ou à son délégué (voyez infra n° 29).

3. Pour ne commettre ni erreur, ni omission grave, M. Garraud (op. cit. T. I. n° 313), conseille :

1. d'avoir toujours présente à l'esprit la maxime ancienne "Quis, quid, ubi, quibus auxiliis, cur, quomodo, quando".
2. Ne déranger, n'enlever, et même ne toucher aucun objet, avant qu'il n'ait été minutieusement décrit dans le procès-verbal (règle formulée par Gross).

reste, malgré la forme impérative de la loi, est purement facultative (F. Hélie, op. cit. 4, p. 699). (1).

8. EXPERTISE

La constatation du flagrant délit exige souvent des connaissances spéciales, que l'officier de police peut ne pas posséder. Le cas échéant, il requiert l'assistance d'une ou plusieurs personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature ou les circonstances du crime ou du délit (art. 43, C. I. Cr.).

Ce seront des serruriers, des maçons, etc., qui pourront être requis pour faire un rapport sur une effraction, une escalade (2).

Ce seront aussi des graphologues, des pharmaciens, des chimistes, s'il s'agit de reconnaître les effets, la nature de certaines substances, ou de rechercher l'auteur d'une pièce écrite.

S'il s'agit de coups et blessures graves, d'attentat aux mœurs, de mort violente ou de mort dont la cause est inconnue et suspecte (3), le commissaire de police requiert un docteur en médecine, qu'il ait ou non le titre d'expert (4) décerné en vertu de l'art. 14 de la loi du 30 Novembre 1892 (art. 44 du C. I. Cr. et art. 81 du C. C.) (5).

1. Le commissaire de police a encore à sa disposition les art. 504 et 509 du C. I. Cr. qui protègent les actes publics de son ministère [voyez infra n° 96].

2. Ces mêmes ouvriers pourront également être requis pour accomplir un acte de leur profession. Ex. : ouvrir une porte, percer un mur, etc. Dans ce cas, ils ne sont plus experts. C'est simplement leur concours qui est requis et qui est sanctionné par l'art. 475 § 12 du C. P.

3. La découverte d'un noyé ou d'un cadavre quelconque, est assimilée à un cas de flagrant délit [voyez infra n° 20].

4. En cas de flagrant délit, il n'y a pas à tenir compte des prescriptions de la loi du 30 novembre 1892, et du décret du 21 novembre 1893.

5. Est-ce à dire que le commissaire de police, dans ces matières délicates, ne doit pas, lui-même, faire des constatations ? S'il s'agit des parties extérieures et visibles du corps (tête, cou, mains), il peut consigner dans son P.-V. les ecchymoses, les blessures, etc., qu'il a constatées.

S'il s'agit de parties intimes, il doit s'abstenir de toutes constatations, qui sont uniquement du domaine de la médecine.

Toutefois, s'il s'agissait d'un cadavre (entièrement ou partiellement nu) le commissaire de police pourrait relater dans son P.-V. le nombre, la nature et la situation des ecchymoses, plaies, coups, traces de violences.

Il est bon de noter que des deux articles 43 et 44 qui visent l'expertise, le second exige la présence du praticien, tandis que le premier laisse toute latitude à l'officier de police.

Tous les experts (à l'exception, toutefois, des manœuvres ou hommes de peine) doivent prêter serment de faire leur rapport et donner leur avis en honneur et conscience (art. 44) (1)

Le procès-verbal de l'officier de police doit en faire mention.

Celui-ci doit-il assister aux expertises ?

En principe oui, car l'expert, il ne faut pas l'oublier, assiste, mais ne supplée pas le magistrat qui le requiert.

Celui-ci doit donc assister à toutes les opérations, les surveiller, les diriger au besoin, et faire toutes les réquisitions nécessaires. De plus, s'il y a deux experts commis (2) et qu'ils soient d'avis contraire, il pourra en requérir un troisième pour les départager.

Comment sont requis les experts. — Ordinairement, chaque expert est appelé par un réquisitoire écrit (3) qui contient toutes les questions à résoudre. Ces questions doivent être claires, précises et déterminer nettement la difficulté à résoudre.

L'expert répond à ces questions par un rapport qui comprend essentiellement des constatations, une discussion et des conclusions (4). Si l'expert est illettré (ce qui peut arriver si l'expertise a été confiée à un ouvrier), le commissaire de police le fera comparaître devant lui et consignera ses observations dans un procès-verbal que l'ouvrier signera avec le magistrat, si possible.

1. Ce serment constitue une formalité substantielle et doit précéder l'accomplissement de la mission des experts. - Cass. 24 décembre 1904 - D. 1905-1-206 ; Cass. 2 février 1907 - D. 1907-1-336.

2. Le nombre des experts est fixé à un ou deux par l'art. 43.

3. Un simple avertissement verbal est valable, sauf à le convertir plus tard en un réquisitoire formel, pour être joint au mémoire des salaires dus à l'expert.

4. Un rapport complet comprend cinq parties : un préambule, un commémoratif (historique des faits), une description, une discussion, des conclusions.

Quelle est la sanction applicable aux experts qui refusent le concours qui leur est demandé ?

Il faut faire, à ce sujet, une distinction entre les médecins et les autres experts.

a) Aux termes de l'art. 23 de la loi du 30 Novembre 1892, qui constitue la charte de la profession médicale en France, tout médecin est tenu de déférer aux réquisitions de la Justice. Ce qui signifie qu'on ne se préoccupe pas s'il s'agit ou non d'un flagrant délit.

Le refus est sanctionné par des peines correctionnelles.

b) Les autres experts, qui refusent, sans cause légitime et prouvée, encourent une amende de 6 à 10 francs, conformément à l'art. 475 § 12 du C. P. (1).

9. PERQUISITIONS ET SAISIES

Perquisitions. — Le flagrant délit nécessite souvent des recherches difficiles et toujours délicates. Les attributions du commissaire de police, en cas de perquisition et de saisies, sont définies et limitées par les art. 36 et 37 du C. I. Cr.

Notre droit public enseigne que le domicile des citoyens (par citoyen, il faut entendre les français, les étrangers, une femme, veuve, ou célibataire majeure, un mineur émancipé) est inviolable et sacré (2) ; nul n'y peut pénétrer que dans les cas prévus par la loi (constitution An III, art. 359 - An VIII, art. 76 - décret du 20 Mai 1903, art. 169). Si, donc, la nature du crime ou du délit est telle que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les objets, papiers, etc., en la possession de l'inculpé, le commissaire de police se transporte de suite, dans le domicile de ce dernier, afin d'y découvrir les objets jugés utiles à la manifestation de la vérité. Mais il lui est formellement interdit d'y pénétrer la nuit. Le temps de nuit est réglé comme suit par l'art. 1037 du Code de Procédure civile :

du 1^{er} avril au 30 septembre, de 9 heures du soir à 4

1. Si le délit n'était pas flagrant, ils ne seraient passibles d'aucune peine.

2. La sanction est l'art. 184 du C. P.

heures du matin ; du 1^{er} octobre au 31 mars, de 6 heures du soir à 6 heures du matin (1).

Il est défendu à l'officier de police, de s'introduire dans une maison autre que celle où l'inculpé a son domicile (2), à moins que ce ne soit, une auberge, un débit de boissons ou tout autre logis ouvert au public (3). Dans ce cas, il peut s'y transporter, même pendant la nuit, jusqu'à l'heure où ces lieux doivent être fermés d'après les règlements de police, et même après cette heure, si, de fait, ils sont restés ouverts, car alors ils continuent d'être un lieu public (arg. art. 9 du décret du 17 juillet 1791 - art. 132 du décret du 20 mai 1903).

Rappelons à ce sujet **que** si deux citoyens domiciliés signalent à l'officier de police, une maison où l'on donne habituellement à jouer des jeux de hasard, il peut y entrer en tout temps (art. 10 du décret du 19 juillet 1791). Il en est de même des lieux livrés notoirement à la débauche et, ici, nul besoin de dénonciation (art. 10 du même décret). Enfin, il en est de même s'il s'agit de faire cesser une détention arbitraire (art. 615 et 616 du C. I. Cr.).

Ces cas exceptés, si une visite domiciliaire devait être commencée utilement après l'heure légale, il faudrait attendre le temps de jour pour l'exécuter, sauf à faire investir la maison par la force publique (circulaire du ministre de la Justice, du 23 germinal An IV. - art. 171 du décret du 20 mai 1903).

Nous avons vu que l'art. 36 du C. I. Cr. autorisait la perquisition dans le domicile du prévenu ; cette notion du

1. Une perquisition commencée à une heure légale ne doit pas cesser et peut être continuée bien que cette heure légale ait expiré. De même, il n'y a pas violation de domicile quand la perquisition est commencée du temps de nuit, et cela, avec le consentement des habitants. Le consentement donné à un commissaire de police pour l'autoriser à pénétrer dans une maison, après l'heure légale, ne peut être repris au cours de la visite domiciliaire.

2. Nous verrons, un peu plus loin, ce qu'il faut entendre par domicile, non seulement au sens de l'art. 102 du C. C., mais encore dans un sens très large.

3. Mais une chambre d'hôtel louée par un voyageur, un hivernant, etc., est assimilée à un domicile privé, et cela quelle que soit la durée du bail. Par suite, sans délégation du Juge d'instruction, le commissaire de police ne peut y pénétrer, hors le cas de *crime* flagrant, pour y procéder à une perquisition, à une saisie. - Cass. 31-1-1914. D. 1918-1-76.

domicile doit être étendue, et il est admis que l'officier de police peut se livrer à des visites domiciliaires, non seulement dans le domicile du prévenu, mais encore dans tous les lieux où celui-ci a une habitation, une résidence, un dépôt quelconque ; il peut même perquisitionner chez toutes les personnes qu'il soupçonne, à justes raisons, d'avoir coopéré au flagrant délit. Ceci arrivera surtout, s'il est informé que les instruments ou les produits du crime viennent d'être transportés chez ces personnes.

Là, s'arrête sa compétence.

Si ses investigations lui permettent de soupçonner que des effets ou des pièces à conviction ou à décharge, peuvent se trouver ailleurs, il doit en instruire aussitôt le procureur de la République.

Aux termes de l'art. 42 du C. I. Cr., le commissaire de police qui procède à une perquisition, doit être accompagné du Maire ou de l'adjoint ou de deux habitants domiciliés dans la même commune. En cas d'impossibilité pour se procurer l'assistance de ces témoins, son procès-verbal sera dressé quand même.

Les personnes qui ont assisté à la perquisition doivent signer le procès-verbal à chaque feuillet, ainsi que l'officier de Police rédacteur.

En cas de refus ou d'impossibilité, il en est fait mention.

Le commissaire de police ne peut légalement déléguer un autre officier de police auxiliaire pour procéder à une visite domiciliaire, soit dans son ressort, soit hors de son ressort (1).

Saisies. - S'il existe dans le domicile du prévenu des papiers ou effets pouvant servir à conviction ou à décharge, il en dresse procès-verbal et se saisit de ces papiers ou effets (2) (art. 37 du C. I. Cr.) ; son droit s'étend même aux lettres confiées à la Poste, qu'il présume renfermer la preuve du crime ou

1. En traitant des enquêtes officieuses nous verrons la théorie de "l'assentiment tacite" en matière de perquisitions (voyez infra n° 38). C'est à propos de ces enquêtes que cette théorie vient naturellement à sa place.

2. Si les pièces à conviction saisies viennent, au moment de la visite, à être transférées dans une autre maison, l'officier de police doit s'y rendre de suite. Si l'existence de ces pièces, dans une autre maison, n'est que soupçonnée, il ne peut qu'en aviser le procureur de la République.

du délit, que ces lettres émanent de l'inculpé ou lui soient adressées. Il clôt et cachète les objets saisis, et si ces objets ne sont pas susceptibles de recevoir l'empreinte de l'écriture, ils sont mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel il attache une bande de papier qu'il scelle de son sceau et du cachet du prévenu, si ce dernier le demande (art. 38 C. I. Cr.).

Si les objets saisis sont d'un trop grand volume pour être déplacés sur le champ, on peut les mettre sous la garde de quelqu'un auquel on fait prêter serment (1) (art. 131 du décret du 20 mai 1903).

Les objets que le magistrat doit saisir sont désignés par l'art. 35 du C. I. Cr. (2).

Ils seront soigneusement décrits; il sera fait mention du lieu où ils ont été saisis.

Toutes les opérations de saisie doivent être faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté, et s'il ne veut (3) ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer (art. 39 C. I. Cr.).

Les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître ou de les désavouer, et de les parapher, s'il y a lieu.

En cas de refus, il en sera fait mention.

Les formalités prescrites par les articles 35, 38, 39, ne le sont pas à peine de nullité (4), mais le prévenu peut en tirer un argument efficace pour sa défense (5). C'est pour

1. En cas d'impossibilité de trouver un gardien, l'inculpé, s'il est laissé en liberté, peut être constitué gardien; dans ce cas, on ne lui fait pas prêter serment.

2. Ce sont les armes et tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que tout ce qui paraîtra en avoir été le produit; enfin tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité.

3. Si l'inculpé, arrêté, ne veut assister aux opérations, ni s'y faire représenter, l'officier de police doit l'interpeller d'être présent et mentionner son refus. Puis il passera outre et ne fera pas emmener de force l'inculpé, car sa présence n'est prévue que dans son intérêt.

Si l'inculpé n'a pas été arrêté, l'officier de police n'est pas tenu de procéder en la présence d'un mandataire, mais alors la présence d'un secrétaire de police, de deux agents ou de deux témoins devient indispensable.

4. Cass. 29-6-1865, D. 65-5-101.

Cass. 16-6-1854, D. 54-5-440.

Cass. 24-2-1883, D. 84-1-92.

5. Arg. Cass. 17-9-1840, S. 41-1-608.

cela qu'on ne saurait se montrer trop méticuleux en l'espèce (1). Nous avons vu que les termes de la loi étaient très larges en matière de saisie.

Fatalement, des abus devaient se produire de la part des officiers de Police judiciaire. Le 8 juillet 1901, M. le Procureur général près la Cour d'appel de Paris, a critiqué dans une circulaire, ce manque de discernement dans les saisies (2).

Il y a ici un juste milieu à observer. L'officier de Police n'y arrivera qu'après une assez longue pratique.

Nous terminerons cette étude en mentionnant que pour les perquisitions et saisies dans les Palais, Châteaux, Maisons Nationales, il faut observer les prescriptions du Décret du 25 novembre 1811, et de l'Ordonnance du 20 avril 1817.

10. INTERROGATOIRE DES INCULPÉS

De toutes les parties de l'information celle qui a pour objet l'interrogatoire du prévenu, est assurément la plus grave et la plus délicate ; car cette opération est faite aussi bien en sa faveur que contre lui, pour le bien de la Justice. (Lettre de d'Aguesseau, 12 mai 1730).

La loi n'a édicté aucune disposition relative à la forme des interrogatoires (3). On y supplée par des analogies tirées des dispositions du C. I. Cr., sur d'autres actes de la Procédure (notamment les art. 73 à 78 du C. I. Cr.).

Une première règle à observer, c'est que l'interrogatoire soit fait rapidement. Tel était l'esprit de l'Ordonnance de 1670, tel est également celui du C. I. Cr.

L'interrogatoire doit être rédigé par écrit, en présence de l'inculpé, lequel doit être interrogé séparément, et hors la présence de toute autre personne (sauf à confronter entre

1. La loi a comme préoccupation dominante d'assurer l'identité des objets saisis avec ceux qui seront présentés comme tels au cours de l'instruction et des débats.

2. Ce magistrat signale des saisies en bloc de malles de papier, d'objets de toute nature qui n'ont aucune utilité pour l'information.

3. Ils sont affranchis, bien entendus, des règles tracées par la loi de 1897.

eux inculpés ou témoins, si cette mesure est nécessaire). (Ordonnance 1670, titre 14, art. 2 et 6).

Si l'inculpé ne parle pas la langue française, on a recours à un interprète, âgé de 21 ans au moins, celui-ci doit prêter serment de traduire fidèlement les discours (Arg. art. 322 du C. I. Cr.).

On observera les formalités de l'article 333 du même code, si l'inculpé est sourd-muet.

On doit d'abord interroger l'inculpé sur ses nom, prénoms, lieu et date de naissance, filiation, profession, domicile, etc. ; s'il a été déjà condamné (1). Les réponses de l'inculpé aux interpellations qui lui sont faites, doivent être fidèlement consignées. Si certain point demande à être vérifié, on doit le faire sans retard.

Le commissaire de police ne doit pas user de questions captieuses, ou de moyens d'intimidation ; il ne doit pas non plus entrer en discussion ouverte avec l'inculpé. Il doit toujours conserver le calme et la modération qui sont le propre d'un magistrat impartial qui ne connaît ni la dureté, ni la sensibilité. Il peut, toutefois, avec prudence et discernement, employer des exhortations tendant à la découverte de la vérité. Malgré ces instances, si l'inculpé refuse de répondre, ou ne donne que des explications mensongères ou vagues, il en est fait état dans le procès-verbal et l'on passe outre à l'instruction de l'affaire que le mauvais vouloir de l'inculpé ne doit pas entraver.

Toutes les questions posées doivent être claires, précises, sans équivoques ; on ne doit pas chercher dans un inculpé un coupable, mais simplement la vérité, du fait de son innocence ou de son crime. On doit recueillir et consigner exactement les allégations de l'inculpé ; entendre ses témoins et rassembler toutes les preuves de son innocence afin qu'elles ne dépérissent pas. Les réponses de l'inculpé

1. Une circulaire du 8 mars 1828, du Ministre de la Justice, indique les principales questions à poser, au début de l'interrogatoire, ex. : Connait-il la cause de son arrestation ? Sait-il que tel crime a été commis ?

ne doivent être ni modifiées, ni traduites, ni suggérées, elles doivent être rendues textuellement et fidèlement.

Dans une certaine mesure, le commissaire de police ressemble à l'arbitre romain. Il ne faut pas que, par sa faute, par sa négligence ou sa mauvaise foi, l'inculpé soit exposé à un combat inégal.

L'aveu, et c'est ici un point capital, ne dispense pas l'officier de police de continuer son information ; en effet, cet aveu peut plus tard être rétracté ; des faits ultérieurs peuvent l'infirmer et, enfin, il est quelquefois moins sincère qu'il paraît.

Il doit être donné lecture de l'interrogatoire à l'inculpé, on doit lui demander s'il persiste dans sa déclaration.

S'il désire ajouter ou modifier quelque chose, il est fait droit à sa demande. Notons enfin que l'on doit appliquer, et cela par analogie, les règles des art. 76-78 du C. I. Cr. (Signatures de l'officier de police, de l'écrivain et de l'inculpé à la fin de l'interrogatoire, approbation des renvois et des ratures par les mêmes personnes, prohibition des interlignes).

11. ARRESTATION DES INCULPÉS

La loi de 1863 a généralisé les dispositions des art. 16 et 106 du C. I. Cr. (1).

Par suite, lorsqu'il y a flagrance ou quasi flagrance, aux termes de l'art. 41, l'arrestation est permise non seulement à tout dépositaire de la force publique, mais encore à toutes personnes et cela qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit (2).

Ceci dit, il convient de distinguer l'arrestation spontanée et l'arrestation proprement dite (3).

1. Avant cette loi, l'arrestation spontanée était permise à toute personne (art. 106), en cas de crime flagrant ; mais en cas de délit flagrant, elle n'était permise qu'aux gardes-champêtres et aux officiers de police judiciaire (art. 16).

2. S'il s'agit d'un cas de réquisition d'un chef de maison (art. 46 du C. I. Cr.), l'arrestation ne peut être faite que par le procureur de la République ou ses auxiliaires.

3. Voyez supra n° 6, ce qui a été dit au sujet de la durée du temps de flagrant délit.

12. ARRESTATION SPONTANÉE OU PROVISOIRE

C'est une mesure de police; elle est permise à toute personne qui voit la perpétration d'une infraction flagrante (crime ou délit). A fortiori, elle est permise à tout agent de la force publique, à tout officier de la police judiciaire.

Ce qui la caractérise, c'est qu'elle a lieu sans titre et qu'elle est essentiellement provisoire. S'il s'agit d'un fait qui a l'apparence d'un crime, l'inculpé doit être conduit devant une autorité investie du droit d'instruire son cas (Maire, commissaire de police, Juge de Paix, officier de gendarmerie, procureur de la République).

Si l'infraction a l'apparence d'un délit, il est certain que d'après la loi de 1863, le procureur de la République seul, a le pouvoir d'instruire; par suite, c'est au parquet que l'individu arrêté devrait être conduit, quelle que soit la qualité de l'auteur de l'arrestation (citoyens, gendarmes, agents de police, officiers de police auxiliaires).

Mais, en fait, par suite de difficultés sérieuses d'application (éloignement du parquet, affaires trop nombreuses) (1), l'individu est conduit devant une autorité telle que, maire, juge de paix, commissaire de police. L'un de ces magistrats instruit rapidement l'affaire (les déclarations des personnes qui ont arrêté l'inculpé, de celles qui ont vu l'infraction, l'interrogatoire de l'inculpé, les perquisitions, etc., sont consignées ou relatées dans un procès-verbal), puis le magistrat décide s'il y a lieu de le relâcher ou de le faire conduire, sans retard, au parquet (2).

1. Dans les grandes villes, à Lyon par exemple, les individus arrêtés la veille et écroués au Dépôt, sur l'ordre du commissaire de police sont présentés le lendemain à l'audience dite du *petit parquet*, présidée par le substitut de service. S'il s'agit d'un crime, ou d'une infraction reprochée à un mineur de 18 ans, l'affaire est mise à l'instruction. S'il s'agit d'un délit, il interroge l'inculpé conformément à la loi de 1863, et délivre, s'il y a lieu, un mandat de dépôt. Tout ceci, d'ailleurs, est absolument irrégulier (voyez circ. du 2 août 1905), surtout si l'on pense que souvent l'inculpé est écroué à 11 heures du matin et ne comparait que le lendemain à 10 heures devant le substitut de service. Ce même inculpé a déjà passé, parfois, 24 heures dans la chambre de sûreté d'un poste de police.

2. L'individu arrêté ne peut se plaindre de cette entorse à la loi, car il peut être remis plus vite en liberté.

Ce qu'il faut bien retenir, c'est qu'en cas de délit correctionnel, l'arrestation qui a été opérée, n'a toujours qu'un caractère provisoire, eut-elle été faite par le commissaire de police lui-même (1).

13. ARRESTATION PROPREMENT DITE

Elle constitue une véritable mesure d'instruction.

En cas de crime flagrant, elle est permise à tous les auxiliaires du procureur de la République, qui y procèdent en s'emparant de l'inculpé, s'il est présent, ou en décernant contre lui un mandat d'amener, s'il est absent (art. 40) (2).

En cas de délit correctionnel flagrant, elle est permise au procureur de la République seul (Loi de 1863. art. 1^{er}).

Quelle que soit la nature de l'arrestation, il n'en est pas moins certain qu'elle constitue l'acte le plus grave de la phase policière du procès pénal.

14. AVIS AU PARQUET

Le procureur de la République doit toujours être prévenu d'urgence par le commissaire de police, en cas de crime flagrant, que l'inculpé soit arrêté ou non. Des circulaires recommandent à cet auxiliaire de mentionner dans son avis (téléphonique, télégraphique ou par écrit), si une descente du parquet lui paraît opportune.

15. AVIS A LA BRIGADE MOBILE

En cas de crime ou de délit flagrant, des circulaires recommandent aux commissaires de police, d'aviser la brigade mobile de leur région, lorsque leurs premières investigations sont demeurées sans résultat.

1. De plus, cette instruction sommaire (déclarations des témoins, interrogatoire de l'inculpé, etc.) n'a que la valeur d'un simple rapport, et le caractère d'une enquête officieuse [voyez infra n° 42]. Mais s'il s'agissait d'un délit spécial que le commissaire de police a mission de constater, le procès-verbal aurait alors, juridiquement, toute sa valeur.

2. En réalité ce mandat n'est jamais délivré. Aux termes de l'art. 40, il faut : 1° qu'il y ait flagrant délit ; 2° que le fait soit de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante ; 3° que le corps du délit soit constaté et qu'il y ait de graves indices de culpabilité.

Il est certain que lorsque la brigade mobile se met en mouvement, sur l'avis (appert) du commissaire de police, le temps de flagrant délit est passé.

Tous les procès-verbaux dressés ensuite par les commissaires mobiles, n'auront juridiquement que la valeur de simples renseignements, et les perquisitions, saisies, arrestations, qui seront faites par ces magistrats seront, néanmoins, effectuées sous le couvert de la flagrance du délit (voir infra n° 42). Nous nous empressons d'ajouter que dans les affaires délicates, longues, compliquées, ces magistrats se feront délivrer des Commissions rogatoires par les Juges d'Instruction.

16. MANDATS JUDICIAIRES

Les seuls mandats que peuvent décerner les auxiliaires du procureur de la République, sont les *mandats d'amener*, dans les cas prévus dans les art. 40, 41 et 46 du C. I. Cr. et les *mandats de dépôt* (1), dans le seul cas de l'art. 34 du même Code.

Ces mandats doivent énoncer la qualité de l'officier de police judiciaire qui les délivre, et désigner le plus clairement possible les individus contre lesquels ils sont décernés. Ils doivent être datés et signés par l'officier de police qui les donne et revêtus de son sceau. Ils sont individuels et exécutoires dans toute l'étendue de la France (art. 98 C. I. Cr.), tant qu'ils n'ont pas été révoqués, remplacés ou anéantis, par un autre acte de l'autorité judiciaire compétente. Ils peuvent être exécutés tous les jours de la semaine et même la nuit, en des lieux publics ou réputés tels (2).

Les art. 95 à 99 du C. I. Cr. règlent les formes et le mode d'exécution des mandats.

1. Nous l'avons déjà dit, pratiquement, ces mandats ne sont jamais décernés.

2. Si le prévenu est absent, le mandat d'amener doit porter l'ordre de le conduire, en cas d'arrestation, devant le Juge d'Instruction ou devant le procureur de la République.

17. FORME ET CONTENU DES PROCÈS-VERBAUX

La loi n'a pas tracé, et ne pouvait tracer de forme pour la rédaction des procès-verbaux ; elle s'est bornée à établir des principes auxquels on doit se conformer.

Un procès-verbal est la représentation des faits. Il doit relater fidèlement tout ce qui a été fait, vu et entendu, par le commissaire de police agissant en sa qualité d'auxiliaire et en cas de flagrant délit. Les trois grandes qualités d'un procès-verbal, sont : la clarté, la précision et la concision.

Une bonne précaution à prendre, c'est de faire parler, plaignant, déclarant, expert, inculpé, à la première personne et de leur faire dire, par exemple : « j'ai vu, j'ai entendu ». En effet, en faisant parler ces personnages à la troisième personne (ex. : lequel a dit qu'il a vu), on se jette dans des constructions amphibologiques telles, qu'il devient fort difficile de comprendre et de savoir à qui les *il*, les *qui*, les *que*, se rapportent. Il faut également reproduire très fidèlement les phrases mêmes des plaignants, dénonciateurs, déclarants, experts, inculpés, malgré leur incorrection ou leur trivialité.

Si c'est l'officier de police lui-même qui parle, il doit dire : « nous avons vu, entendu, constaté ».

Les procès-verbaux doivent toujours mentionner exactement la date, le jour, l'heure et le lieu de l'opération (1), comment le commissaire de police a été informé, la nature du fait dénoncé, de façon que ce magistrat, en ouvrant son information, soit couvert par une présomption de crime et sache également la qualification de l'infraction.

Les prescriptions à observer pour la rédaction matérielle du procès-verbal, sont indiquées par l'art. 42 du C. I. Cr., auquel on doit ajouter, par analogie, celles de l'art. 78 du même code.

Ici se posent deux questions : Faut-il qualifier l'infraction

1. Ces procès-verbaux sont dispensés du timbre et de l'enregistrement. Il en est de même des actes intérieurs d'instruction (réquisitoires du Ministère public, P.-V. d'information, etc.) (voyez infra n° 54 et 58).

et l'officier de police doit-il conclure à la fin de son information ?

18. QUALIFICATION DES INFRACTIONS

Certains chefs de parquets prescrivent de ne jamais qualifier l'infraction en marge des procès-verbaux. Nous croyons que ces magistrats font fausse route; ce qui le prouve, c'est que l'unanimité est loin d'être faite sur ce point, et que d'autre part, il vaut mieux qualifier l'infraction, cette qualification fût-elle erronée, que de mentionner vaguement : « Plainte X... contre Z... ou, encore, Affaire X... contre Z... ».

La qualification du commissaire de police, fût-elle inexacte, aura toujours l'avantage de faire connaître, dès le premier abord, la nature de l'infraction, par exemple : vol, coups et blessures.

La suite donnée à l'affaire ne le concerne pas, et nous savons aussi qu'une qualification exacte serait un leurre, car que d'affaires criminelles qui sont correctionnalisées.

19. CONCLUSIONS

Ici, il faut être très prudent, en raison des arguments précieux que peut tirer la défense de conclusions trop formelles. En thèse générale, quand l'affaire est claire, ou que l'on a des aveux formels, le commissaire de police peut conclure d'une façon ferme.

Si des doutes subsistent, si la lumière n'est pas complète, il vaut mieux ne pas donner de conclusions.

Enfin, et bien que cela ne se fasse pas pratiquement, pour faciliter l'exécution de l'art. 341 du C. I. Cr., il est bon de dresser au moins trois procès-verbaux séparés : l'un constatant le corps du délit et l'état des lieux, l'autre, les déclarations reçues, le 3^e, les interrogatoires des inculpés (1).

1. Dans ce cas, un quatrième procès-verbal *récapitulatif* constatant tout ce qui a été fait, devra être dressé.

20. DES LEVÉES DE CORPS

Toutes les fois que le corps d'un individu est trouvé privé de vie, quel que soit le temps écoulé, depuis qu'il l'a perdue, si la cause en est violente, inconnue ou suspecte, il suffit de la possibilité de l'appréhension d'un crime pour exciter la vigilance des officiers de police judiciaire (1).

L'ordonnance de 1670, voulait qu'il fût « par les juges diligemment dressé procès-verbal des corps morts ».

Les ordonnances de 1712 et 1736 étaient dans le même sens. Il en était encore de même, dans les articles 7 et 8 du titre 5 de la loi du 20 septembre 1792.

Le code civil a reproduit ces textes ; ses articles 81 et 82 ont un double but : 1^o la rédaction de l'acte de décès de l'individu ; 2^o la constatation du délit, si délit, il y a. Ces dispositions ont été confirmées par l'art. 44 du C. I. Cr.

Beaucoup d'auteurs estiment que les levées de corps sont l'un des actes les plus délicats et les plus difficiles de la police judiciaire. Ici, en effet, le fait est le plus souvent entouré d'une obscurité profonde ; il faut donc une enquête plus sévère pour découvrir les causes de la mort.

Le commissaire de police informé d'une mort accidentelle, d'un suicide, de la découverte d'un cadavre (noyé par exemple), doit se transporter sur les lieux, accompagné d'un docteur en médecine et instruire l'affaire comme s'il s'agissait d'un flagrant délit (2) (Loi 16 septembre 1791, 1^{re} p., titre 3). Généralement l'identité du défunt est facile à établir. Cependant, quand il s'agit de noyés, la chose devient souvent

1. On a soutenu qu'il n'y avait pas lieu à enquête policière, si la mort est le résultat évident d'un accident, d'un suicide, et si les faits ont été constatés par de nombreux témoins. C'est une erreur. Le procès-verbal qui sera dressé pourra, ultérieurement, servir de base à une poursuite pour homicide involontaire et aura toujours l'avantage de déterminer les causes et les circonstances de la mort.

2. Voyez supra ce qui a été dit à propos du transport sur les lieux. De plus la découverte d'un cadavre est considérée au point de vue du droit de réquisition, comme un flagrant délit (Cass. 15 mars 1890 — Bull. crim. n^o 58).

difficile (1). Les corps, les visages, tuméfiés par une chute, boursoufflés par un séjour prolongé dans l'eau, sont très souvent méconnaissables. C'est alors que la sagacité de l'officier de police devra s'exercer. Pour arriver à un bon résultat, il ne devra omettre aucun détail, ne négliger aucun indice. Si la cause et les circonstances du décès sont connues, et ne font aucun doute, le commissaire de police transmet à l'officier de l'état-civil la pièce prévue par l'art. 82 du Code civil, et son information au procureur de la République.

C'est, en principe, ce magistrat qui autorise l'inhumation (2) ou qui décide, s'il y a lieu, de continuer l'enquête et de pratiquer une autopsie qui est faite généralement par un médecin expert (3) (Loi de 1892 et décret du 21 novembre 1893).

Il ne faut pas oublier cependant que nous sommes toujours dans l'hypothèse du flagrant délit et que par suite l'expert peut être requis par le commissaire de police lui-même (4). Quelles que soient les conclusions du rapport de l'expert, l'officier de police, le chef du parquet et les juges eux-mêmes, ne sont point liés par ces conclusions. L'expert, malgré sa grande pratique, peut faire fausse route.

Si, donc, le commissaire de police, qui a terminé son enquête, a l'intime conviction qu'il se trouve en présence d'un crime, ou d'un simple accident, alors que le ou les experts sont d'un avis opposé ou partagé, cet humble auxiliaire n'a pas à hésiter. Il doit conclure nettement au crime

1. Le noyé est resté longtemps dans l'eau. Il a laissé ses vêtements aux rochers, aux arbres du fleuve. De plus, s'il s'est donné la mort, il a eu la précaution, parfois, de se débarrasser de tout objet pouvant faciliter la reconnaissance. De même, s'il a été victime d'une agression, d'un attentat, les malfaiteurs ont souvent la précaution, non seulement d'enlever à leur victime toute pièce d'identité, mais même de la déshabiller, avant de la jeter à l'eau.

Aussi, malgré le zèle des auxiliaires du parquet, en dépit des moyens d'investigation mis à leur disposition, malgré la part faite au hasard, ce Dieu des policiers, que de cadavres non identifiés, ensevelis dans une tombe de hasard, et dont les causes de la mort resteront une énigme.

2. En réalité, et cela surtout dans les grandes villes, dès que la pièce en question est parvenue à la Mairie, l'acte de décès est dressé, et l'inhumation se fait sans retard.

3. En cas d'urgence, d'impossibilité, d'éloignement, un docteur n'ayant pas le titre d'expert peut être requis.

4. Il vaut mieux, en principe, laisser ce soin au procureur de la République.

ou au simple accident, en donnant les motifs de sa conviction (1).

Valeur juridique de l'autopsie. — Presque tous les parquets ont recours à l'autopsie. Ce mode de procéder a l'avantage d'éviter des discussions en Justice, discussions qui tournent parfois à l'avantage des accusés ou prévenus. Or, nous le savons, si, en droit, l'expertise ne lie pas le Juge, il n'en est pas moins certain qu'elle le lie, en fait. C'est évidemment un danger; malgré sa science et son expérience, le médecin légiste peut se tromper, mais entre deux maux, il faut choisir le moindre.

21. DU FLAGRANT DÉLIT D'ADULTÈRE

Le flagrant délit d'adultère présente un grand intérêt, au point de vue juridique, notamment sur l'extension des attributions que la loi de 1863 paraît avoir donné aux auxiliaires du Parquet. Il mérite de retenir un instant notre attention. Voici la question :

Un commissaire de police est requis par un mari de pénétrer dans un appartement qui n'est pas le domicile conjugal (2), ex. : dans une chambre d'hôtel, chez un tiers. Peut-il constater officiellement le délit, alors qu'il n'est porteur d'aucune commission rogatoire ?

1. Le fait n'est pas impossible. Nous l'avons vu dans un accident mortel survenu dans la banlieue lyonnaise, en 1917. Le cadavre d'un ouvrier d'usine de guerre avait été trouvé, vers minuit, sur la voie du tramway, les jambes écrasées par les roues du véhicule, et deux trous dans la poitrine, à une certaine distance l'un de l'autre.

Le premier docteur, requis conformément à l'art. 81 du code civil, avait nettement conclu au crime. D'après lui, cet ouvrier avait été poignardé, puis transporté sur la voie, pour faire croire à un accident.

De notre côté, nous penchions pour l'accident banal.

Le cadavre fut autopsié et le médecin légiste conclut, comme nous, à l'accident. Son rapport était particulièrement lumineux. Les deux trous de la poitrine avaient été faits par deux pointes métalliques qui se trouvaient à l'avant du tramway. Ce véhicule lui avait écrasé les membres inférieurs à deux reprises, à l'aller et au retour et, cela, dans un temps relativement court. Par la suite, des témoignages formels vinrent confirmer ces conclusions. Il s'agissait tout simplement d'un ivrogne qui n'avait pas su se garer, la nuit, par un épais brouillard.

2. Si le délit se commettait dans la maison conjugale, il n'y aurait évidemment aucune difficulté, puisque la réquisition est faite par le chef de maison (art. 46 du C. I. Cr.),

La question a été controversée jusqu'en 1914. Elle se rattache d'ailleurs à la question générale que nous avons examinée (voyez supra n° 4), à savoir si l'expression **flagrant délit** s'applique à la fois aux crimes et aux délits.

D'après un arrêt de la Cour de Nîmes, du 24-1-1908 (D. 1909-2-281), le commissaire de police qui n'a pas été délégué par le juge d'instruction, ne peut valablement instrumenter, et son procès-verbal doit être déclaré nul. Par suite, il ne peut déposer devant le tribunal correctionnel à raison des faits qu'il a indûment constatés.

L'arrêt dit notamment « que la loi de 1863 n'a pas modifié les principes des art. 32, 36, 47, qui attribuent compétence au procureur de la République et à ses auxiliaires, pour procéder à des actes d'instruction proprement dits, en cas seulement de crimes flagrants. Au surplus, si la pratique et les usages des parquets prescrivent aux commissaires de police des perquisitions à l'occasion des faits flagrants, cette pratique et ces usages ne peuvent se justifier que dans des circonstances graves, quand la nature de l'infraction est douteuse.

D'autre part, d'après un arrêt de la Cour de Douai, du 7-7-1909, D. 1911-2-21, un commissaire de police peut valablement dresser un P.-V. de flagrant délit d'adultère, sur les seules instructions du procureur de la République, sans délégation du Juge d'Instruction et en l'absence du consentement formel du maître de la maison où le délit a été commis. L'arrêt ajoute : « A supposer que la visite du commissaire de police fut illégale, il en résulterait simplement l'impossibilité d'entendre le commissaire comme témoin sur les faits constatés au procès-verbal ».

Enfin, un arrêt du 31 janvier 1914 (D. 1918-1-76) semble trancher définitivement la question. Nous l'avons cité à propos de la controverse en matière de flagrant délit, au sujet des attributions de procureur de la République et de ses auxiliaires (voyez supra n° 4), ainsi qu'à propos des perquisitions et saisies (1). Cet arrêt décide que le commissaire

1. Voyez également supra n° 9.

de police ne doit se livrer à des perquisitions ou saisies, même dans les lieux publics, *qu'en cas de flagrant délit et lorsque le fait est passible de peines afflictives et infamantes*, qu'au surplus une chambre louée dans un hôtel, doit être assimilée, au point de vue de l'inviolabilité, à un domicile privé (1).

Depuis cet arrêt, le commissaire de police fera bien de s'abstenir quand un mari le requerra de constater le flagrant délit d'adultère, en dehors du domicile conjugal.

Nous rappelons que l'adultère est un délit spécial qui ne peut être poursuivi que sur la plainte de l'époux offensé, que l'adultère de la femme est toujours punissable, celui du mari ne l'est que s'il a eu des relations suivies avec sa complice dans la maison conjugale. Le complice de la femme est punissable. La complice du mari l'est également, malgré le silence du code (Cass. 28-2-1868, D. 68-1-233; Paris 20-12-1873, D. 75-2-72).

En ce qui concerne la preuve, nous rappelons aussi qu'elle ne peut résulter que du flagrant délit ou de pièces écrites par le prévenu (art. 338 du C. P.). Il importe donc que le commissaire de police, avant même tout aveu des inculpés, fasse toujours sur son procès-verbal, état de ses constatations : un seul lit ou situation des deux délinquants dans le même lit, l'empreinte des corps ; s'il y a plusieurs lits, un seul est en usage ; tièdèur des deux places, etc.

Ceci a son importance, en raison des dénégations des inculpés à l'audience, même après leurs aveux à l'officier de police.

Mais cette preuve du flagrant délit n'est assujettie à aucune règle, soit de forme, soit de fond. Elle résulte, suivant les règles du droit commun, soit de témoignages, soit d'indices manifestes, ne laissant aucun doute sur le délit qui se commet ou vient de se commettre. Spécialement, en cas d'entretien de concubine au domicile conjugal, les témoignages,

1. Voyez dans le même sens, Tribunal Correct. d'Avignon, 22 novembre 1921 - Gaz. Palais 21 mars 1922).

pour être utilement retenus, doivent se référer au fait de flagrant délit.

X... et X... vivent-ils comme mari et femme ? Quels sont les faits, à la connaissance des témoins, qui permettent de penser que les inculpés ont des relations intimes ?

En un mot, la preuve du flagrant délit d'adultère ne résulte pas toujours et seulement du constat de l'officier de police qui a trouvé les inculpés "in eodem licito" (1), par exemple, ou dans une position ne laissant aucun doute sur la nature de leurs relations.

Nous terminerons cette étude du flagrant délit, par quelques mots, en cas d'arrivée sur les lieux, soit du procureur de la République, soit de plusieurs auxiliaires.

22. ARRIVÉE SUR LES LIEUX DES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE SUPÉRIEURS

Aux termes de l'art. 51 du C. I. Cr., les officiers auxiliaires, doivent s'abstenir ou se retirer, lorsque le procureur de la République arrive et, comme nous l'avons dit (voyez supra n° 14) procède par lui-même, à moins qu'il ne les délègue pour continuer ses actes ou le remplacer.

Quand le Juge d'Instruction arrive sur les lieux, il frappe d'incompétence, non seulement les auxiliaires, mais le procureur de la République lui-même.

23. ARRIVÉE SUR LES LIEUX DE PLUSIEURS AUXILIAIRES

Quid — lorsque plusieurs auxiliaires arrivent ensemble sur les lieux ?

Il semble que c'est le premier qui a commencé à procéder qui doit continuer. Cependant, si un juge de Paix et un commissaire de police arrivaient simultanément sur les lieux (ce qui sera excessivement rare), il serait convenable, à

1. Les décrets disent à propos des indices manifestes "solus cum sola, nudus cum nuda, in eodem licito" [Garraud, op. cit. n° 495].

notre avis, que par déférence, la direction des recherches fût abandonnée au juge de Paix, comme étant le plus élevé en dignité (1).

B) RÔLE DU COMMISSAIRE DE POLICE EN DEHORS DU FLAGRANT DÉLIT

En dehors du flagrant délit, l'activité du commissaire de police s'exerce en matière de commissions rogatoires, de plaintes, de dénonciations et surtout en matière d'enquêtes officieuses.

24. DES COMMISSIONS ROGATOIRES (2)

La commission rogatoire est un acte en minute (3), par lequel un magistrat charge ou requiert un autre magistrat, ou officier de police auxiliaire, de procéder à un ou plusieurs actes qu'il ne peut, on ne veut pas faire lui-même (4).

Deux magistrats, nous le savons, joignent leurs efforts dans l'œuvre de l'instruction, ce sont : le procureur de la République et le Juge d'Instruction.

Il arrivera souvent que celle-ci portera hors de leur arrondissement ; dans ce cas, ces deux magistrats seront incompétents pour opérer eux-mêmes, ils délègueront alors leurs fonctions par commissions rogatoires.

D'autres fois, les actes de l'instruction porteront dans l'arrondissement même, mais pour éviter des déplacements ou des pertes de temps, les magistrats précités délègueront

1. En ce sens, Carnot, op. cit. tome 1, p. 273.

2. Le principe de délégation des actes d'instruction, ou matière criminelle, en usage dans l'ancien droit, fût maintenu par le droit intermédiaire [C. 3 brumaire, An IV, art. 119].

3. Une commission rogatoire peut être télégraphique.

4. Dans les grandes villes, les délégations par commissions rogatoires ont pris une telle extension, qu'il a fallu créer un commissaire spécial, chargé des délégations judiciaires, dont les fonctions consistent uniquement à seconder les juges d'instruction.

encore leurs fonctions. Ce seront, ici, des délégations facultatives, alors que dans le premier cas, elles sont forcées. Ce droit de délégation est donné au procureur de la République par les art. 49 et 52 du C. I. Cr. Les art. 84, 90, et 103 du même code, le donnent au Juge d'Instruction (1).

25. THÉORIE DES COMMISSIONS ROGATOIRES

La théorie des commissions rogatoires n'a d'intérêt que pour celles délivrées par le Juge d'Instruction. En effet, celles données par le procureur de la République se bornent au temps de flagrant délit qui est toujours court ; ce temps passé, les instructions du procureur de la République sont exécutées par voie d'enquêtes officieuses (2).

En principe, le Juge d'Instruction doit faire lui-même, tous les actes de sa fonction. Cependant l'art. 83 du C. I. Cr., autorise la délégation du Juge de Paix hors du canton du domicile du Juge, pour recevoir des dépositions. Cependant, en cas de délégation forcée (actes hors de l'arrondissement), nous avons vu que la loi autorisait les perquisitions, les saisies, l'audition des témoins, l'interrogatoire (art. 84, 90 et 103).

Nous devons, dès à présent, remarquer que les articles ci-dessus, ne prévoient comme magistrat délégué, que le Juge d'Instruction ou le Juge de Paix.

26. EXTENSION DU DROIT DE DÉLÉGATION

Mais la jurisprudence (3) qui est obligée de tenir compte des nécessités, a admis l'extension du droit de délégation

1. Ce droit de délégation est encore donné au Président de la Cour d'Assises, dans le cas de l'art. 303 du C. I. Cr., et au Procureur général, dans le cas de l'art. 274 du même code. Pratiquement, il est très rare de voir un commissaire de police subdélégué, dans les cas visés par ces articles.

2. Désormais, il ne sera question que des commissions rogatoires délivrées par le Juge d'Instruction.

3. La jurisprudence a pris comme point de départ, ce fait que les art. 87-88 du C. I. Cr. n'interdisaient pas formellement de déléguer le Juge de Paix, pour procéder à des perquisitions. Elle les autorisa ; puis arguant de l'art. 52, elle autorisa le Juge d'Instruction à déléguer les commissaires de police, les Maires, les adjoints.

dans une très large mesure. Tout d'abord, elle a admis des délégations, dans le canton même du chef-lieu judiciaire, puis elle a permis au Juge d'Instruction de commettre tous les auxiliaires du procureur de la République (1).

Enfin elle a admis, qu'indépendamment des perquisitions, saisies, audition de témoins, interrogatoires, autorisés par les articles précités, le Juge pouvait déléguer d'autres actes, tendant à rassembler les preuves, *ex.* : constatation des lieux, confrontation, etc. (2).

27. TRANSMISSION ET EXÉCUTION DE LA COMMISSION ROGATOIRE

La commission rogatoire doit être régulièrement transmise par le procureur de la République, à l'officier de police délégué; mais en fait, c'est toujours le Juge qui la transmet. Elle n'est jamais verbale et porte le nom du magistrat de qui elle émane. Elle désigne toujours le magistrat ou l'officier de police délégué (3) et les articles de la loi qui autorisent cette délégation.

La commission rogatoire peut émaner d'un Juge d'Instruction autre que celui de l'arrondissement. Dans ce cas, elle n'est jamais transmise directement à l'officier auxiliaire. Celui-ci est toujours *subdélégué* par son Juge d'Instruction, auquel d'ailleurs la commission rogatoire est retournée, même dans ce cas, après exécution.

Si donc le commissaire de police recevait une délégation qui lui fût adressée *directement* par un Juge d'Instruction, d'un arrondissement autre que le sien, il devrait retourner,

1. Beaucoup d'auteurs estiment cependant que les officiers de gendarmerie, ne peuvent être chargés de commissions rogatoires (F. Hélie, Mangin et Dunoyer).

2. Tous les actes touchant à la détention, à la mise en liberté, à l'arrestation, ne peuvent être délégués. D'ailleurs, l'art. 288 du C. I. Cr. le défend implicitement.

3. Un commissaire de police délégué ne pourrait subdéléguer un de ses collègues de la même ville. Mais si la commission rogatoire est donnée à un chef de la sûreté, qui a des sous-chefs sous ses ordres, ou à un commissaire central, il est évident que chef de la sûreté et commissaire central peuvent répartir les diverses commissions rogatoires qui leur sont adressées [Versailles 9 mai 1908, Gaz. Tribunaux 7-7-1908].

sur le champ, le document au procureur de la République de son ressort (pratiquement au Juge d'Instruction), pour que ce magistrat fit réparer, sans délai, l'irrégularité.

Sous la rubrique « notes et instructions » la commission rogatoire fournit au magistrat délégué, les renseignements nécessaires pour l'accomplissement de sa mission (art. 83).

Cette mission doit être remplie avec diligence et exactitude. Le commissaire de police ne doit faire que les actes qui lui sont confiés, mais dans cet ordre d'idées, il doit faire *tous* les actes qui, quoique non indiqués d'une façon expresse, rentrent cependant dans le cadre de la mission, ex. : s'il a été commis pour procéder à une audition de témoins, il pourra entendre ceux qui, bien que non expressement désignés par le document, auront été signalés, par les témoins expressement indiqués.

La commission rogatoire, une fois exécutée, est retournée close et cachetée, au Juge délégant ou subdélégant avec les procès-verbaux relatant les perquisitions, les saisies, les auditions de témoins, etc. Les objets, papiers, etc., qui ont été saisis, seront également transmis au dit magistrat, en prenant les mêmes précautions que celles décrites en cas de flagrant délit.

28. ACTES DÉLÉGUÉS

En matière de commissions rogatoires, l'audition des témoins est l'acte le plus fréquemment délégué. C'est aussi celui qui, avec l'interrogatoire des inculpés, demande le plus d'attention de la part de l'officier de police. Nous allons donc examiner comment se font les auditions de témoins par commissions rogatoires. Nous verrons ensuite l'interrogatoire des inculpés, les perquisitions et saisies, les transports sur les lieux, les expertises.

29. DE L'AUDITION DES TÉMOINS PAR COMMISSION ROGATOIRE (1)

En principe, toutes personnes de l'un et l'autre sexe peuvent déposer comme témoins, devant le commissaire de

1. La bibliographie sur le témoignage est très riche (voyez Garraud, op. cit. T. II, n° 372) et ce même auteur (T. I, n° 278 à 287), sur la psychologie du témoignage.

police. Nous n'avons pas à nous occuper, ici, des cas d'incapacité ou d'incompatibilité, le rôle du commissaire de police se borne à entendre les témoins qui lui sont indiqués par le Juge mandant (1).

Rappelons simplement que les enfants au-dessous de l'âge de 15 ans, sont entendus sans prestation de serment (art. 79 du C. I. Cr.); que les causes d'exclusion des art. 156 et 322 du C. I. Cr., n'existent que pour l'instruction définitive à l'audience, et qu'enfin les causes de prohibition des art. 34 § 3 et 42 § 8, sont communes à l'instruction préparatoire et à l'instruction définitive.

Rappelons enfin que si l'un des témoins prétend invoquer l'art. 378 du C. P. (secret professionnel) (2), ce n'est pas au commissaire de police à apprécier si c'est à bon droit que cet article est invoqué. Son rôle se borne à donner acte au témoin de sa déclaration. C'est au Juge mandant à en apprécier le bien fondé. Toutefois, le commissaire de police ne doit pas oublier que la dispense de témoigner, ne dispense pas de comparaître et de prêter serment.

Comment les témoins sont-ils appelés devant le commissaire de police?

Aux termes des articles 71 et 72 du C. I. Cr., ils doivent être cités par un huissier (3), ou par un agent de la force

1. Si le Juge connaît, d'avance, que l'une des personnes à entendre par le commissaire, se trouve dans l'un de ces cas, il donnera toutes instructions utiles, à cet effet.

Si le Juge ignore et si le magistrat délégué a connaissance de l'un de ces cas (ex. : l'un des témoins à entendre a moins de 15 ans, ou, encore, il a été condamné à une peine afflictive et infamante), il y suppléera d'office, en entendant le témoin sans prestation de serment. La déclaration aura la valeur d'un simple renseignement. Ceci n'empêchera pas le commissaire de police qui aura reçu une déposition, dont la sincérité est sujette à caution, pour une raison d'ordre physique, et, par suite, appréciable dès le premier contact, d'éclairer la religion du Juge par une mention à la fin de son procès-verbal, sur l'état clinique du témoin (vieillard, infirme, demi-fou, impulsif, sourd-muet, aveugle, ivrogne, etc.).

2. Sans sortir du cadre de notre thèse, nous pouvons dire que le commissaire de police est lié, lui aussi, par le secret professionnel, que l'on appelle aussi secret administratif pour une certaine catégorie de fonctionnaires (Cass. 6 juillet 1894, D. 99-1-171, Haute-Cour 6 décembre 1899, D. 1903-2-345 et la note de M. Sarrut.

3. Bien entendu, ne peuvent être cités ou appelés, que les témoins qui sont domiciliés dans l'étendue de la juridiction du commissaire de police.

publique, à la requête du procureur de la République, sur l'ordre du Juge d'Instruction (1). Il en résulte que le commissaire de police substitué à ce magistrat, doit requérir un huissier ou un agent de la force publique, en relatant la commission rogatoire d'où émanent ses pouvoirs (2).

Toute personne citée, est tenue de comparaître et de satisfaire à la citation, c'est-à-dire de déposer, sous les peines de l'art. 80 du C. I. Cr. Si un témoin, sans excuse valable, ne comparaît pas, ou si comparaisant, il refuse de prêter serment ou de déposer, le commissaire de police doit en faire mention dans son procès-verbal, et en référer de suite au Juge d'Instruction, seul chargé de statuer.

Les témoins doivent déposer secrètement, séparément, dans le cabinet de l'officier de police, sauf toute confrontation qui pourrait être jugée utile par la suite (3).

Cet isolement du témoin est une garantie de son indépendance. Avant d'être entendus, les témoins doivent présenter leur citation et il en est fait mention dans le procès-verbal (4).

Les témoins prêtent serment de dire la vérité, rien que la vérité (art. 75). Ces termes sont sacramentels, mais chaque témoin peut prêter serment, suivant le rite de son culte (5).

1. En réalité, les témoins qui habitent la même ville que le commissaire de police, comparaissent sur simple invitation et ne réclament pas d'indemnité, bien qu'ils y aient droit (art. 38 du Décret du 5 octobre 1920). Si cet officier de police a juridiction sur plusieurs communes et si les témoins qui habitent ces communes sont obligés de s'absenter un certain temps pour venir témoigner, ils recevront, sur leur demande, une indemnité calculée selon le tarif du 5 octobre 1920, alors même qu'ils n'auraient pas été cités régulièrement. Tout ceci est fait dans un but d'économie.

Enfin, il va sans dire, que l'amende prévue par l'art. 80, ne peut être encourue qu'autant que le témoin a été cité régulièrement.

2. La réquisition à l'huissier doit être brève et ne mentionner que les choses indispensables. En effet, le caractère d'une instruction est d'être secret, et, par suite, les notes ou instructions du juge mandant ne doivent jamais figurer sur la réquisition en question.

3. Si le prévenu était admis à cette confrontation, on devrait observer à son égard, les règles de la loi du 8-12-1897.

4. Cette prescription qui remonte à l'ordonnance de 1670, a pour but de constater que le témoin a été assigné et qu'il ne se présente pas de lui-même.

5. Si un témoin refuse de prêter serment, il doit en être fait mention dans le procès-verbal ; le Juge statuera sur le fait ; toutefois, si le témoin consent à faire une déclaration, elle devra être reçue à titre de simple renseignement.

Il doit déposer de vive voix, et on ne doit pas admettre une déclaration écrite d'avance (1). La loi se méfie du témoignage prémédité. Toutefois, s'il s'agissait de préciser des dates ou des chiffres, l'officier de police, après avoir reçu la déposition orale du témoin, pourrait lui permettre de consulter des notes (2).

Si les témoins ne parlent pas la langue française, on doit faire appel à un interprète, majeur, et on lui fait prêter serment de traduire fidèlement les discours (arg. art. 332 du C. I. Cr.) (3).

Les témoins doivent déposer *librement*, ils ne doivent pas être entendus par forme d'interrogatoire (4). Ceci est essentiel et ne saurait être perdu de vue par le commissaire de police délégué ; c'est seulement après la déposition qu'il peut poser des questions sur le fait à éclaircir.

L'interrogatoire fait au témoin pourrait être captieux, la réponse à faire pourrait être insinuée ; par suite, la déposition ne serait plus celle du témoin, mais vraiment celle du magistrat délégué. Il ne faut pas oublier aussi, que l'information est à charge et à décharge, et que par suite les procès-verbaux doivent être rédigés avec soin et impartialité.

La déposition du témoin doit être rédigée en sa présence et constatée dans un procès-verbal dont il lui est donné lecture (5). On lui pose ensuite la question, s'il persiste dans

1. Quand le commissaire de police est délégué pour recevoir une plainte, il n'est nul besoin de faire prêter serment au plaignant. Sa qualité de parent ou d'allié de l'inculpé doit être mentionnée, cependant.

2. On fait exception en faveur du sourd-muet qui sait écrire ; encore faut-il que sa déposition écrite soit faite en présence du magistrat.

3. Toute personne peut être interprète, une femme, un domestique, un étranger (Cass. 2 mars 1827, S. 27-1-433). Magistrat et témoin, bien entendu, ne peuvent être interprètes.

4. Comme nous l'avons déjà dit, il faut, dans un but de clarté, que le témoin parle à la première personne [voyez Mangin - De la preuve écrite, titre I].

5. Un bon procédé pour assembler, dans un tout clair et correct, les dépositions des témoins, consiste à prendre des notes sur un brouillon, au fur et à mesure des déclarations. On les coordonne ensuite entre elles, tout en laissant à la déposition sa physionomie propre, ses expressions, même vicieuses ou choquantes, ses idiotismes, ses mots de patois.

« Certains magistrats, dit M. Desclozeaux [Discours sur les devoirs et les droits des Juges d'Instruction], ont cru qu'ils pouvaient enlever les incorrections de langage, polir une naïveté souvent grossière. C'est une erreur, chacun doit parler son langage, qu'il soit ou non académique ».

sa déclaration. Cette interpellation est très importante.

Quant aux formalités des art. 74-75-76-78, elles doivent être observées; mais leur omission n'empêche aucune nullité.

En résumé, la loi veut écarter, si faire se peut, tout procédé de suggestion. Sans doute, des questions pourront être posées, mais très discrètement et seulement pour compléter ou éclaircir une déclaration. En un mot, il faut que le procès-verbal soit, pour ainsi dire, la photographie de la déposition (1).

Si le témoin demande une indemnité, le commissaire de police le taxera d'après le tarif (2).

Il faut, toutefois, que la commission rogatoire lui donne pouvoir de taxer. Si la commission rogatoire est muette sur ce point, et si le témoin requiert la taxe, le commissaire de police en avise le Juge mandant et prévient le témoin que satisfaction lui sera donnée ultérieurement.

30. DE L'INTERROGATOIRE DES INCULPÉS PAR COMMISSION ROGATOIRE

Tandis qu'en cas de flagrant délit, les formes de l'interrogatoire sont passées sous silence par le C. I. Cr. et que c'est la pratique qui a fixé les règles que nous connaissons, la loi du 8 décembre 1897 en a modifié profondément la physionomie dans l'instruction préparatoire.

Depuis ce texte, le prévenu, sauf renonciation expresse de sa part, ne peut plus être interrogé, hors la présence de son conseil, ou du moins sans que celui-ci ait été dûment convoqué 24 heures à l'avance.

En cas de première comparution (et c'est presque toujours dans cette hypothèse que l'officier auxiliaire est

1. En réalité il n'en est rien. Les procès-verbaux de cette nature, sont en général, le reflet de l'esprit et du langage du traducteur, car ne n'oublions pas « à la généralité des témoins, il faut un traducteur » et celui-ci, c'est le Juge ou son délégué [Garraud, op. cit. T. II, n° 417].

2. Le tarif actuel est celui du 5 octobre 1920. Le montant de la taxe doit être détaillé en marge du procès-verbal et au dos de la copie de la citation, ou encore en marge de l'avertissement.

délégué), le magistrat constate l'identité de l'inculpé, lui fait connaître les faits qui lui sont imputés, et reçoit ses déclarations, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire (Loi de 1897, art. 3) (1).

Le procès-verbal doit mentionner toutes ces formalités.

Si l'inculpé renonce au bénéfice de la loi (2), il sera passé outre à l'interrogatoire. Si l'inculpé demande l'assistance d'un conseil, le commissaire de police devra s'arrêter, et retourner, sans délai, commission rogatoire et procès-verbal au Juge mandant (3).

S'il s'agit d'un mineur de 13 à 18 ans, quoique la loi du 22 juillet 1912 n'en fasse pas une obligation à peine de nullité, il est bon que le mineur soit avisé, que vu sa minorité, il lui sera désigné un conseil d'office,

Il peut arriver qu'un témoin, entendu par commission rogatoire, devienne plus tard un inculpé. Dans ce cas, il est certain que la loi de 1897 n'aura pas été observée. Malgré cela, l'inculpé ne pourra en tirer aucun argument utile (4), sauf dans le cas où le Juge ou son délégué, savaient ou soupçonnaient la culpabilité de ce témoin.

C'est une question de conscience.

Le commissaire de police n'a donc à se préoccuper de la loi de 1897 que dans les interrogatoires ou confrontations (5) pour lesquels il est commis par le Juge d'Instruction.

1. Dès que l'inculpé a été avisé qu'il est libre de ne faire aucune déclaration, il peut, sur le champ, dire tout ce qui lui paraîtra utile à sa défense. Ses déclarations doivent être recueillies, sans procéder cependant à un véritable interrogatoire (Lyon 26-1-1898, D. 98-2-273) ; ensuite le magistrat avise l'inculpé qu'il a le droit de choisir un conseil, etc.

Pratiquement on fait suivre la phrase : « Vous êtes libre de ne faire aucune déclaration », par la phrase : « et vous avez le droit de choisir, etc. ».

2. La renonciation peut être sous *réserve*. Il suffit que pour l'instant l'inculpé ait répondu qu'il n'avait pas besoin de conseil.

3. Le Juge d'Instruction ne déléguera jamais un commissaire de police, pour procéder à un interrogatoire, à une confrontation, lorsque l'inculpé aura demandé l'assistance d'un conseil. Cette hypothèse qui, à la suite de l'extension donnée par la pratique au droit de délégation, devient en effet inadmissible, a été critiquée par M. Paul Saillard [op. cit., p. 88] et par M. Le Poittevin [questions n° 45, p. 72].

4. Nombreux arrêts [voyez Cass. 8-12-1899, D. 1903-1-457].

5. La confrontation peut avoir lieu entre inculpés et témoins, ou seulement entre témoins. Dans ce dernier cas, la loi de 1897 ne s'applique pas

Cette loi est inapplicable (elle le dit elle-même dans son art. 7), dans la procédure de flagrant délit, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, poursuivi conformément à la loi de 1863.

Il doit être dressé autant de procès-verbaux qu'il y a d'inculpés à entendre. De même, toute confrontation doit faire l'objet d'un procès-verbal séparé.

31. DES PERQUISITIONS ET SAISIES PAR COMMISSION ROGATOIRE.

Le commissaire de police commis pour ces opérations (1), doit observer les règles tracées à propos du flagrant délit, et auxquelles nous renvoyons.

Mais, tandis qu'en matière de flagrant délit, il ne peut opérer qu'au domicile du prévenu, l'ordonnance de perquisition peut porter que des recherches seront faites, dans plusieurs maisons, dans une rue, dans tout un quartier, etc. (Cass. 19-1-1866 ; S. 66-1-87 ; D. 67-1-50).

En principe, l'inculpé doit être présent à la perquisition (art. 39 et 89 du C. I. Cr.). Mais nous savons que, depuis longtemps, la jurisprudence décide que ces formalités ne sont pas prescrites à peine de nullité.

Toutes les portes sont donc ouvertes, devant le Juge d'Instruction ou son délégué ; cependant les perquisitions et saisies chez certaines personnes doivent retenir notre attention.

Les commissions rogatoires sont souvent conçues en termes généraux, et peuvent conduire l'officier de police, soit chez un notaire, soit chez un conseil, avocat ou avoué (2).

S'il s'agit d'un notaire, la question, délicate en apparence, ne fait pas de doute. On pourra saisir, non seulement les minutes de l'étude, mais tous actes privés, lettres, etc. qui auraient été confiés à cet officier ministériel.

1. La question de délégation en matière de perquisition ne se pose plus en pratique (voyez arrêt Cass. 6 mars 1841, Bull. Cr. n° 56), mais la doctrine représentée par F. Hélie (op. cit. T. 4, n° 1813-1904-1961), n'a cessé de protester contre cette extension.

2. Pratiquement, si les besoins de l'information amenaient le commissaire de police chez un notaire, un avocat, un avoué, il fera bien de s'abstenir et de demander des instructions au Juge mandant.

En droit strict, il en est de même de l'étude de l'avoué et du cabinet de l'avocat. Cependant, en vertu du droit supérieur de la défense, il est admis que les papiers déposés chez eux en qualité de défenseurs, ne peuvent être saisis.

Quant aux lettres, télégrammes, plis divers, confiés à la poste, on peut valablement saisir dans les bureaux de l'administration, non seulement tous les plis à l'adresse de l'inculpé, mais tous ceux jugés utiles à la manifestation de la vérité (1) (voyez supra n° 9).

Tout est donc livré à l'honorabilité et à la discrétion du Juge et de son délégué.

Il faut que ce dernier, connaissant la gravité de sa mission, s'applique, en premier lieu, à ne saisir que des objets ayant une relation avec le délit. C'est cette relation, en effet, qui autorise juridiquement la saisie (2).

De plus, il ne doit pas oublier que la saisie est faite, aussi bien à charge qu'à décharge (arg. art. 37 du C. I. Cr.) et, qu'en la circonstance, il est « le représentant du Juge d'Instruction chargé de découvrir la vérité ». (Garraud, op. cit. tome 3, n° 913).

32. DES TRANSPORTS SUR LES LIEUX PAR COMMISSION ROGATOIRE

Un transport sur les lieux peut avoir les buts les plus divers, ex. : le recueil d'indices, de témoignages, l'exécution de perquisitions, de saisies, des constatations personnelles, etc., etc.

Une ou plusieurs de ces opérations peuvent être effectuées au cours du transport.

1. Voir à ce sujet les deux circulaires du Ministre de l'Intérieur, du 21-2-1854 et 25-2-1856.

2. Nous avons déjà fait mention des regrettables pratiques, en matière de saisie, lors du flagrant délit (voyez supra n° 9). En matière de commission rogatoire, on exagère encore les saisies en bloc.

En effet, le commissaire de police délégué, connaît très imparfaitement l'affaire. D'ordinaire, il est plein de zèle et préfère saisir plus que moins, laissant au Juge le soin de faire le tri nécessaire. Ou encore, il saisit en bloc, emporte le tout à son commissariat, fait ensuite un choix plus ou moins judicieux et remet à l'inculpé ou à son représentant ce qu'il juge non nécessaire

Sauf les cas prévus par l'art. 7 de la loi de 1897 (témoin en danger de mort qu'il faut confronter avec l'inculpé, indices sur le point de disparaître), une délégation en vue d'un transport sur les lieux sera rare, s'il s'agit d'un interrogatoire ou d'une confrontation, car cette loi exige la présence d'un conseil.

Cependant l'hypothèse n'est pas inadmissible, surtout si l'inculpé a renoncé expressément au bénéfice de la loi. En supposant même qu'il n'y ait pas renoncé, le transport pourrait avoir lieu, sans l'assistance d'un conseil, dans les conditions suivantes : Le commissaire de police s'abstiendra de tout ce qui pourrait sembler à un interrogatoire, il ne posera aucune question et enregistrera les déclarations de l'inculpé, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire (1).

Nous savons, en outre, que la jurisprudence dans un intérêt social, considère la présence de l'inculpé sur les lieux, même s'il est arrêté, comme une simple prescription de conseil. Par suite, le transport sur les lieux par commission rogatoire, pourra être exécuté en l'absence de l'inculpé, même s'il est détenu. Dans ces conditions, le commissaire de police, n'aura qu'à exécuter le mandat du Juge sans se préoccuper de la loi de 1897.

Tout transport sur les lieux, fait l'objet d'un procès-verbal relatant soigneusement les opérations effectuées (2).

33. DES EXPERTISES PAR COMMISSION ROGATOIRE

La délégation d'expertise, bien que rare, n'est pas impossible. Elle pourra être déléguée dans divers cas, mais ce sera surtout en matière médicale qu'elle aura lieu. En tout cas, ce ne sera toujours qu'une délégation imparfaite.

1. En raison de l'art. 62 du C. I. Cr., qui exige la présence du procureur de la République, on s'est demandé si le transport sur les lieux pouvait se déléguer. Il a été jugé que l'absence de ce magistrat n'est pas un cas de nullité (Pau, 25-6-1910, D. 1912-2-89 et la note).

2. Sur la technique du transport sur les lieux, voyez le Guide Pratique d'Abadie, et Garraud (op. cit. n° 310 et suivants).

En effet, tantôt le commissaire de police délégué, aura à désigner l'expert, tantôt il n'aura qu'à recevoir le serment de l'expert, qui sera désigné par le Juge lui-même, mais dans les deux cas, ce sera toujours ce dernier qui déterminera la mission à remplir.

1^{er} cas. — Si le commissaire de police est chargé de nommer l'expert, il désignera celui-ci par une réquisition (appelée souvent réquisitoire), qui relatera la date de la commission rogatoire, le juge mandant, et reproduira **exactement** les termes mêmes de la mission.

Cette réquisition sera remise à l'expert, mais celui-ci, avant de commencer ses travaux, devra, devant l'officier auxiliaire, prêter le serment de faire son rapport et de donner son avis en son honneur et conscience.

2^e cas. — Si la commission rogatoire désigne l'expert, le commissaire de police se bornera à recevoir son serment.

Dans les deux cas, procès-verbal constatant l'accomplissement de ces formalités devra être dressé.

Nous rappelons (1) que :

1^o L'expert doit dresser un rapport et fournir des conclusions ;

2^o Que le commissaire de police a toute liberté pour désigner le ou les experts (2) sans distinction, notamment, de sexe ni de nationalité (3) ;

3^o Que l'expert doit, en principe, exécuter sa mission. Nous savons, cependant, que sauf les médecins qui sont visés par l'art. 23 de la loi du 30 novembre 1892, l'expert qui refuse d'accomplir sa mission, n'encourt aucune peine.

34. DES PLAINTES ET DÉNONCIATIONS

Nous venons de voir la théorie des commissions rogatoires. Voyons maintenant le commissaire de police recevant une plainte ou une dénonciation.

1. Voir au surplus, ce que nous avons dit au sujet de l'expertise en cas de flagrant délit (voyez supra n^o 8).

2. Par diverses circulaires, la chancellerie, dans un but d'économie, recommande de ne désigner plus d'un expert, qu'en cas de nécessité absolue.

3. Sauf cependant les incapacités résultant des art. 34 et 42 du Code Pénal.

La plainte est la déclaration de celui qui a souffert d'une infraction dans sa personne ou ses biens.

La dénonciation est la déclaration d'une infraction dont le dénonciateur n'a point eu à souffrir personnellement.

Entre la dénonciation et la plainte, il y a cette différence, que le droit de dénonciation appartient à tout individu qui a connaissance d'une infraction, tandis que pour être admis à rendre plainte, il faut avoir un intérêt et un droit réel et actuel à la constatation et à la réparation de l'infraction.

L'ordonnance de 1670 et le code du 20 septembre 1791, ne s'étaient pas occupés de ce que l'on peut appeler : 1^o la dénonciation officielle, obligatoire, pour tout fonctionnaire public ; et 2^o la dénonciation civile ou officieuse, imposée à tous les citoyens.

Le code du 3 Brumaire An IV, a réparé cette omission dans ses articles 83 et suivants ; aujourd'hui, le code d'instruction criminelle a conservé ce principe dans les art. 29 et 30.

Il faut ajouter que ces dispositions sont toutes platoniques, car il n'y a pas de sanctions pénales, si ce n'est cependant, à l'égard des fonctionnaires publics, qui doivent rendre compte de leurs actes à leurs chefs ; et, par suite, peuvent être frappés disciplinairement (1).

Si la dénonciation est un devoir, elle devient un délit quand elle est calomnieuse (C. P. art. 373).

Seuls les fonctionnaires désignés dans les art. 29, 30, 31, 48, 50, 63 et 64 du C. I. Cr., ont qualité pour recevoir les plaintes et dénonciations (2).

Les dénonciations et plaintes sont rédigées par les dénonciateurs et les plaignants, ou par leur fondé de procuration spéciale, ou par le commissaire de police, s'il en

1. Pour les particuliers, depuis 1832 il n'y a plus d'obligation de dénoncer les coupables de crimes contre la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat (Loi du 28-4-1832 qui a abrogé les art. 103, 104, 105, 106 et 107 du C. P.).

2. Le procureur de la République et ses auxiliaires, ont qualité pour recevoir les plaintes et dénonciations.

Le Juge d'Instruction ne peut recevoir que les plaintes.

est requis. Elles doivent être signées par le magistrat qui les aura reçues, à chaque feuillet, et par les dénonciateurs et plaignants, s'ils savent signer. Si ceux-ci, ou leur fondé de pouvoir ne savent ou ne veulent signer, il doit en être fait mention (art. 31 et 65) (1).

Une procuration privée, dont la signature est légalisée, est suffisante, à la condition qu'elle soit spéciale.

Toute procuration générale, même authentique, est insuffisante. Cette procuration spéciale, aux termes de l'art. 31, doit demeurer annexée à la dénonciation, mais le dénonciateur peut, à ses frais, s'en faire délivrer une copie.

La dénonciation ou la plainte doivent énoncer, avec le plus de précision possible, tous les renseignements nécessaires sur le fait et ses circonstances, afin que le parquet puisse avoir de suite une idée exacte du délit. A moins qu'il ne soit très évident que le fait ne constitue, ni crime, ni délit, l'officier auxiliaire est obligé de recevoir les plaintes et dénonciations.

En se dispensant de les recevoir, il commettrait un véritable déni de justice, alors même qu'on ne lui présenterait, ni preuve, ni témoin, que les auteurs seraient totalement inconnus, ou que l'infraction ne lui paraîtrait pas suffisamment qualifiée. Son devoir est de les transmettre, sans délai, au parquet, avec tous les renseignements reçus ou recueillis et les pièces à conviction qui lui ont été remises.

Lorsqu'une dénonciation ou une plainte lui est remise toute rédigée, il doit la signer et la faire signer, sinon à toutes les pages, du moins à tous les feuillets (art. 31). Le procès-verbal de réception doit toujours rappeler la date du jour et l'heure du dépôt. Cette précaution est d'une grande importance pour le plaignant, comme pour l'officier auxiliaire.

1. Il ne faut pas confondre la plainte et la constitution de partie civile. Toute personne, même incapable ou étrangère, peut porter une plainte ou une dénonciation. Pour se constituer partie civile, il faut être capable d'intenté une action civile mobilière.

Il y a d'autres différences, mais elles intéressent plus particulièrement le Juge d'Instruction et les tribunaux.

En effet, d'un côté la plainte pourrait porter une date ancienne, et celui qui l'aurait reçue, paraîtrait, malgré sa diligence, avoir manqué d'exactitude.

D'un autre côté, le plaignant qui s'est constitué partie civile, peut se départir dans le délai de 24 heures (art. 66).

La fixation de l'heure même, où l'acte de dépôt a été reçu, a donc une grande importance. Les art. 31 et 65, n'exigent pas l'affirmation de la plainte ou de la dénonciation. Cependant, dans le but d'écarter des plaintes téméraires, il est d'usage de faire, comme en matière de commission rogatoire, la lecture, et de requérir l'affirmation de la dite plainte ou dénonciation.

Tous les actes de vindicte publique étant exempts de timbre et d'enregistrement (loi du 13 brumaire, An VII), les dénonciations ou plaintes, d'un crime ou délit qui troublent l'ordre social, sont également exemptes de ces formalités.

Terminons, en disant que les art. 54 et 65 enjoignent aux officiers de police de transmettre au procureur de la République, et cela sans délai, les plaintes et dénonciations qui leur auront été faites (1).

DES ENQUÊTES OFFICIEUSES

35. DÉFINITION DES ENQUÊTES OFFICIEUSES

Qu'entend-t-on par enquête officieuse ?

D'après M. Garraud (op. cit. tome 2, n° 749), l'enquête officieuse est une prise de renseignement, sans caractère officiel, ni valeur légale, qui a simplement pour but d'éclairer le ministère public et de le mettre à même, d'exercer en connaissance de cause, les fonctions qui lui sont déléguées.

Cette définition nous permet de saisir, à première vue, le rôle de l'enquête officieuse.

1. En réalité, le commissaire de police qui reçoit une plainte ou une dénonciation, procède spontanément à une enquête, dite officieuse (voyez infra : Enquêtes officieuses). Cette enquête a l'avantage d'éviter des retards, préjudiciables parfois à la découverte de la vérité, et d'éclairer le Parquet sur la suite à donner à l'affaire.

Mais le commissaire de police ne doit pas oublier les prescriptions de l'art. 54 et, il doit en conséquence, terminer son enquête dans le plus bref délai.

Le ministère public a le droit et le devoir de prendre des renseignements, de s'éclairer avant la poursuite, ou au cours du procès. L'enquête officieuse, qui est presque toujours diligentée par ses auxiliaires, lui permet de procéder aux diverses opérations que nous avons étudiées, en traitant, soit du flagrant délit, soit des commissions rogatoires.

36. RÉSUMÉ CRITIQUE SUR L'ENQUÊTE OFFICIEUSE

L'enquête officieuse paraît dater de 1817 (F. Hélie, op. cit. tome 3, n° 1.165). A cette époque le procureur du Roi à la Seine, M. Jacquinot Pampelune, adressait aux officiers auxiliaires de son ressort, une circulaire célèbre, où il leur disait de procéder à tous les actes d'instruction qui pourraient leur paraître utiles pour éclairer la justice, *même hors le cas de flagrant délit*.

« Quoique la loi ne semble vous charger de dresser des procès-verbaux, qu'en cas de crime ou de délit flagrant, cependant l'usage, introduit par la nécessité, est que vous en dressiez aussi, *hors le cas de flagrant délit*. Si vos procès-verbaux, dans ce cas, paraissent n'avoir pas la même force, ils servent au moins de renseignements ».

Les enquêtes officieuses ont été critiquées et condamnées comme illégales par toute la doctrine.

F. Hélie, op. cit. tome 3, n° 1.303, n°s 1.164 à 1.167;

Garraud, op. cit. n° 712;

Mangin, op. cit. n° 71, p. 165;

Ortolan, op. cit. tome 2, n° 2.239;

Morizot-Thibault (de l'instruction préparatoire, p. 85 à 89).

La jurisprudence, elle aussi, les a souvent condamnées.

Cass. 9 septembre 1853, D. 1853-5-265;

Limoges, 10-2-1888, D. 1889-2-244;

Paris, 14-6-1907, D. 1907-5-44 (1).

1. Ce jugement de Tribunal Correctionnel de la Seine dit, que hors le cas de flagrant délit, les procès-verbaux de perquisition des commissaires de police, leurs constatations, interrogatoires, saisies, etc., doivent être déclarés inopérants.

Certains auteurs ont essayé de justifier les enquêtes officieuses. Voyez notamment :

A. Demogue (du droit pour le Ministère public de constituer un dossier confidentiel, revue critique, 1908, p. 333) ;

G. Leloir (les enquêtes officieuses en matière criminelle, La France judiciaire, 7^e année, 1882 et 1883, 1^{re} partie) ;

Henri Nadaud (des enquêtes officieuses dans l'instruction criminelle. Thèse, Lyon 1913).

Aujourd'hui, pratiquement, la question ne se discute plus. L'usage des enquêtes officieuses a donné d'excellents résultats, tant dans l'intérêt des justiciables (solution plus rapide des affaires), que dans celui du trésor (diminution des frais).

Elles forment la grosse partie de la tâche journalière des commissaires de police.

Faisons observer, dès à présent, que tous les actes et opérations, en matière d'enquête officieuse, sont relatés dans des écrits appelés, improprement, procès-verbaux. Ce ne sont toujours que de simples rapports qui n'ont, en justice, que la valeur de renseignements.

Etudions rapidement l'enquête officieuse, sous tous ses aspects.

37. DU TRANSPORT OFFICIEUX

En général, il ne s'agit pour le commissaire de police que de vérifications matérielles et simples.

Il s'agit, par exemple, de mesurer une distance, d'évaluer une surface, etc. L'opération est relatée dans un rapport.

Au surplus, aucune des règles qui régissent le transport officiel ne s'impose à l'auxiliaire du parquet.

38. PERQUISITIONS ET SAISIES OFFICIEUSES

A première vue, ces opérations paraissent impossibles, en matière officieuse.

Elles ont été réglementées si minutieusement par la loi, que le commissaire de police, qui va perquisitionner officieusement, semble tomber sous le coup de l'art. 184 du C. P.

En réalité, c'est l'esprit de cet article qui a donné naissance à la fameuse théorie de l'*assentiment tacite*, qui couvre non seulement les visites domiciliaires faites par les auxiliaires du parquet, mais même celles faites par les gendarmes et les agents de police.

Nous n'avons pas à dissenter ici, sur la légalité ou l'illégalité de cette opération (1). Nous dirons simplement, que la pratique les autorise, sous les deux conditions suivantes : il faut 1° que la visite soit faite pendant le temps de jour, et 2° qu'il n'y ait pas opposition de la part du possesseur du domicile (2). Le consentement de ce dernier n'a pas besoin d'être exprès. Il est toujours présumé, tant qu'il ne fait pas opposition (3).

Les opérations effectuées sont relatées dans un rapport.

39. EXPERTISES OFFICIEUSES

L'expression expertise officieuse semble un non sens juridique, car, pour qu'un individu puisse être qualifié d'expert, il faut qu'il ait prêté serment. Or, l'expert officieux ne prête pas serment.

Cependant, pratiquement, il est admis par de bons auteurs, que l'expertise officieuse peut avoir lieu (4). Mais il faut considérer cette éventualité comme exceptionnelle de la part des officiers auxiliaires, car ce moyen d'information est coûteux ; par suite, ils ne voudront pas prendre la responsabilité d'une telle initiative (5).

40. LES TÉMOINS ET L'ENQUÊTE OFFICIEUSE

Nous avons vu, en traitant des commissions rogatoires, que l'audition des témoins était une mission délicate, qui

1. Voyez Garraud, op. cit. tome 3, n° 913. Cet auteur voudrait que la renonciation soit libre et éclairée car, dit-il, on ne saurait renoncer à des droits que l'on ignore.

Dans le même sens, H. Nadaud, op. cit. page 101.

2. Cass. 30-6-1860, Bull. Crim. n° 146.

Cass. 25-11-1882, S. 83-1-141.

3. Si après avoir autorisé tacitement l'entrée dans son domicile, le possesseur invitait le commissaire de police à sortir, celui-ci devrait s'incliner. De même s'il s'opposait à la saisie de pièces à conviction.

4. Garraud, op. cit. tome 1, n° 323 ; Le Poittevin : Expertises.

5. En somme, l'expertise officieuse ne se comprend, à la rigueur, que de la part du Parquet.

devrait, en principe, être remplie par le Juge lui-même. La pratique a admis cependant, dans la phase policière du procès pénal, que le procureur de la République, avant tout acte d'exercice de l'action publique, avait le droit de faire entendre tous témoins utiles, relativement aux faits sur lesquels il est enquêté.

Comment le commissaire de police saisi, va-t-il procéder ?

1° Tout d'abord il avertira le témoin d'avoir à se présenter devant lui (1). Celui-ci est libre de ne pas se présenter et s'il se présente, il est libre de ne pas répondre.

2° Ensuite il ne fera pas prêter serment au témoin. Sa déclaration sera prise sans aucune formalité, et consignée dans un rapport.

Après lecture, le témoin sera invité à signer sa déclaration ; s'il ne veut le faire, il en sera fait mention.

41. L'INculpé ET L'ENQUÊTE OFFICIEUSE

Si l'audition des témoins est une question délicate, que dire de l'interrogatoire des inculpés ?

Est-il admissible qu'ils puissent être interrogés par un auxiliaire du parquet qui n'aura pas à se préoccuper de la loi de 1897 ?

Pratiquement, et depuis longtemps, la question est résolue par l'affirmative. Mais cet interrogatoire présente les caractéristiques suivantes :

1° L'inculpé est averti d'avoir à se présenter tel jour, devant le commissaire de police aux fins d'interrogatoire.

2° Il n'est pas obligé de déférer à cet avertissement, et il ne peut être cité, ni contraint à se présenter.

3° Les formalités de la loi de 1897 ne sont pas observées et le conseil n'intervient en aucune façon (2).

4° Les déclarations de l'inculpé, donnent lieu à la rédaction d'un rapport. En principe, la signature de l'inculpé

1. La gendarmerie va chez le témoin.

2. Jurisprudence fixée dès 1898 et qui ne s'est jamais démentie. Cass. 12 mars 1898, D. 98-1-208 ; 27 avril 1899, S. 99-1-297.

doit figurer au bas de ses déclarations ; s'il refuse, il en est fait mention.

5° Enfin, et nous ne saurions trop insister sur ce point, les déclarations de l'inculpé n'ont que la valeur de simples renseignements (1).

42. RÉSUMÉ ET CONCLUSION

En résumé, l'enquête officieuse n'est pas illégale ; elle est extra-légale et elle est tellement entrée en pratique, qu'il semble qu'on ne peut désormais plus s'en passer.

Tels sont les principes indiscutables, et telle est notre conclusion en matière d'enquête officieuse.

Donc, transports, visites domiciliaires, expertises, auditions de témoins, interrogatoires, toutes ces opérations n'ont que la valeur de simples renseignements et doivent être faites sans aucune contrainte. Mais, "sous la façade trompeuse de nos institutions" (2), que de choses arbitraires, pour ne pas prononcer un autre mot.

Qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, que de perquisitions, que de saisies, que d'arrestations irrégulières (3), sont journellement opérées par les commissaires de police, au cours d'une enquête officieuse, et cela, sous le couvert de la flagrance de l'infraction.

Cette notion est si élastique et la pratique si large, que l'on peut dire « qu'une sorte de clameur de haro s'est trouvée rétablie.

D'une part, en effet, pour qu'il y ait flagrant délit, il n'est pas indispensable que le public soit matériellement à la poursuite du présumé coupable qui a fui. Ce que la jurisprudence exige, c'est que le cri public désigne un individu comme l'auteur d'un crime qui vient d'être commis, et rien n'est plus extensible qu'une condition ainsi formulée.

1. Garraud, op. cit. tome 2, n° 463.

2. Garraud, op. cit. tome 3, n° 844.

3. Nous nous empressons d'ajouter que presque toujours ces arrestations sont utiles. Par suite, nous devons fermer les yeux sur leur irrégularité, car la Société doit être protégée contre l'audace toujours croissante des malfaiteurs.

D'autre part, il suffit que l'individu saisi, soit trouvé porteur d'effets, d'objets, etc., dans un temps voisin du délit, pour que l'arrestation soit possible ; et aucune autre précision de temps n'étant faite par la loi, il y a lieu de s'en rapporter à l'appréciation des tribunaux (1) ».

C'est donc le champ ouvert à l'arbitraire.

1. Garraud, op. cit. tome 3, n° 844.

DEUXIÈME PARTIE

Le commissaire de police, officier de police judiciaire, avec des pouvoirs propres en matière de contraventions et de délits ruraux (*)

43. EXAMEN DE LA QUESTION COMPÉTENCE AU POINT DE VUE GÉNÉRAL

Nous avons vu (voyez supra n° 1) que les attributions judiciaires du commissaire de police étaient définies par les art. 11, 49, 50 et 144 du C. I. Cr.

Dans notre première partie, nous nous sommes occupés des art. 49 et 50 ; voyons maintenant les attributions conférées par l'art. 11 (1). Cet article et les suivants (12-13-14) traitent

(*) OBSERVATION GÉNÉRALE. — Les matières traitées dans cette deuxième partie sont communes aux Maires, adjoints et commissaires de police.

Il faut cependant faire une réserve au sujet de la compétence *ratione loci* qui est fixée d'une façon ferme pour les Maires et les adjoints, par l'art. 11 du C. I. Cr., tandis qu'elle peut varier pour les commissaires de police (voir infra n° 49). Ce n'est qu'à défaut de commissaire de police que la loi impose au Maire ou à l'adjoint, le devoir d'agir comme officier de police judiciaire (art. 11 et 14 du C. I. Cr.).

Mais il n'est pas nécessaire, pour que le Maire ou l'adjoint constatent une contravention, que l'empêchement du commissaire soit légalement établi. Du moment que ce dernier n'était pas sur les lieux, il est présumé empêché et le Maire ou l'adjoint peuvent valablement verbaliser (Cass. 6 et 15 décembre 1838, Bull. Crim. n° 302 et D. 39-1-209)

1. Dans notre troisième partie, nous nous occuperons de celles conférées par l'art. 144.

de la compétence des Maires, adjoints et commissaires de police, en tant qu'officiers de police judiciaire.

Avant d'examiner cette question aux trois points de vue : matière, personne, loci, il convient de remarquer que la compétence du commissaire de police, qu'il soit, officier auxiliaire ou simplement officier de police, ne varie pas, *ratione loci* (sous réserve de l'art. 464 du C. I. Cr., complété en ce qui concerne les commissaires de police, par l'art. 4 du décret du 28 mars 1852 et des art. 23, 63 et 69 du C. I. Cr.) (voyez infra n° 49).

Ratione personæ, elle ne varie pas non plus (sous réserve de ce qui sera dit au sujet des militaires inculpés de contraventions) (voir infra n° 48).

Ratione materię, et en tant qu'officier auxiliaire, elle s'étend à tous les crimes ou délits de droit commun, flagrants ou non. En tant qu'officier de police, indépendamment de la recherche et de la constatation des contraventions, elle s'étend à des infractions nombreuses et variées que nous allons rapidement énumérer, nous réservant d'étudier, un peu plus longuement, les plus importantes.

44. COMPÉTENCE *RATIONE MATERIE* DU COMMISSAIRE DE POLICE EN TANT QU'OFFICIER DE POLICE

Aux termes de l'art. 11, « les commissaires de police et, dans les communes où il n'y en a pas, les Maires, à défaut de ceux ci, les adjoints, rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveillance spéciale des gardes forestiers et champêtres (1), à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention.

Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes, qui seront relatifs aux contraventions de police. Ils consigneront

1. Les gardes-champêtres ne sont pas compétents en matière de police urbaine. Leurs procès-verbaux ne valent donc que comme simples renseignements (Cass. 13-12-1890, D. 91-1-439). Mais s'il s'agit d'un arrêté préfectoral ou municipal, sanctionné par l'art. 471 § 15, ils sont compétents et leurs procès-verbaux font foi jusqu'à preuve contraire.

dans des procès-verbaux, qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu où elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables ».

Légalement, les commissaires de police ont donc le droit de dresser des procès-verbaux pour constater l'existence des contraventions en matière urbaine, rurale et forestière. Mais les gardes champêtres et forestiers, ayant les mêmes prérogatives en matière rurale et forestière, ayant de plus, d'après l'art. 16 du C. I. Cr., la charge de rechercher les délits ruraux et forestiers (1), la question se pose de savoir si le commissaire de police a les mêmes pouvoirs en matière de délits ruraux et forestiers.

De la combinaison des art. 11 et 16 précités, il semble résulter que les commissaires de police peuvent aussi constater légalement l'existence des délits ruraux et forestiers, comme les gardes champêtres et forestiers, car l'art. 11 dit : *à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention* (2).

La question a son importance en raison du plus ou moins de valeur probante que la loi attache aux procès-verbaux (voyez infra n° 52).

Cette question, nous la verrons dans un instant.

Indépendamment des attributions qui leur sont conférées par l'art. 11, ils ont reçu le droit de rechercher et de constater certaines infractions, et cela, en vertu de lois spéciales.

1. Depuis la loi du 18 juin 1859 (Code forestier, art. 88), les gardes champêtres, gendarmes et tous officiers de police judiciaire, ont qualité pour constater les infractions dans les bois non soumis au régime forestier.

2. Le Poittevin, Dict. S. Police, t. II, p. 865; Garraud [op. cit. t. II, n° 713], sont dans ce sens.

F. Hélie (op. cit. t. III, n° 1172); Mangin [Traité des P.-V., n° 72, p. 166], sont d'un avis contraire. Ces deux auteurs estiment que Maires, adjoints et commissaires de police, ne sont compétents en matière rurale et forestière, que pour les contraventions.

Villey [Précis de Droit Crim., p. 245], est également du même avis.

Ex. : Infractions à la police de la pharmacie, en vertu de la loi du 21 germinal, an XI, art. 29 (1).

Délits de Pêche et de Chasse (lois du 15 avril 1829, art. 36 et 3 mai 1844, art. 22).

Contraventions aux lois de Douanes (loi 9 floréal, an VII, titre IV, art. 1^{er}; loi 4 germinal, an II, titre VI, art. 6).

Police de l'Imprimerie et de la Librairie (lois du 29-7-1881, 2 août 1882, 11 juin 1887, 19 mars 1889).

Poids et Mesures (loi du 4 juillet 1837, art. 3 et 4; loi du 1^{er} avril 1905).

Garantie des matières d'or et d'argent (mais seulement en ce qui concerne les marchands ambulants) (lois 19 brumaire, an VI, 28 avril 1816).

Fonctions d'agent de change ou courtier (arrêtés 29 germinal, an IX, art. 14 et 27 floréal, an X).

Grande Voirie (loi du 29 floréal, an X, art. 2).

Police du Roulage (loi du 30 mai 1851, art 15) (2).

Lois sur le Travail (*voir tableau ci-contre*).

Lois sur l'ivresse publique (loi du 1^{er} octobre 1917).

Nous n'avons rien de particulier à dire au sujet des constatations des infractions à ces lois. Il n'y a qu'à se reporter aux textes, et en raison des modifications législatives fréquentes, le plus sûr moyen d'avoir le texte en vigueur, c'est de posséder un répertoire alphabétique des infractions que l'on doit constamment tenir à jour.

1. Chaque année, en décembre, le Préfet de chaque département, prend, en vertu de cette loi, modifiée par la loi du 25 juin 1908, un arrêté agréant et commissionnant pour l'année suivante, divers fonctionnaires, notamment les commissaires de police de son département, en qualité d'*inspecteurs adjoints*.

L'inspecteur seul, a le droit de visiter les officines de pharmaciens, et les dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires [nouvel art. 30 de la loi de germinal], mais il peut se faire assister du commissaire de police et le requérir d'effectuer tels prélèvements [art. 4 du Décret du 5 août 1908]. Les commissaires de police, qui ne sont qu'inspecteurs adjoints, ont le droit de visiter les herboristes, droguistes, coiffeurs, parfumeurs, épiciers, pour tous les produits médicamenteux ou hygiéniques qui sont fabriqués, entreposés ou mis en vente, chez ces commerçants.

2. Le Décret du 27 mai 1921, dit Code de la Route, a abrogé les Décrets du 10 août 1852, et 24 février 1858; du 10 mars 1899, 10 septembre 1901 et 4 septembre 1919.

45. VOICI LE TABLEAU DES PRINCIPALES INFRACTIONS A LA LÉGISLATION DU TRAVAIL, QUE PEUVENT RELEVÉR LES OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE.

(Code du Travail, livre I, art. 107 ; livre II, art. 111)

LOIS ET DÉCRETS	NATURE DE LA CONTRAVENTION
Livre I du Code du Travail	
Art. 43, 44, 45	Paiement des salaires.
Art. 75, 76, 77	Economats.
Livre II du Code du Travail	
Art. 31, 32, 33	Non observation du repos hebdomadaire.
Décret du 24 août 1906	
Art. 1 et 2	Affiche registre.
Art. 3 et 4	Préavis.
Art. 5	Affichage du préavis.
Décret du 18 avril 1914 ...	Repos hebdomadaire aux Halles Centrales de Paris
Décret du 28 décembre 1909.	a) Surcharges des enfants de moins de 18 ans. b) Surcharges des femmes.
Décret du 21 juin 1913	Emploi des femmes et des enfants aux étalages extérieurs des boutiques et magasins.
Décret du 21 mars 1914	
Art. 10	Emploi d'enfants de moins de 16 ans sur des échafaudages volants.
Anc. Décret du 31 mai 1893	
Art. 10	
Décret du 10 juillet 1913, anc.	
Décret du 29 novembre 1904, article 10 § 5, article 10 § 4	Echafaudages non protégés.
Art. 178 du Livre II	Obstacle à l'Inspecteur.

Il y a cependant une loi qui, par son importance sociale, par son application presque journalière, par son étendue, doit nous retenir quelques instants.

Nous voulons parler de la loi du 1^{er} août 1905, sur la répression des fraudes.

46. ETUDE DE LA LOI DU 1^{er} AOUT 1905

Cette loi a fait l'objet de retouches, soit du pouvoir législatif (1), soit du pouvoir exécutif (2). Nous ne pouvons énumérer et commenter, ici, tous ces textes. Ce travail dépasserait le cadre de notre modeste ouvrage.

Nous voulons simplement dire deux mots de l'économie de cette loi, des idées maîtresses qui ont présidé à sa confection.

Le point de départ du mouvement législatif qui a abouti à la loi du 1^{er} août 1905, est la loi du 4 février 1888, sur les engrais chimiques, suivie du règlement d'administration publique du 10 mai 1889. Ce règlement a inauguré le système d'expertises officielles et contradictoires, qui ont été les premières en matière criminelle.

La loi du 4 février 1888, a été suivie de lois analogues, dans lesquelles l'intervention administrative, en ce qui concerne l'expertise, est allée en s'accroissant. Ce sont les lois de 1897, sur les beurres et margarines, de 1902, sur la saccharine, de 1903, sur les sucres.

Nous arrivons à la loi du 1^{er} août 1905, que M. Garraud appelle (3) la *lex alimentaria*.

Ici, encore, domine le souci d'une répression plus stricte, suivie, s'il y a lieu, d'expertises contradictoires, donnant toujours plus de garanties à l'inculpé.

Voyons le commissaire de police opérer en vertu de cette loi.

Son rôle est surtout important dans la phase administrative de la procédure qui a pour objet la surveillance, la recherche et la constatation des fraudes.

1. Lois du 5 août 1908 et 28 juillet 1912.

2. Décret du 22 janvier 1919, qui a abrogé celui du 31 juillet 1906.

3. Garraud, op. cit. tome I, n° 362.

L'art. 1^{er} du Décret du 22-1-1919, consacre un principe admis depuis longtemps par la jurisprudence et qui domine toute la procédure, savoir :

Les délits de fraude ou de falsification, sont des délits de droit commun et peuvent être établis devant les tribunaux par toutes les voies de droit commun.

Tout d'abord, le commissaire de police peut pénétrer, dans tous les lieux énumérés à l'art. 5 du Décret précité. Il faut, bien entendu, que l'exploitant soit patenté ; s'il ne l'est pas, il faut qu'il consente à la visite.

Il faut, de plus, que les produits visés par la loi, soient *manifestement destinés à la vente*.

La destination du produit à la vente est une condition de la régularité du prélèvement, et si le commerçant ou l'exploitant non patenté, avaient mis, par exemple, cette affiche : "produits non destinés à la vente", cette affiche ne saurait faire obstacle au droit de prélèvement ou de saisie, si l'inscription en question paraît mensongère.

Une fois sur les lieux, si le commissaire de police est témoin d'un flagrant délit de falsification, de fraude, s'il voit des produits corrompus ou toxiques, il dresse procès-verbal, en saisissant les produits ou en les détruisant (art. 8 et 9 du Décret).

S'il procède à un prélèvement d'échantillons, les art. 10 à 14, donnent la marche à suivre en ce qui concerne cette procédure (1). Le Décret de 1919 a innové en décidant que l'un des échantillons serait laissé à l'intéressé. C'est une mesure de garantie prise en faveur du commerçant.

Bien que la phase judiciaire soit le fait du Parquet et du Juge d'Instruction, il importe que le commissaire de

1. De nombreuses circulaires des Parquets, sont venues compléter ces articles, notamment en matière de prélèvements de lait. Pour faciliter la tâche des magistrats instructeurs, il est recommandé de procéder d'office, chaque fois que la chose est possible, à des prélèvements de comparaison, chez les fournisseurs de la personne visitée.

Si le prélèvement de comparaison doit être fait hors de la circonscription du commissaire de police, celui-ci pourra informer le procureur de la République, qui prendra toutes dispositions utiles [Circ. du Garde des Sceaux, du 16 juillet 1912].

police observe scrupuleusement les instructions qui lui seront adressées, soit par le procureur de la République, dans l'enquête officieuse qui suivra (art. 25 du Décret), soit par le magistrat instructeur.

47. DISTINCTION DES CONTRAVENTIONS

Parmi les contraventions, on fait deux distinctions principales :

a) Les contraventions *instantanées* et les contraventions *continues ou successives*. Les premières prennent fin à l'instant même où elles viennent d'être accomplies. Les secondes consistent dans une violation non interrompue de la loi pénale (voyez infra n° 95). Cette distinction a de l'intérêt au point de vue de la prescription (voyez infra n° 91).

En effet, les premières se prescrivent du jour où le fait a été commis, les secondes, du jour seulement où la contravention a cessé.

Elles présentent un autre intérêt au sujet du nombre de procès-verbaux à dresser.

Les premières ne donnent lieu qu'à un seul procès-verbal ; les secondes donnent lieu à autant de procès-verbaux qu'il a été fait d'actes contraires aux lois ou règlements (voir infra n° 95, pour les exemples).

b) On distingue encore les contraventions *temporaires* et les contraventions *permanentes*.

Les premières ne durent que le temps plus ou moins long exigé pour la consommation de l'infraction, ex. : un jet de pierres. Les secondes se prolongent indéfiniment jusqu'à ce qu'un acte vienne détruire ce qui avait été fait contrairement aux lois et règlements, ex. : embarras de la voie publique.

Cette deuxième distinction présente peu d'intérêt. En effet, les contraventions temporaires ou permanentes ne donnent lieu qu'à un seul procès-verbal et le point de départ de la prescription est le même.

48. COMPÉTENCE *RATIONE PERSONÆ* DU COMMISSAIRE DE POLICE EN TANT QU'OFFICIER DE POLICE

En principe, le commissaire de police n'a pas à se préoccuper de la qualité de l'auteur de l'infraction, pas plus qu'il n'a à s'enquérir de sa nationalité (1). Ce n'est que plus tard, que l'exception d'incompétence pourra être soulevée devant la juridiction appelée à statuer.

Notons cependant que si l'auteur de l'infraction est un militaire ou marin, le commissaire de police, après avoir noté l'identité du délinquant, devra se borner à rédiger un simple rapport qui sera remis à l'autorité militaire.

49. COMPÉTENCE *RATIONE LOCI* DU COMMISSAIRE DE POLICE EN TANT QU'OFFICIER DE POLICE

Dans tous les cas, la compétence du commissaire de police cesse aux limites de sa commune, sauf en cas de compétence étendue expressément par décret à telles ou telles communes (2).

Ainsi dans une commune où il n'y a qu'un commissaire de police, ce magistrat ne saurait être remplacé par son collègue d'une ville voisine. C'est ce qui résulte, d'ailleurs, de l'art. 14 du C. I. Cr., qui porte qu'en pareil cas, l'intérim devra être fait par le Maire ou son adjoint.

Les actes faits en dehors des limites de la commune ou de la circonscription nettement définie par Décret, sont frappés d'une nullité absolue, même s'ils émanent d'un commissaire central (3).

1. Art. 3 du C. C. Ceci ne veut pas dire que la qualité et la nationalité de l'inculpé, ne doivent pas être mentionnées dans le procès-verbal. Au contraire, ce document doit contenir, si possible, tous ces renseignements. Nous voulons dire simplement, que la situation sociale (Membre du Parlement, Haut fonctionnaire), la nationalité de l'inculpé, ne sauraient faire obstacle à la rédaction du procès-verbal.

2. A Beaucuire, par exemple, la compétence du commissaire de police a été étendue à toutes les communes du canton, par Décret du 31 juillet 1877.

3. Le Préfet et le Sous-Préfet, peuvent, par une autorisation spéciale, conférer aux commissaires centraux, le droit exceptionnel d'instrumenter dans tout l'arrondissement [D. du 22 mars 1854. Circ. Intérieur 9 avril 1854]. Avant l'arrêt du 10 septembre 1870, la juridiction des commissaires de police s'étendait à toutes les communes du canton.

En revanche, quand la commune est divisée en plusieurs circonscriptions, ce qui est le cas de toutes les villes un peu importantes, chaque commissaire de police exerce ses fonctions dans toute l'étendue de la commune, sans pouvoir alléguer que les contraventions ont été commises hors de la circonscription qui lui est plus spécialement assignée (C. I. Cr., art. 12) (1).

La loi étant muette sur ce point, il n'est pas nécessaire, pour la validité du procès-verbal, que l'officier de police soit revêtu de son costume ou paré de l'écharpe tricolore (Cass. 6 juin 1807, Bull. Crim. n° 124 ; Cass. 10 mars 1815, Bull. Crim. n° 16 ; Cass. 11 novembre 1826, Bull. Crim. n° 228).

De plus, il a été jugé qu'un commissaire de police peut verbaliser contre ses parents (Cass. 18 octobre 1822, Bull. Crim. n° 151),

On ne saurait donc étendre au rédacteur d'un procès-verbal, les motifs d'exclusion ou de récusation qui concernent les témoins et les Juges.

Le commissaire de police étant compétent, au triple point de vue que nous venons d'examiner, se trouve en présence d'un individu qui commet une infraction. Supposons qu'il s'agisse d'une contravention.

Que va faire le commissaire de police ?

50. LE COMMISSAIRE DE POLICE EN PRÉSENCE DU CONTREVENANT

S'il connaît le contrevenant, il se bornera à l'avertir qu'il dresse procès-verbal pour l'infraction qu'il vient de constater.

1. En matière de crimes et délits, il n'en est pas de même, car les art. 23, 63, 69 du C. I. Cr., établissent une triple compétence : forum delicti commissi, forum domicilii, forum deprehensionis. Cette triple compétence est vraie, aussi bien pour les juridictions que pour les officiers de police judiciaire (voyez infra n° 67).

Si l'identité du contrevenant n'est pas connue de l'officier de police, la question est plus délicate (1).

En l'espèce, il ne peut évidemment mettre le délinquant en état d'arrestation ; mais l'art. 209 du Code Pénal va venir à son secours.

51. UTILISATION DE L'ART. 209 DU CODE PÉNAL

Une infraction a été commise, l'officier de police l'a constatée ; il doit donc connaître l'identité de celui qui l'a commise ; ce faisant, il « agit pour l'exécution des lois ». Il a donc incontestablement le droit, après avoir décliné sa qualité au contrevenant, de l'inviter à lui fournir toutes indications utiles sur son identité. Ce dernier est, en général, porteur de pièces, documents, lettres, etc., qui viendront appuyer ses dires ; au besoin, il pourra fournir des références (2).

Quid — si cet individu refuse de fournir son état-civil, s'il n'est porteur d'aucun papier d'identité, ou s'il est totalement inconnu dans la localité ?

1. Voir à ce sujet (Villey, op. cit. p. 74).

M. Villey après avoir commenté les trois systèmes, sur la résistance aux actes illégaux de l'autorité, conclut : « Ce sera d'ailleurs faire acte de bon citoyen que de se soumettre provisoirement, sauf à poursuivre la réparation de l'illégalité par tous les moyens de droit, si elle est possible ».

Le premier système, celui de la jurisprudence, soutient que toute résistance à l'exécution d'un ordre de l'autorité publique, est un acte de rébellion.

Le deuxième, enseigne que toute illégalité, quelle qu'elle soit, justifie la rébellion.

Le troisième (d'après Grotius) et admis par M. Villey, distingue entre les injustices douteuses et supportables et les injustices manifestes et insupportables. C'est celui auquel nous nous rallions.

2. Voir à ce sujet les circulaires du 25 mars 1912, du Ministre de l'Intérieur aux Préfets, et celle du 23 décembre 1912, du Garde des Sceaux aux Procureurs Généraux.

Ces deux circulaires n'ont en vue que de remédier aux inconvénients résultant du défaut d'indications suffisantes sur l'état-civil des contrevenants pour le recouvrement de l'amende et des frais de Justice.

A notre avis, elles ont oublié l'essentiel : rappeler aux agents verbalisateurs qu'ils étaient suffisamment armés pour connaître l'identité du contrevenant.

Le commissaire de police l'invitera alors à le suivre, soit dans un poste de police (1), ou à la Mairie, ou encore à la gendarmerie et, après l'y avoir consigné, prendra d'urgence tous renseignements par voie téléphonique ou télégraphique (2).

Il va sans dire que si l'inculpé refusait de suivre le commissaire de police, celui-ci pourrait l'y contraindre, au besoin en requérant la force publique (art. 25 du C. I. Cr.).

Si ce refus était accompagné de "violences et voies de faits", la première inculpation se doublerait d'une autre plus grave : celle de rébellion et, dans ce cas, l'arrestation proprement dite pourrait être opérée.

Supposons le délinquant au poste de police ; combien de temps va pouvoir durer cette consigne ?

D'ordinaire, les renseignements seront vite recueillis. Mais allons plus loin. L'identification est impossible, car l'adresse fournie par le contrevenant est fausse, il n'est pas connu des personnes qu'il a désignées, etc. En un mot, il est réellement suspect.

Peut-il être arrêté et déféré au Parquet ? (3). Là, le procureur de la République aura, à sa disposition, des moyens d'investigation autres que le commissaire de police.

1. Il nous semble qu'il n'y a aucune illégalité, que d'inviter quelqu'un à venir au bureau de police. En tout cas, l'acte serait-il illégal, il est évident qu'il ne présente pas le caractère d'injustice insupportable et manifeste.

Pour préciser les limites dans lesquelles la jurisprudence admet cette résistance légitime, voyez l'arrêt de la Cour de Cassation du 7 avril 1837 S. 38-1-641, au sujet de gardes forestiers qui voulaient se faire conduire, par le délinquant, sur les lieux de la coupe, au lieu de le mener directement devant le Juge de Paix.

2. C'est ce qui se fait journellement, dans les postes de police des grandes villes, par les gardiens de la Paix, agents de la Sûreté, inspecteurs des brigades mobiles, etc.

3. Il est certain que dans ce cas, le commissaire de police commettrait une faute professionnelle grave, en relâchant cet individu. Celui-ci, en effet, doit avoir d'excellentes raisons de cacher son identité. C'est, peut être, un contumax, il a un ou plusieurs jugements à purger, c'est un forçat en rupture de ban, il est recherché par divers parquets pour crimes ou délits.

Une fois écroué, grâce aux divers Bulletins de Police, grâce aussi aux services anthropométriques qui fonctionnent dans toutes les grandes villes, l'individu en question sera vite reconnu.

Evidemment, la solution est facile et élégante, mais pour justifier une comparution devant le procureur de la République, surtout si l'on est éloigné du chef-lieu judiciaire, il faut un procès-verbal et une inculpation.

A notre avis, le délinquant pourra être présenté sous l'inculpation de vagabondage, fût-il même porteur d'une somme d'argent.

Voici comment l'inculpation de vagabondage, nous semble pouvoir "*tenir*".

L'art. 270 du C. P. exige trois éléments : le manque de domicile certain, le défaut de métier ou profession et de moyens d'existence.

Pour les deux premiers éléments, pas de difficulté, ils sont bien réunis. Quand au défaut de moyens d'existence, il faut que ces moyens n'aient pas une origine immorale ou suspecte et, en l'espèce, le commissaire de police peut très bien suspecter l'origine des sommes d'argent que l'individu peut avoir sur lui (arg. Paris, 25-2-1901, D. 1904-2-284; 18 novembre 1909, D. 1910-2-269).

Nous venons d'examiner la compétence du commissaire de police, en tant qu'officier de police judiciaire. Nous avons vu les armes dont il dispose pour connaître l'identité de l'inculpé. Voyons le maintenant rédiger son procès-verbal.

52. THÉORIE GÉNÉRALE DES PROCÈS-VERBAUX

Mais auparavant qu'est-ce qu'un procès-verbal ? (1).

C'est un acte écrit par lequel un officier de police judiciaire constate une infraction. C'est, en d'autres termes, la déclaration, relatée par écrit, d'un témoin privilégié.

Cette déclaration, cet acte, sont produits devant le Tribunal comme preuve de l'infraction.

Il ne faudrait pas en déduire qu'un procès-verbal est indispensable à l'action publique.

1. Le mot procès-verbal paraît être un contre sens. En effet, cette preuve, qui, aujourd'hui, est toujours écrite, était autrefois apportée verbalement en raison de l'ignorance des agents verbalisateurs. D'où le terme, qui était alors rigoureusement exact (voyez Ortolan, op. cit. t. 2, n° 2.307).

Un premier principe à poser, en cette matière, c'est que toutes les infractions peuvent être poursuivies, lors même qu'il n'a été dressé aucun procès-verbal (sauf, cependant, en certaines matières spéciales, que nous allons indiquer).

Les procès-verbaux ne sont que des charges, des preuves, à l'appui de l'action publique.

Cette règle, proclamée par l'art. 342 du C. I. Cr., est vraie en simple police, en police correctionnelle et en Cour d'assises.

Cependant, en certaines matières spéciales, où les infractions lèsent les intérêts généraux, il a fallu armer vigoureusement les agents préposés à leur défense.

Dans ces matières, les procès-verbaux forment *la base et le seul titre de l'accusation*.

Pourquoi cette dérogation au droit commun ?

Parce que ces infractions se commettent en des endroits isolés (inaccessibles parfois), où il serait impossible de trouver des témoins. De plus, la mentalité populaire, en France, est favorable à ces fraudes, à tel point que l'on n'est pas éloigné de dire que ceux qui lèsent le fisc, font bien.

Quelles sont ces matières spéciales ?

Ce sont les infractions en matière de douanes, de contributions indirectes, de garanties de matières d'or et d'argent, de vérification de poids et mesures, etc.

Donc, les procès-verbaux dressés pour ces sortes d'infractions, sont des actes véritablement authentiques et font foi, jusqu'à inscription de faux (1). Ce sont ceux qui ont le plus de force probante aux yeux de la loi.

A ce point de vue, la loi reconnaît trois sortes de procès-verbaux : a) ceux dont il vient d'être question et qui font

1. Ce système de preuves, fort ancien, est vivement critiqué de nos jours.

Notre législation a une tendance à revenir au système des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. L'art. 24 de la loi de 30 décembre 1903, abrogeant les art. 8 de la loi du 27 frimaire, an VIII, et 3 de la loi du 21 juin 1873, a décidé que les P.-V. des agents des contributions indirectes et des octrois, feraient foi jusqu'à preuve contraire.

foi jusqu'à inscription de faux ; b) ceux qui font foi jusqu'à preuve contraire ; c) enfin, ceux qui ne valent que comme simples renseignements.

a) et b). — Deux traits communs relient les deux premières sortes de procès-verbaux : 1° l'officier ou l'agent verbalisateur, ont reçu de la loi, délégation spéciale pour constater l'infraction, avec cette différence que dans la première sorte, cette délégation jouit d'un pouvoir exceptionnel ; 2° les procès-verbaux sont des actes authentiques, et ceux qui les falsifient s'exposent aux peines du faux en écriture publique.

Les procès-verbaux rédigés par les commissaires de police, rentrent dans la deuxième sorte, c'est-à-dire dans ceux qui font foi jusqu'à preuve contraire, mais il faut que les faits aient été personnellement constatés par le commissaire de police.

c). — Quand aux faits constatés par les agents de police, gardiens de la Paix, inspecteurs de la Sûreté, ils sont consignés dans un rapport (improprement appelé procès-verbal). Ce rapport est quelquefois annexé à un procès-verbal dressé par le commissaire de police, qui ne fait que viser le rapport de l'agent, sans lui communiquer pour cela, une force probante particulière. De toutes façons, le rapport et le procès-verbal précités, n'ont que la valeur de simples renseignements (1).

De quoi fait foi un procès-verbal ?

Un procès-verbal ne fait donc foi que des faits matériellement et personnellement constatés par ses rédacteurs (2). Ex. : si un procès-verbal constate un aveu, il prouve la matérialité de cet aveu. Par suite, cette matérialité ne pourra tomber que par l'inscription de faux ou la preuve contraire. Mais le sens de cet aveu pourra être contesté (Cass. 12 mai 1893, Bulletin Crim. n° 128).

1. Cass. 28-11-1896, D. 97-1-502.

Cass. 6-6-1908, D. 1909-5-37.

2. Cass. 5 avril 1895, Bull. Crim. n° 109.

Cass. 19-12-1901, Bull. Crim. n° 323.

Cass. 8-1-1904, D. 1904-1-104.

La seule difficulté est de distinguer dans un procès-verbal ce qui constitue réellement une constatation officielle et ce qui constitue seulement, une déduction, un raisonnement plus ou moins discutable (1).

L'affirmation qu'un fait a été commis, parce qu'un ou plusieurs témoins ont déclaré l'avoir vu, ne constitue qu'un raisonnement qui ne saurait lier les Juges.

53. MODE DE PREUVE ADMIS CONTRE LES PROCÈS-VERBAUX FAISANT FOI JUSQU'A PREUVE CONTRAIRE ET CONSÉQUENCES DE LA FOI QUI EST DUE A CES PROCÈS-VERBAUX

Le principe général est que tous les procès-verbaux peuvent être combattus par la preuve contraire, sauf les exceptions admises par la loi dans des cas particuliers (2) (art. 154 du C. I. Cr.).

Cette preuve contraire peut résulter soit de témoignages reçus sous serment (Cass. 23-1-1873, Bulletin Crim. n° 18), soit d'expertises ou de visites sur les lieux, ordonnées dans les formes légales, soit d'écrits, lorsque la preuve écrite est admise (3) (Art. 154 du C. I. Cr.).

Le ou les rédacteurs du procès-verbal peuvent toujours être entendus en témoignage (Cass. 30 septembre 1843, Bull. Crim. n° 255 ; F. Hélie, op. cit. n° 1465).

Mais ces procès-verbaux ne sauraient être infirmés par les déclarations de témoins qui n'ont pas prêté serment (Cass. 21-2-1822, Bulletin Crim. n° 30 ; Cass. 3 Mars 1838, Bulletin Crim.

1. Ainsi un procès-verbal mentionne que certaines eaux répandent des exhalaisons insalubres. C'est là un raisonnement plus ou moins discutable qui ne fait pas foi jusqu'à preuve contraire.

Mais il en serait autrement si le procès-verbal mentionnait que les eaux répandent une odeur infecte. C'est là une constatation officielle, basée sur la perception de l'un des sens.

2. Ces cas particuliers visent les P.-V. jusqu'à inscription de faux. Par suite, sous aucun prétexte, le Tribunal ne peut admettre la preuve testimoniale, pour détruire les faits constatés par un P.-V. qui fait foi jusqu'à inscription de faux (Cass. 23-1-1897, Bull. Crim. n° 21).

3. Les certificats délivrés par les tiers, ne sont jamais admis.

n° 56), ni par les dénégations contraires des inculpés (Cass. 17 mars 1808, Bull. Crim. n° 52 ; 2 juin 1837, Bull. Crim. n° 170), ni par l'opinion différente du ou des Juges qui ne trouveraient pas la contravention suffisamment justifiée, alors que le procès-verbal n'est combattu par aucune preuve contraire (Cass. 26 novembre 1829, Bull. Crim. n° 264 ; 3 juin 1830, Bulletin Crim. n° 151).

54. DES PROCÈS-VERBAUX EN MATIÈRE DE CRIMES OU DE DÉLITS DE DROIT COMMUN (1)

En matière de crimes et de délits de droit commun, malgré la flagrance de l'infraction, les procès-verbaux dressés par le procureur de la République, ou ses auxiliaires, par le Juge d'Instruction, n'entraînent pas la conviction des Juges.

Ce sont des documents à l'appui de l'action publique, susceptibles d'être débattus et contredits par toute espèce de preuve (2).

Si la flagrance de l'infraction ne communique aucune force probante à ces procès-verbaux, que dire lorsqu'ils sont dressés en dehors du flagrant délit ?

Dans ce cas, le caractère officiel des agents qui les rédigent, n'est en rien communiqué à ces documents, qui sont improprement appelés procès-verbaux et qui, comme rapports, n'ont que la valeur de simples renseignements (3).

55. INDICATIONS ESSENTIELLES QUE DOIT CONTENIR UN PROCÈS-VERBAL DU COMMISSAIRE DE POLICE EN TANT QU'OFFICIER DE POLICE

Voyons maintenant les indications essentielles que doit contenir un procès-verbal.

1. Voyez supra n° 17, pour la forme et le contenu de ces P.-V. et la dispense de timbre et d'enregistrement.

2. Garraud, op. cit. tome II, n° 437, p. 170.

3. Voyez sur ce point : Garraud, op. cit. t. III, n° 712 ; F. Hélie, op. cit. t. III, n° 1164 à 1167 ; Mangin, op. cit. n° 71, p. 165.

1° Il doit d'abord indiquer les noms, prénoms, qualités, résidence du ou des rédacteurs.

2° La date, l'heure, le lieu où il est dressé.

3° Les faits matériels constatés, ce qui comprend : couleur, aspect, dimensions des objets, goût des substances, etc.

4° L'identité, aussi complète que possible, des délinquants, avec leurs déclarations ou aveux, s'il y a lieu. Si les délinquants ont pris la fuite, leur signalement aussi complet que possible et la mention s'ils sont connus du verbalisateur.

5° L'indication des témoins, s'il y a lieu, et leurs déclarations.

6° L'énumération et la description des objets saisis, s'il y a lieu.

Telles sont les indications qui doivent être mentionnées dans un procès-verbal.

Il nous reste à dire quelques mots sur les délais de rédaction, sur l'enregistrement et l'affirmation des procès-verbaux.

56. DÉLAIS DE RÉDACTION

Les procès-verbaux doivent être dressés le plus rapidement possible. Ils ne peuvent qu'y gagner en fidélité et exactitude.

En matière de pêche, chasse, police rurale, poids et mesures, contributions indirectes, ils doivent être rédigés dans les vingt-quatre heures.

A l'instant même, en matière de douanes, de garantie d'or et d'argent.

Dans les trois jours, dans les cas visés par les art. 15, 18, 20 du C. I. Cr. (1).

Il a été jugé, cependant, le 3 novembre 1861 et le 12 avril 1900 (D. 60-5-304 ; D. 1902-5-556), que la loi ne donnait aucun délai aux commissaires de police pour dresser leurs procès-verbaux de contraventions.

1. Ce délai n'est pas prescrit à peine de nullité.

57. FORMALITÉS SUBSTANTIELLES OU NON

Un procès-verbal n'est pas nul parce qu'il ne fait pas mention de l'heure où il a été rapporté, ou de quelque autre circonstance matérielle (Cass. 9-1-1835, Bull. Crim. n° 13).

Du reste, l'omission d'une formalité n'entraîne la nullité du procès-verbal, qu'autant qu'une disposition expresse de la loi y a attaché cet effet, ou que la formalité omise tient à la substance même de l'acte (1).

Enfin, la répression des faits punissables, n'est pas subordonnée à l'existence ou à la validité des procès-verbaux qui les ont constatés. Il suffit que ces faits puissent être prouvés d'une autre manière (Cass. 17-2-1837, Bull. Crim. n° 56).

58. ENREGISTREMENT DES PROCÈS-VERBAUX

Bien que le défaut d'enregistrement ne leur ôte pas leur force probante, les procès-verbaux des commissaires de police sont soumis à l'enregistrement (2).

Cet enregistrement a lieu en débet et, en principe, dans les quatre jours de leur date (loi 22 frimaire, an VII, art. 20). Dans ces quatre jours, ne sont compris, ni le jour de la rédaction, ni le quatrième jour, si c'est un jour férié (Ibid. art. 23, Cass. 18-2-1820, Bull. Crim. n° 30).

Le défaut d'enregistrement des procès-verbaux des gardes forestiers (3) (art. 170 du C. l. Cr.), et en matière de roulage (loi du 30 mai 1851, art. 19), entraîne leur nullité.

Dans les autres cas, le défaut d'enregistrement n'est pas une cause de nullité; le tribunal de simple police devant

1. L'omission du timbre n'est jamais une cause de nullité. Le défaut d'enregistrement n'entraîne la nullité qu'au cas où cette sanction est formellement prononcée par la loi (Cass. 9 mars 1861, Bull. Crim. n° 51).

2. En matière de crimes et délits de droit commun, les procès-verbaux des Juges d'Instruction, du procureur de la République et de ses auxiliaires, sont exempts du timbre et d'enregistrement (loi 22 frimaire, an VII, art. 70, § 3, n° 9). Il en est de même de tous les actes intérieurs d'instruction, tels que réquisitions du Ministère public, procès-verbaux d'information, dépositions des témoins, interrogatoires, confrontations, mandats divers, rapports d'experts, plans, documents de toute nature, annexés aux procédures.

3. Arg. Cass. 8 janvier 1887, D. 88-1-232.

lequel est produit un procès-verbal, qui n'est ni timbré, ni enregistré, doit simplement surseoir à statuer jusqu'à ce que ces deux formalités aient été remplies.

En principe, les procès-verbaux sont enregistrés au bureau de la résidence de l'agent verbalisateur ; mais ils ne sont pas nuls pour avoir été enregistrés dans un autre bureau.

59. AFFIRMATION DES PROCÈS-VERBAUX

Cette matière devrait entrer dans le cadre de notre troisième partie. Dans un but de simplicité, nous préférons la traiter brièvement ici.

L'affirmation consiste dans la déclaration du magistrat qui la reçoit, que l'agent verbalisateur lui a affirmé, sous la foi du serment, la sincérité du contenu du procès-verbal.

Les procès-verbaux des commissaires de police ne sont pas soumis à cette formalité (1).

L'affirmation est reçue par le Maire ou le Juge de Paix (loi 28 floréal, an X, art. 11) de la commune ou du canton où le délit a été commis.

Le délai varie selon les délits. Il ne court que du jour de la clôture du procès-verbal et non du jour de la connaissance du délit. Il se compte d'heure à heure ; il est de 24 heures, en matière de police rurale.

L'affirmation, quand elle est exigée par la loi, est une formalité substantielle, dont l'omission emporte la nullité du procès-verbal.

Par suite, quand il n'y a, contre l'inculpé d'une contravention ou d'un délit rural, *d'autres preuves que le procès-verbal d'un garde champêtre, non affirmé*, l'inculpé doit être renvoyé des fins de la plainte (Cass. 9 décembre 1824, Bull. Crim. n° 134).

Par suite, le commissaire de police, Ministère Public, devra s'abstenir de poursuivre. Il ne poursuivra pas non plus, si en l'absence de toute autre preuve, le procès-verbal de garde champêtre ou particulier, lui est transmis avec la

1. Depuis la loi du 29 décembre 1921, les procès-verbaux des préposés des eaux et forêts, sont dispensés de l'affirmation, quand ils ont été écrits et signés par ces préposés.

signature du rédacteur, simplement *légalisée*, ce qui arrive plus souvent qu'on ne croit. En effet, beaucoup de Maires, dans les villages, croient que l'affirmation et la légalisation sont choses identiques.

Le procès-verbal, dressé, enregistré, affirmé, que va faire le commissaire de police?

D'ordinaire, il le gardera en attendant le jour de l'audience du Tribunal de simple police.

60. COMMUNICATION AU PARQUET DE CERTAINS PROCÈS-VERBAUX

Toutefois, dans les cas douteux, il fera bien de communiquer le procès-verbal au procureur de la République.

Ex. : En matière de roulage, ce magistrat recherchera si le fait n'est pas de la compétence correctionnelle.

De même en matière d'ivresse, il peut y avoir récidive (1) ; de même en matière de violences légères (2), de maraudage, d'épizooties, etc., etc.

Inversement, bien des procès-verbaux dressés par des gardes champêtres, des agents de police, dans les petites localités, bien des plaintes ou dénonciations adressées directement au procureur de la République, instruites par ordre de ce magistrat, reviennent ensuite au commissaire de police, Ministère Public, pour poursuites en simple police.

Ces cas douteux exceptés, le commissaire de police réunit donc le pouvoir de constater au pouvoir de poursuivre (3) les contraventions.

Nous l'avons vu, constatant une infraction de cette nature.

Voyons le, maintenant, la poursuivant.

1. Tous les procès-verbaux constatant des infractions à la loi sur l'ivresse et police des débits de boissons, doivent être envoyés au Parquet dans les trois jours (art. 14 de la loi du 1^{er} octobre 1917).

2. Tous les Parquets recommandent de leur communiquer d'office les procès-verbaux de cette nature.

3. C'est une erreur de croire que cette double attribution, est personnelle au commissaire de police.

Le procureur de la République peut parfaitement constater, soit un délit de droit commun, soit un délit pour lequel il a reçu délégation de la loi, et le poursuivre ensuite devant le Tribunal correctionnel.

TROISIÈME PARTIE

Le Commissaire de police, Ministère Public près le Tribunal de simple police (*)

61. APERÇU HISTORIQUE ET NOTIONS GÉNÉRALES

Le Ministère public est d'origine purement française.

L'accusation a été d'abord *privée*, puis *populaire*, puis *d'office*, enfin *publique*.

C'est au commencement du XVI^e siècle que l'accusation devint publique, c'est-à-dire que le Ministère public fut organisé.

Maintenant, comme autrefois, les officiers du Ministère public, sont des agents du pouvoir exécutif auprès des Tribunaux (Décret 16-24 août 1790, titre VIII, art. 1^{er}).

Autrefois, on les appelait "*gentes nostræ*", c'est-à-dire gens du Roi, par opposition aux Membres des Parlements ou Tribunaux.

C'est la loi du 27 ventôse, an VIII, qui a transféré aux commissaires de police et, à leur défaut, aux Maires, les fonctions du Ministère public, exercées jusque là, par les commissaires du pouvoir exécutif, près les administrations

(*) OBSERVATION GÉNÉRALE. — Les matières traitées dans cette troisième partie, sont communes à tous les officiers du Ministère public, près le Tribunal de simple police, notamment aux suppléants du Juge de Paix, aux Maires ou adjoints, le tout conformément à l'art. 144 du C. I. Cr.

municipales (Constitution de l'an III et code de Brumaire, an IV).

L'organisation du Ministère public, près le Tribunal de simple police, est fixée par l'art. 144 du C. I. Cr., modifié par les lois du 27 janvier 1873 et 31 décembre 1906.

Cet article distingue deux classes d'officiers :

1° Ceux que la loi investit directement ;

2° Ceux que le procureur général peut désigner.

Le commissaire de police, lorsqu'il est seul au chef-lieu de canton, est investi par la loi elle-même, des fonctions du Ministère public.

Le procureur général ne peut lui déléguer ses fonctions ni les lui enlever.

Si un autre poste de commissaire de police était créé, il ne peut continuer à siéger qu'autant que le procureur général a pris une décision.

S'il y a plusieurs commissaires de police au chef-lieu de canton, c'est au procureur général qu'il appartient de désigner celui ou ceux qui feront le service.

Il convient dès à présent d'esquisser à grands traits le rôle du commissaire de police, en tant que Ministère public.

Seul, il a qualité pour exercer l'action publique devant le Tribunal de simple police. En effet, le procureur de la République ne pourrait poursuivre le contrevenant et, d'autre part, le commissaire de police agit en son nom et en sa qualité, sans être ni le substitut, ni l'auxiliaire du procureur de la République.

Les actes de procédure sont faits à son nom ; lui seul a qualité pour poursuivre et requérir, et si ses supérieurs hiérarchiques ont sur lui un pouvoir de direction et de surveillance, ils ne pourraient se substituer à lui pour exercer l'action publique près le Tribunal de simple police.

Le Ministère public, qui est toujours partie principale dans le procès pénal et joue le rôle de demandeur, fait partie essentielle et intégrante du Tribunal de police. Il doit, par conséquent, être toujours entendu.

Du fait qu'il est partie principale au procès, il s'ensuit qu'il ne peut jamais être récusé en matière de simple police (1).

Les art. 44 et 381 du C. Pr. C. ne lui sont pas applicables (Cass. 18 août 1860, Bull. Crim. n° 202).

Mais s'il ne peut être récusé, il peut s'abstenir et se faire remplacer à l'audience, et il ne doit, au Tribunal, aucun compte de ses motifs d'abstention.

Enfin, il peut être pris à partie, s'il se trouve dans l'un des cas de l'art. 505 du C. Pr. C.

Les fonctions du Ministère public consistent : 1° à poursuivre, soit sur simple avertissement, soit sur citation, les contrevenants ; 2° Si l'instruction révèle une infraction plus grave qu'une contravention, à requérir le renvoi devant une autre juridiction ; 3° A résumer l'affaire et à donner ses conclusions ; 4° A se pourvoir en cassation, s'il y a lieu ; 5° Enfin, à poursuivre l'exécution du jugement.

Aujourd'hui, comme autrefois, le ministère public est *indivisible*, ce qui veut dire que ce qui est fait par l'un des membres près d'un Tribunal déterminé, est censé fait par tous.

Par suite, l'instruction d'une affaire commencée à une première audience, en présence du commissaire de police, peut être continuée régulièrement à une autre, en présence d'un autre magistrat. Ex. : en présence du Maire du chef-lieu de canton, si le commissaire de police est absent temporairement ou accidentellement (art. 144-3) et cela sans qu'il soit besoin d'une désignation par le procureur général (2).

Nous verrons, par la suite, que si le Ministère public est indépendant, au point de vue des conclusions que lui dicte sa conviction, il ne l'est pas complètement au point de vue de la faculté d'agir ou de ne pas agir.

Enfin, bien que placés sous l'autorité directe du garde des sceaux, qui a le droit de leur adresser des circulaires au

1. Arg. art. 381 du C. Pr. C.

2. Un cas analogue peut également se présenter dans l'hypothèse suivante : Le commissaire de police a dressé un procès-verbal de contravention. Le prévenu nie les faits et le Tribunal décide d'entendre le rédacteur du procès-verbal en témoignage. Dans ce cas, le commissaire de police pourra être remplacé par le Maire sur le siège du Ministère public (voyez infra n° 77).

sujet de l'exercice ou de l'abstention d'exercice de l'action publique, les membres du Ministère public, à tous les degrés, sont libres de ne pas tenir compte de ces injonctions et de saisir le Tribunal qui doit statuer. De plus, le garde des sceaux ne peut vaincre leur résistance que par un déplacement. Il ne peut se substituer à eux pour exercer l'action publique.

L'initiative de la poursuite appartient au Ministère public qui n'a à demander à personne l'autorisation préalable pour agir.

Enfin, du fait que l'action publique appartient à la Société et non au fonctionnaire chargé par elle de l'exercer en son nom, il résulte que le Ministère public ne peut jamais se désister de l'action qu'il a intentée (voyez infra n° 78), eût-il à l'audience abandonné la poursuite (1).

De même, le Ministère public ne peut se désister d'un pourvoi en cassation (Cass. 21 novembre 1839, S. 40-1-548).

C'est sur les mêmes motifs, qu'est fondée la défense au Ministère public d'acquiescer à un jugement, ou à un acte judiciaire. Acquiescer, serait en effet aliéner l'action publique dont il est dépositaire.

C'est encore sur les mêmes motifs qu'est basé le principe que le Ministère public ne peut être condamné aux dépens.

62. DIVISIONS DE LA TROISIÈME PARTIE

Nous examinerons successivement dans cette troisième partie :

Quelles sont les personnes qui peuvent être poursuivies devant le Tribunal de simple police ?

Quelle est la compétence de ce Tribunal ?

Comment se fait la poursuite des contraventions ?

Quelles sont les formalités antérieures à l'audience ?

1. Par suite, le Juge ne saurait relaxer le prévenu pour ce seul motif que le Ministère public a abandonné la prévention à son égard.

Cass. 6-12-1834, P. chr.

Cass. 30 août 1851, P. 54-1-320.

Cass. 3 mars 1853, S. 53-1-671.

Quelle est la procédure et comment se fait l'instruction à l'audience ?

A qui appartient la police de l'audience ?

Quels sont les divers jugements que peut rendre le Tribunal de simple police ?

Quelles sont les voies de recours contre ces jugements ?

Comment s'exécutent les jugements de simple police ?

Qu'entend-on par prescription, récidive et cumul des peines ?

Quels sont les pouvoirs du commissaire de police remplissant publiquement un acte de son ministère ?

Qu'entend-on par privilège de juridiction ?

Nous terminerons par une note d'actualité concernant les projets de réforme de la procédure devant le Tribunal de simple police.

Quelles sont les personnes que peut poursuivre le commissaire de police, Ministère public, devant le Tribunal de simple police ? (1).

La responsabilité doit être envisagée, au point de vue pénal d'abord, et ensuite au point de vue civil.

63. RESPONSABILITÉ PÉNALE

Il faut distinguer en premier lieu, les éléments matériels et en second lieu, les éléments moraux de la responsabilité.

a) ÉLÉMENTS MATÉRIELS

Ce sont un fait personnel, généralement positif.

a) En principe, on n'est responsable que de son propre fait.

Par exception à ce principe, il faut citer l'art. 13 de la loi du 30 mai 1851 qui rend tout propriétaire de voiture, responsable des amendes encourues par toute personne préposée par lui, à la conduite de la dite voiture.

1. Dans l'intérêt du sujet, nous sommes obligés de revoir ici, rapidement, quelques notions élémentaires de droit Pénal.

De même, celui qui exerce une profession régie par des règlements de police, est passible des peines prévues pour les infractions à ces règlements (C. P. art. 471 § 15), que l'infraction soit son fait personnel ou qu'elle résulte du fait de ses ouvriers ou préposés (Cass. 15-1-1841, S. 41-1-146 ; Cass. 28-1-1859, S. 59-1-364, D. 61-5-425 ; Cass. 26-8-1859, D. 59-1-516 ; Cass. 12-5-1871, D. 71-1-263).

Ce dernier arrêt concerne les patronnes de maisons de tolérance dont les filles soumises de leur établissement ont enfreint un arrêté municipal.

Monsieur l'avocat général Dupin dit notamment au sujet de l'arrêt du 15-1-1841 : « N'appliquer aux entrepreneurs que la responsabilité civile, ce serait faire peser la répression sur des employés subalternes souvent inconnus, presque toujours insaisissables et enlever à la vindicte publique toute garantie ». Par application de la même idée, le propriétaire d'un immeuble est pénalement responsable des infractions aux arrêtés municipaux commises par ses locataires (ex. : balayage, fermeture des portes d'allée, etc.).

Cette responsabilité pénale ne fait d'ailleurs, conformément au droit commun, nullement obstacle à la poursuite du contrevenant, quand il est connu, et à sa condamnation, sans préjudice de la condamnation à prononcer contre le propriétaire, l'entrepreneur, etc. (Cass. 28-1-1859, S. 59-1-364, D. 61-1-425).

b) Il faut en second lieu un fait positif, ou une abstention, car la loi commande ou défend certains actes. Faire ce qu'elle défend, est le délit (1) d'action ; ne pas faire ce qu'elle commande, est le délit d'inaction ou d'omission (C. P. art. 471 § 1, 3, 5 et 7 ; 475 § 2 et 12 ; 479 § 4).

De la tentative et de la complicité, en matière de contravention. — Des art. 2 et 3 du C. P., il résulte que la tentative n'est pas punissable en matière de contravention.

Quand à la complicité, elle n'existe pas en matière de simple police (arg. art. 59 du C. P. et Cass. 22-7-1897, D.

1. Délit est pris ici dans le sens d'infraction en général.

99-1-92), sauf en cas de disposition expresse de la loi Ex. : bruits ou tapage injurieux ou nocturne (479 § 8 du C. P.) (1).

b). ÉLÉMENTS MORAUX

Dans toute infraction, au point de vue moral, il faut distinguer : 1^o l'imputabilité et 2^o la culpabilité.

a) Imputabilité morale

Elle consiste en une volonté intelligente et libre. Si l'une de ces conditions s'évanouit, la responsabilité disparaît.

1^o La privation de l'intelligence, ou défaut de discernement, provient soit d'un *état accidentel* (démence, certaines maladies, ivresse même, bien qu'elle ne rentre pas dans les termes de l'art. 64 du C. P.) (2); soit d'un *état naturel* (sénilité ou minorité).

La minorité doit nous retenir un instant.

Depuis la loi du 22 juillet 1912, il existe une période d'impunité absolue. C'est celle qui va de la naissance jusqu'à l'âge de 13 ans (art. 1^{er}, loi du 22 juillet 1912).

Quid - en cas de contravention par un mineur de 13 ans ?

Il faut distinguer le contrevenant primaire du contrevenant récidiviste.

Mineur de 13 ans, contrevenant primaire. — 1^o Aux termes de l'art. 14 de la loi du 22 juillet 1912, le contrevenant est averti ou cité à comparaître, par le Ministère public (3) devant le Tribunal de simple police, siégeant dans le cabinet du Juge de Paix, hors la présence du public, en présence des parents, gardien ou tuteur, et avec l'assistance d'un défenseur, s'il y a lieu. La preuve est faite, selon les moyens énoncés en l'art. 154 du C. I. Cr., c'est-à-dire conformément au droit commun. Il en est de même de l'instruction (4).

1. Voyez, à ce sujet, l'art. 13 de la loi du 1^{er} octobre 1917, qui exclut la complicité résultant de l'art. 59, en matière d'ivresse publique.

2. L'expression crime ou délit, de cet article, doit être prise dans le sens le plus général, c'est-à-dire dans le sens d'infraction punissable.

3. Le Ministère public seul, a qualité pour saisir le Tribunal, car il s'agit ici, d'une juridiction d'exception.

4. Si la contravention est établie, le Juge adresse au mineur une réprimande qui est inscrite sur un registre spécial.

Mineur de 13 ans, contrevenant récidiviste. — 2° Dans le cas de récidive, commise dans les termes de l'art. 483, le mineur est traduit devant le Tribunal civil statuant en Chambre du conseil (art. 14 § 3, de la loi du 22-7-1912).

Mineur de 13 à 18 ans. — De 13 à 18 ans (1), la question est réglée par les art. 66, 67, 68 et 69 du C. P. ; mais l'art. 66 seul, a un intérêt en simple police. Tout individu âgé de plus de 13 ans, et de moins de 18 ans, bénéficie d'une présomption de non discernement. Si le Tribunal de simple police décide qu'il a agi sans discernement, il est acquitté (art. 66 du C. P.).

Du fait que le Tribunal de simple police a le droit et le devoir de juger souverainement cette question de discernement, qui se pose toujours, et qui doit toujours être résolue (Cass. 25-10-1895, D. 97-1-333 ; Cass. 21 mai 1896, D. 98-1-517 ; 21 août 1902, Bull. Crim. n° 272), il s'ensuit que les poursuites contre un mineur de 18 ans, doivent être engagées avec prudence, dans certains cas.

En résumé, pour les majeurs, comme pour les mineurs de 18 ans, le défaut de discernement est une cause de non imputabilité, mais pour les mineurs, ce non discernement est toujours présumé.

2° La privation de la liberté est due à la contrainte soit physique, soit morale, c'est-à-dire une force à laquelle l'agent n'ait pas pu résister (art. 64 du C. P.).

b) Culpabilité

La culpabilité est le deuxième élément moral de l'infraction : culpabilité vient de culpa, qui signifie faute. La faute est, d'une façon générale, un manquement à une obligation préexistante.

1. Avant la loi du 12 avril 1906, l'âge était 16 ans. Cette loi a fait bénéficier de 2 ans les mineurs, au point de vue de la présomption de non discernement. Après 18 ans, tout individu est présumé responsable de ses actes.

Est-ce à dire que la majorité pénale arrive à 18 ans ?

Non, assurément, car l'art. 67 du C. P. décide, implicitement, que le majeur de 16 ans qui a agi avec discernement, encourt les peines de droit commun. De nos jours, comme en 1791 et en 1810, la majorité pénale arrive donc bien à 16 ans.

Il y a deux sortes de fautes : 1° la *faute intentionnelle*, que l'on trouve ordinairement dans les crimes et délits, et dont la preuve incombe au Ministère public ; 2° La *faute d'imprudence ou de négligence*. Tantôt, celle-ci est formellement prévue par la loi, ex. : art. 319 et 320, qui prévoient et punissent l'homicide et blessures involontaires. Le Ministère public doit, ici, également en faire la preuve. Tantôt, cette faute est sous-entendue et présumée, et le Ministère public n'a pas à en faire la preuve. C'est ce qui arrive pour la plupart des contraventions.

Par suite, presque toujours le Ministère public près le Tribunal de simple police, n'a qu'à prouver l'élément matériel et l'imputabilité morale.

Il y a cependant des contraventions où la faute intentionnelle fait partie de l'infraction, et c'est alors au Ministère public à la prouver.

Voici la liste des contraventions où le Ministère public doit faire la preuve de l'intention coupable :

Art. 471 § 9 du C. P., Maraudage 1^{er} degré.

Art. 475 § 15 du C. P., Maraudage 2^e degré. Cass. 9-1-1862, D. 62-1-200 ; Cass. 29 septembre 1904, Bull. Crim. n° 427.

Art. 471 § 11, du C. P.

Art. 33/3 de la loi du 29-7-1881, Diffamations et injures non publiques. Cass. 11-8-1877, S. 79-1-389, D. 79-1-236 ; Rennes, 20 novembre 1889, Gaz. Trib. 12-12-1889.

Art. 475/8/2, Jet de corps durs ou immondes sur quelqu'un.

Art. 479 § 1, Dommages aux propriétés mobilières d'autrui.

Art. 17 de la loi du 29-7-1881 (ancien art. 479 § 9 du C. P.), altération, lacération, recouvrement d'affiches de l'administration. Cass. 3 avril 1886, D. 86-1-475 ; Poitiers, 28 mai 1886, S. 86-2-223.

Art. 605, 606 du C. de brumaire, an IV, violences légères.

En matière de contravention, il n'y a jamais à s'occuper de l'erreur ou de l'ignorance (1) de droit, et, pratiquement, jamais de l'erreur de fait.

1. Sous réserve de l'art. 4 du Décret-loi du 5 novembre 1870.

Enfin, il y a une expression dont on abuse parfois dans le langage juridique ; c'est celle « de bonne foi ». Bonne foi, signifie, absence d'intention coupable. Par suite, sauf les cas précités, il n'y a pas à l'employer, en matière de simple police.

Ainsi donc, quand les éléments matériels et moraux de l'infraction qualifiée contravention, sont réunis, le commissaire de police peut poursuivre l'infraction devant le Tribunal de simple police.

Doit-il toujours poursuivre ? et, n'y a-t-il pas des faits qui justifient l'infraction ?

DES FAITS JUSTIFICATIFS

Il existe un certain nombre de faits dits justificatifs, qui, lorsqu'ils sont établis, ressemblent aux causes de non imputabilité déjà étudiées (démence, contrainte physique ou morale), et font disparaître l'infraction. Ces faits sont prévus par les art. 327 et 328 du C. P. Ils consistent en la légitime défense de soi-même ou d'autrui (328), ainsi que dans l'ordre de la loi et de l'autorité légitime (327).

Comme faits justificatifs, en simple police, on peut citer la provocation, en cas de violences légères.

Ce qu'il importe de savoir, c'est que dans tous les cas prévus par les art. 64, 327 et 328 du C. P., le commissaire de police, en qualité d'instructeur de l'affaire et de Juge de cette instruction, a le droit d'arrêter la poursuite et de classer l'affaire par une sorte de non-lieu. Il va sans dire qu'il n'arrivera à ce résultat qu'après une enquête officieuse (voir infra 69 bis). Mais s'il a ce droit en cas de non imputabilité ou de faits *justificatifs*, par contre, il ne l'a pas en matière *d'excuses*, même absolutoires.

DES EXCUSES

Qu'entend-on par excuse ?

D'après l'art. 65 du C. P., une excuse ne peut résulter que d'une disposition expresse de la loi. Cet article, bien que placé dans le livre II du C. P., s'applique également aux **contraventions**.

Cette question présente peu d'intérêt en simple police. Les excuses emportent l'exemption (excuses absolutoires), ou l'atténuation (excuses atténuantes) de la peine, mais ne font pas disparaître l'infraction.

L'âge est la seule excuse *générale* atténuante (art. 67-69).

Les autres excuses sont *spéciales* et, par suite, sont absolutoires ou atténuantes.

Comme excuse spéciale absolutoire en simple police, on peut citer la provocation en matière d'injures non publiques (art. 471 § 11 du C. P. et art. 33 de la loi du 29-7-1881).

Nous ne nous sommes occupés jusqu'ici que des personnes physiques.

Des Personnes Morales. — Quid - lorsqu'il s'agit d'une personne morale, telle qu'Etat, commune, syndicat, sociétés industrielles ou commerciales, associations ?

Il est évident que la personne morale ne peut être pénalement responsable (1), car cette personne, être purement fictif, n'a pas de volonté. Mais elle pourra être utilement citée en la personne de son administrateur, délégué, gérant, etc., comme civilement responsable (voyez infra n° 64).

Toutefois, le directeur d'une compagnie, l'administrateur délégué d'une société, le gérant d'une association, etc., peuvent être rendus pénalement responsables des infractions à un règlement ou arrêté de police, alors même que ces infractions sont l'œuvre des préposés ou ouvriers de la société, et par suite, passibles des peines de l'art. 471 § 15 du C. P. (voyez supra n° 63 in limine et l'arrêt du 12 mai 1893, Bull. Crim. n° 126).

« Attendu, dit cet arrêt, que si, en principe, nul n'est passible de peines qu'à raison de son fait personnel, la responsabilité pénale peut cependant naître du fait d'autrui, dans les cas exceptionnels où certaines obligations légales,

1. Ceci ne veut pas dire que les membres de cette collectivité, qui ont commis une infraction ne puissent pas être punis pénalement. Mais, dans ce cas, la citation doit viser individuellement chacun des membres qui ont participé à la contravention. Une peine distincte est prononcée contre chacun des coupables [Cass. 6 avril 1894, Bull. Crim. n° 84].

imposent le devoir d'exercer une action directe sur les faits d'un auxiliaire ou d'un subordonné.

« Attendu, que lorsqu'une société industrielle a assumé vis-à-vis de l'autorité administrative, des obligations avec sanction pénale, la responsabilité pénale remonte au chef de l'entreprise, parce que les conditions et le mode d'exercice de l'industrie qu'il dirige, lui sont personnellement imposés et qu'il est tenu personnellement d'assurer l'exécution des règlements ».

64. RESPONSABILITÉ CIVILE

Elle résulte de l'art. 74 du Code Pénal qui renvoie au Code Civil, livre II, titre IV, chapitre II, où se trouve l'art. 1384. L'art. 1384 prévoit la responsabilité civile :

1° *des Père, Mère et Tuteur* (1).

Il faut que l'enfant habite avec les parents ou le tuteur, et qu'il soit mineur.

2° *des Maîtres et Commettants*.

Il faut que le maître ou commettant soit libre de congédier son domestique ou préposé. Il faut, de plus, que l'infraction ait été commise dans l'exercice des fonctions de l'employé.

Les mots maître et commettant ont une disposition générale. Par suite, il faut entendre par là, non seulement le maître proprement dit, qui occupe un domestique, mais le commerçant, l'industriel, la personne morale (Etat, Département, Commune, Syndicat, Société anonyme, etc.), qui occupent plus ou moins d'employés et qui peuvent les congédier (sous réserve, bien entendu, de l'art. 1780 du C. C. et des usages en cours).

3° *Des Instituteurs et Artisans*.

Les élèves et apprentis doivent être mineurs (2).

1. L'art. 1384 a omis le tuteur, mais il faut assimiler sa qualité à celle des parents. Si l'enfant est orphelin de père et de mère et se trouve sans tuteur [ce qui est plus fréquent qu'on ne croit], la personne qui l'aura sous sa garde [frère, sœur, voisin, ami] ne peut être rendue civilement responsable.

2. La responsabilité des maîtres et commettants est plus rigoureuse que celle des parents, des instituteurs, des artisans, car à ceux-ci la loi réserve la preuve contraire, tandis que pour les maîtres et commettants, aucune excuse n'est admise. Il y a présomption irréfragable de faute.

Depuis la loi du 20 juillet 1899, la responsabilité civile de l'Etat est substituée à celle des membres de l'enseignement public.

Pour permettre aux personnes civilement responsables de faire valoir utilement leurs moyens de défense, le commissaire de police doit les aviser, dès qu'un procès-verbal qui les met en cause, lui est parvenu ; et cela, conformément à la circulaire de la Chancellerie du 28 juillet 1897 (voyez infra n° 71).

Compétence des Tribunaux de simple police

65. DÉFINITION

La compétence est la mesure du Pouvoir que la loi donne à un Tribunal de prononcer sur les contestations judiciaires.

Cette question est surtout du ressort du Juge.

Le commissaire de police, Ministère public, doit avoir néanmoins sur ce point, des notions exactes et précises.

Comme nous l'avons fait, dans notre II^e partie, à propos de la rédaction des procès-verbaux, nous examinerons la question au triple point de vue : *ratione materie*, *loci*, *personæ*.

66. COMPÉTENCE *RATIONE MATERIE*

La compétence du Tribunal de police s'étend à toutes les infractions dont la peine n'excède pas cinq jours d'emprisonnement et 15 francs d'amende (C. I. Cr., art. 137).

Pour apprécier la compétence, il ne faut prendre en considération que le chiffre de l'amende encourue, pour chaque contravention isolée. Plusieurs contraventions ne pourraient, par leur réunion, changer le caractère de l'infraction. C'est sur le *maximum* de la peine applicable, suivant la nature de l'infraction, que se détermine la compétence du Tribunal.

Dans tous les cas, il n'y a pas lieu de s'occuper des confiscations et dommages-intérêts qui peuvent être prononcés.

Le Tribunal de police est incompétent, lorsque la loi laisse indéterminé le chiffre de l'amende.

Il existe certaines dérogations à la règle générale de l'art. 137.

En effet, le Tribunal correctionnel est compétent pour les contraventions forestières, poursuivies à la requête de l'administration des eaux et forêts (179 C. I. Cr.), pour toutes les contraventions en matière de contributions indirectes et d'octrois (loi 5 ventôse, an XII, art. 91) ; pour toutes les contraventions en matière de police des chemins de fer (loi 15-7-1845, art. 21), etc.

Notons, enfin, que certaines contraventions sont jugées par les conseils de Préfecture, d'autres par les autorités sanitaires (loi 29 floréal, an X, 3 mars 1822, 30 mai 1851).

Il va sans dire que lorsqu'une contravention est connexe à un délit ou à un crime, le Tribunal compétent pour connaître du fait le plus grave, est également compétent pour statuer sur la contravention (1).

67. COMPÉTENCE *RATIONE LOCI*

Tandis qu'en matière correctionnelle et criminelle sont également compétents (2), le Tribunal du lieu du délit, celui de la résidence du prévenu, celui du lieu de l'arrestation (art. 23, 63 et 69 du C. I. Cr.), en matière de simple police c'est le Tribunal siégeant au chef-lieu de canton, qui est seul compétent pour connaître des contraventions commises dans le ressort du dit canton (art. 138 du C. I. Cr.).

Quid - en cas d'injure non publique commise par lettre ?

Il a été jugé qu'était seul compétent le Tribunal du lieu où la lettre a été remise au destinataire (Trib. Seine, 2 mars 1886, S. 86-2-143).

68. COMPÉTENCE *RATIONE PERSONÆ*

Quelle que soit sa nationalité, sa qualité, l'auteur d'une contravention est, en principe, justiciable du Tribunal de simple police.

1. A plus forte raison, s'il y a indivisibilité.

2. Voyez *supra* n° 49, en note.

Par suite, les personnes visées par les art. 479 et 483 du C. I. Cr. et 10 de la loi du 20 avril 1810, ne sauraient invoquer le bénéfice de ces articles, en matière de simple police. Il en est de même pour les membres du Parlement qui ne pourraient invoquer le bénéfice de l'inviolabilité parlementaire.

Toutefois, par dérogation au principe général, les militaires et marins de tous grades, ne sont pas justiciables des Tribunaux de simple police, à moins qu'ils ne soient en congé, en état de désertion, ou suspendus de leurs fonctions.

L'exception d'incompétence est toujours d'ordre public ; elle peut être opposée en tout état de cause par les parties, et doit être relevée, d'office, par le Juge (art. 160 du C. I. Cr.).

Poursuite des Contraventions

69. NOTIONS GÉNÉRALES

Les contraventions de police forment une infraction à l'ordre public ; la poursuite appartient au Ministère public ou à la partie qui réclame (art. 145 du C. I. Cr.) ; c'est donc au commissaire de police que doivent être remis ou adressés tous les procès-verbaux, rapports, dénonciations ou plaintes, relatifs aux contraventions commises dans le ressort du Tribunal de police (1).

Quoique saisi des pièces qui constatent une contravention, le Ministère public ne peut point poursuivre, si le prévenu vient à décéder. Si le décès a eu lieu depuis la poursuite, mais avant le jugement, le Ministère public doit requérir que le Tribunal déclare l'action publique éteinte ; s'il y a plusieurs prévenus, la mort de l'un d'eux n'empêche pas la poursuite ou le jugement des autres.

Lorsque des contraventions sont amnistiées, le Ministère public doit s'abstenir de les poursuivre et empêcher qu'elles soient jugées, si le Tribunal en avait été saisi.

Avant de poursuivre, le Ministère public doit s'assurer aussi si la prescription n'est pas acquise.

1. Et non au Juge de Paix comme cela se pratique souvent.

L'absence d'un procès-verbal ou d'un rapport, l'irrégularité d'un procès-verbal, ne peuvent et ne doivent pas faire obstacle aux poursuites. L'art. 154 du C. I. Cr., permet de prouver les contraventions par témoins, à défaut de rapports ou de procès-verbaux.

Sauf en certaines matières, comme, par exemple, pour l'injure non publique, où, d'ordinaire, la poursuite est laissée à l'initiative de la partie lésée, le retrait de plainte ne saurait empêcher le commencement ou la continuation des poursuites (1).

En effet, l'art. 4 du C. I. Cr., dit que la renonciation à l'action civile ne peut arrêter, ni suspendre l'exercice de l'action publique. D'autre part, il ne faut pas croire que le Ministère public soit obligé de poursuivre toutes les fois qu'il a en mains, soit un procès-verbal, soit une dénonciation, soit une plainte.

En effet, dans un fait dénoncé comme contravention, il y a deux intérêts distincts : celui de la Société et celui des parties lésées. Le Ministère public décide, seul (art. 1^{er} du C. I. Cr.), si l'intérêt de la Société a été lésé et, par suite, s'il est nécessaire d'intenter l'action publique, dont il a le dépôt (sauf les cas où la poursuite est obligatoire pour lui. Voyez infra n° 70 bis).

A leur tour, les parties lésées décident s'il leur est avantageux, ou non, de recourir à l'action civile (art. 1^{er} § 2 du C. I. Cr.).

Ces deux actions sont entièrement indépendantes l'une de l'autre. Bien qu'elles soient prescrites en même temps (art. 640 du C. I. Cr.), elles ne peuvent se faire obstacle, l'exercice de l'une n'entraîne pas nécessairement l'usage de l'autre (art. 2 du C. I. Cr.). Elles peuvent être poursuivies en même temps devant le Tribunal répressif ou séparément (art. 3 du C. I. Cr.) devant la juridiction pénale et devant la juridiction civile.

1. Toutefois, le Ministère public peut poursuivre d'office en cas d'injure non publique [arg. art. 60/2 de la loi du 29-7-1881]; une plainte n'est pas nécessaire.

Dans ce dernier cas, l'action civile est suspendue, tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique (art. 3 § 2 du C. I. Cr.).

Enfin, le Ministère public doit s'abstenir si le contrevenant est inconnu, trop vaguement indiqué, ou s'il n'a pas des éléments de preuve suffisants.

69 BIS. DES ENQUÊTES OFFICIEUSES EN MATIÈRE DE SIMPLE POLICE

Ici se pose une question qui a son intérêt.

Le commissaire de police a-t-il le droit de procéder, avant tout avertissement ou citation, à une enquête officieuse, pour éclairer sa religion, compléter des renseignements incomplets du procès-verbal, rassembler de nouvelles preuves ? (Voir supra n° 63, page 102).

Incontestablement, oui.

Si l'enquête doit se faire dans la localité où il exerce ses fonctions, il y fait procéder par ses services ; si elle porte dans une localité dépourvue de commissaire de police, il peut requérir la gendarmerie, conformément aux art. 67, 68 et 95 du Décret du 20 mai 1903.

Il arrivera, parfois, que le commandant de gendarmerie de l'arrondissement, fera des difficultés pour obtempérer à la réquisition, prétextant, soit son irrégularité, soit des nécessités de service.

Dans ces conditions, le plus simple est d'adresser un rapport au Parquet, concernant les points de l'enquête, même sans préciser que celle-ci devra être exécutée par la gendarmerie. Le procureur de la République requerra alors la gendarmerie, et le dossier reviendra ensuite au commissaire de police aussi vite que s'il avait requis directement la gendarmerie.

Il y a même des cas où cette enquête est nécessaire. Ex. : en matière de contravention aux automobilistes pour excès de vitesse et lorsque le numéro de la voiture a été seulement relevé.

70. CONSIGNATION AU GREFFE

Si la plainte de la partie lésée est nécessaire pour que le Ministère public puisse agir, comme il s'agit d'intérêts particuliers, il doit exiger que le plaignant se porte partie civile, et consigne au greffe la somme présumée nécessaire pour couvrir les frais.

Même si cette consignation préalable a eu lieu, il n'est pas obligé de poursuivre; si la contravention ne lui paraît le mériter. La partie civile qui persiste, n'a alors d'autres moyens que de citer directement, à ses frais et à ses risques.

Procédure antérieure à l'audience

70 BIS. PAR QUI ET COMMENT

LE TRIBUNAL DE POLICE EST SAISI

Le Tribunal de simple police est saisi, soit par le Ministère public, soit par la partie civile.

Dans certains cas, la poursuite est obligatoire pour le Ministère public, c'est :

1° Lorsque le Juge d'instruction ou la Chambre des mises en accusation, ont rendu une ordonnance ou un arrêt de renvoi en simple police (art. 129 et 230 du C. I. Cr.).

2° Lorsque le Tribunal correctionnel a déclaré que le fait dont il est saisi, constitue une contravention et s'est déclaré incompétent (art. 192 du C. I. Cr.).

3° Lorsque l'affaire est renvoyée devant le Tribunal de simple police par la Cour de Cassation (art. 427 du C. I. Cr.).

Le Tribunal est saisi (1), soit par la citation du Ministère public ou de la partie civile (C. I. Cr. 145), soit par la simple comparution des parties qui se présentent volontairement ou sur simple avertissement (C. I. Cr. 147).

1. La fixation des jours et heures d'audience, appartient au Juge de Paix (C. Pr. C., art. 8).

Un avertissement n'est même pas nécessaire pour saisir le Tribunal; il suffit que le prévenu soit présent à l'audience pour quelque cause que ce soit, et qu'étant ainsi présent, il accepte formellement un débat contradictoire (Cass. 1^{er} juillet 1869, D. 69-1-381).

71. AVERTISSEMENT A COMPARAITRE

Le prévenu et les personnes civilement responsables, peuvent donc ne pas être cités, et peuvent être appelés par une simple lettre, appelée avertissement (1).

Cet avertissement doit être donné par le Ministère public ou la partie civile.

Se conformant à une circulaire du Garde des Sceaux du 28-7-1897, certains magistrats du Ministère public exigent des prévenus et des personnes civilement responsables, un récépissé signé par eux, constatant qu'ils ont été invités à se présenter à l'audience de tel jour. Ce sont là des précautions d'une utilité contestable et en tous cas gênantes pour les intermédiaires, tels que Maires, commissaires de police, car de toutes façons, si les intéressés ne comparaissent pas, il faudra les citer régulièrement.

Par diverses circulaires, dans le but d'éviter des frais, la chancellerie recommande au Ministère public de ne faire citer l'inculpé, que s'il n'a pas comparu sur un premier avertissement (2).

Cet avertissement est porté par les agents de police, au chef-lieu de canton; et dans les autres communes, il est

1. Il en est de même des témoins [Circ. Chancellerie, 23-2-1887].

Il va sans dire que, sans citation, le témoin ne saurait être contraint de se présenter (art. 157 du C. I. Cr.).

Bien que le procédé préconisé par la circulaire en question, soit surtout employé vis-à-vis des fonctionnaires de tout ordre, il n'en donne pas moins d'excellents résultats, vis-à-vis d'un témoin ordinaire.

2. Le même souci d'économie se révèle dans la mention apposée sur les mémoires des salaires des huissiers, par le commissaire de police, Ministère public, qui certifie que les citations portées sur les dits mémoires ont été notifiées après avertissement préalable.

Cette mention précède sur les dits mémoires le *réquisitoire* au Juge de Paix d'avoir à délivrer l'*exécutoire* sur la caisse du Receveur de l'enregistrement.

transmis au Maire qui le fait remettre par ses appariteurs ou gardes champêtres (1).

L'avertissement n'est soumis à aucune condition de forme.

Le prévenu qui ne comparait pas sur un simple avertissement, ne peut être jugé par défaut (Cass. 4 mars 1848, Bull. Crim. n° 58 ; 20 décembre 1860, Bull. Crim. n° 293 ; 9 janvier 1897, Bull. Crim. n° 11 ; Cass. 29 mars 1912, D. 1913-1-375). Il faut, dans ce cas, le citer régulièrement pour une audience suivante.

71 BIS. ACCEPTATION DES PRÉVENUS

Il est très important de savoir quand un prévenu appelé par avertissement, peut être considéré comme comparant.

Cette question présente d'autant plus d'intérêt, qu'une pratique généralement répandue, admet que le prévenu doit être réputé comparant, lorsqu'il retourne au Ministère public ou au Juge, l'avertissement sur lequel il déclare accepter la condamnation.

Un arrêt du 17 décembre 1887 (Bull. Crim. n° 436), reconnaît implicitement la régularité de la procédure suivie en pratique. Cet arrêt ne donne pas de motifs, il n'a fait que tirer une conclusion générale des arrêts rendus antérieurement, sur la question (4 juillet 1851, Bull. Crim. n° 265 ; 2 juillet 1859, Bull. Crim. n° 164).

1. Voyez, à ce sujet, la circulaire du Garde des Sceaux du 31 mars 1921. Cette circulaire rappelle celle du 23-2-1887, dont la portée est générale et recommande le procédé du billet d'avertissement sans frais, toutes les fois qu'il est possible, pour la convocation des témoins et prévenus, devant les juridictions d'instruction et de répression.

La circulaire du 31 mars 1921, ajoute que dans les communes où il n'existe ni garde champêtre ou agent municipal, et dans le but d'éviter un déplacement au Maire, les billets d'avertissement officiels ne seront plus adressés en franchise aux Maires, mais envoyés directement par la poste aux prévenus et témoins. Dans cette hypothèse, d'ailleurs très rare, ce sera donc au Ministère public à faire l'avance des frais d'affranchissement. Le moindre doute à ce sujet, est levé par la réponse du Garde des Sceaux à une question de M. Cautru, député (J. off. 18 novembre 1921).

M. le Garde des Sceaux a oublié de dire comment le Ministère public pourrait récupérer ces frais d'avertissement. La chose nous paraît irréalisable. Aussi, dans cette hypothèse, la circulaire en question aura sans aucun doute, le sort de celle du 12 avril 1859, qui décidait que les frais de poste, pour avertissement officiels, seraient acquittés par les destinataires.

Elle n'a jamais été appliquée.

L'arrêt du 4-7-1851, dit notamment : « Attendu que la procuration spéciale de l'art. 152, n'est pas exigée à peine de nullité, que la disposition du dit article ouvre au Ministère public ou à la partie civile, une faculté légale, celle de s'opposer à l'audition d'un mandataire, dépourvu de procuration ».

Il ressort de ces arrêts que la jurisprudence se montre très tolérante en matière de représentation devant le Tribunal de simple police.

Logiquement, cette tolérance devait être étendue à l'aveu du prévenu, contenu dans un écrit adressé au Ministère public, au greffier, ou encore au Juge, à la condition que cet aveu émane bien du prévenu et qu'il soit sincère.

Quant aux garanties de la défense (art. 153 du C. I. C.), il est admis que celui qui déclare, dans un écrit signé par lui, qu'il accepte la condamnation, s'en rapporte à la Justice et par suite ne peut être considéré comme ne s'étant pas défendu. Dans ce cas, on peut donc lui appliquer les peines de la récidive.

72. CITATION

La citation est un acte par lequel une partie est appelée devant un Tribunal, soit comme inculpé, soit comme témoin, Le Tribunal de simple police peut toujours être saisi par une citation (1) ; et cette façon de procéder est obligatoire, quand le prévenu ne comparaît pas sur un simple avertissement. Mais, préalablement à toute citation, et quand il s'agit de nomades, marchands ambulants, forains, journaliers, domestiques (quand la responsabilité civile du maître n'est pas engagée), en un mot de gens dont la solvabilité est douteuse, nous avons inauguré, dans le canton de Beaucaire, un système qui a donné d'excellents résultats.

1. L'art. 147 est une simple faculté accordée par la loi ; les dispositions de cet article ne sauraient porter atteinte au droit que l'art. 145 donne au Ministère public et à la partie civile de faire régulièrement citer les contrevenants, sans avertissement préalable (Cass. 24 janvier 1852, D. 52-5-294 ; Cass. 1^{er} juillet 1864, D. 64-1-455).

Il s'agit de l'envoi, soit au Maire, soit au commissaire de police, à la gendarmerie, d'une demande de renseignements sur l'adresse, la qualité de propriétaire ou de locataire de l'individu suspect au point de vue solvabilité.

Au verso de la demande, l'autorité fournit les renseignements demandés et le Ministère public n'engage pas ainsi à la légère, des frais qui, en définitive, retomberaient sur le trésor.

On nous objectera que la loi est violée, que dans ces conditions, la répression n'existe pas. C'est possible ; mais citez, prenez un jugement de défaut, faites le signifier ; avec les tarifs actuels, vous arrivez à 65 fr. 55 au moins de frais.

Vous allez exécuter sur quoi ? il n'y a rien.

Reste la contrainte par corps, vous savez avec quelles difficultés elle est exécutée, et, de plus, notre délinquant aura levé le pied depuis longtemps.

Résultat final : les salaires de l'huissier à la charge du trésor, soit fr. 27, pour le moins, et la répression loin d'exister, est affaiblie, éternée.

La conclusion est facile à tirer.

Inspirons nous des législations voisines et surtout prenons des mesures plus sérieuses vis-à-vis de cette catégorie de délinquants (voyez infra n° 97 bis).

C'est donc le commissaire de police qui adresse à l'huissier de service les mandements de citation (appelés encore réquisitoires), concernant les prévenus ou témoins domiciliés dans le canton (1).

Celui-ci dresse les originaux de citation, fait les significations aux intéressés, et renvoie ensuite les originaux, en temps utile, au commissaire de police.

Les mandements contiennent le libellé de la citation et, par suite, ils doivent renfermer des indications précises et complètes (2).

1. Si les prévenus ou témoins sont domiciliés dans un autre canton, l'envoi est fait par l'intermédiaire du Juge de Paix de ce canton.

2. Ces indications n'ont pas la même importance quand le prévenu est renvoyé devant le Tribunal, par ordonnance du Juge d'Instruction, par arrêt de la Chambre d'accusation, etc. En effet, dans ces divers cas, il a fait l'objet d'une information préalable, et il sait parfaitement à quoi s'en tenir.

En effet, et on l'oublie trop souvent, c'est la citation qui fixe les limites du débat, afin que le prévenu puisse préparer sa défense (1).

Il suffit d'ailleurs que la citation énonce les faits qui sont l'objet de la poursuite; il n'est pas absolument indispensable de spécifier les textes applicables (Cass. 31 mai 1845, Bull. Crim. n° 186; 1^{er} février 1872, D. 72-1-205; 1^{er} août 1889, S. 89-1-495).

Lorsque la poursuite est dirigée à raison de plusieurs infractions, il faut que chacune d'elles soit suffisamment précisée.

Supposons un procès-verbal qui relève deux contraventions et une seule visée dans la citation, si le prévenu refuse de se défendre sur l'infraction non relevée, malgré les conclusions du Ministère public, le Tribunal ne pourrait statuer que sur la contravention relevée.

Dans un but d'économie et de bonne administration de la Justice, une circulaire du 16 novembre 1900 prescrit de grouper dans une poursuite unique, tous les procès-verbaux dressés dans l'intervalle de deux audiences, contre une certaine catégorie de contrevenants d'habitude, tels que cochers, filles soumises, maraudeurs, etc., de façon à ne motiver qu'un seul avertissement, une seule citation, un seul jugement et, s'il y a lieu, une seule signification.

Le commissaire de police doit veiller à ce que les délais de l'art. 146 du C. I. Cr. soient observés et il doit savoir que ce délai se compte d'heure à heure. Il doit donc prendre ses dispositions pour adresser ses mandements, en temps voulu, à l'huissier. Si dans les cas urgents (2), le Ministère public estime qu'il convient de citer le prévenu à comparaître le jour même, devant le Tribunal de simple police, il doit présenter, verbalement ou par écrit, une requête au Juge de Paix, qui apprécie (art. 146 § 2 du C. I. Cr.).

1. En matière d'injure non publique, la citation doit préciser et qualifier le fait incriminé, indiquer le texte de loi applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité (art. 60/4 de la loi du 29-7-1881) [voyez supra n° 69, note 1, page 108].

2. C'est en principe l'huissier qui doit donner la citation, cependant en cas de nécessité absolue (ex. : tous les huissiers du canton sont absents ou malades, et il y a urgence), on pourrait recourir à la gendarmerie pour faire signifier la citation (Décret du 20 mai 1903, art. 84).

Indépendamment des inculpés et témoins, peuvent être également citées, les personnes civilement responsables (1). Nous avons vu que la responsabilité civile est régie par l'art. 1384 du Code Civil. C'est ce qui résulte de l'art. 74 du Code Pénal.

Le commissaire de police doit donc examiner attentivement les procès-verbaux qui lui sont adressés et voir si la responsabilité civile des parents, maîtres, instituteurs, etc., doit être mise en cause, conformément à l'art. 1384 précité.

Cette question est très importante au point de vue des dommages-intérêts et des frais.

Formalités antérieures à l'audience

73. OBSERVATIONS GÉNÉRALES

C'est le Ministère public qui établit le rôle de l'audience (2). Dès que plusieurs affaires sont en état, il fixe, d'accord avec le Juge, la date de l'audience pour laquelle les avertissements ou citations seront donnés (3) aux prévenus, témoins, personnes civilement responsables.

Toutefois, si la partie civile intervient dans une poursuite du Ministère public, c'est à elle à faire citer les témoins qu'elle veut faire entendre et qui n'ont pas été cités par le Ministère public.

74. COMMUNICATION DES DOSSIERS

Les circulaires de la Chancellerie des 21 et 30 juillet 1854, portent : « bien que le commissaire de police soit libre de ne produire ses dossiers qu'à l'audience, il est convenable, en raison de ce qui a lieu dans les autres juridictions, d'en

1. Notons en passant, la rédaction défectueuse de l'art. 145, 2^e alinéa. En effet, s'il n'est dressé qu'un seul original, d'après la réquisition du Ministère public, cas habituel, l'huissier doit toujours laisser une copie au prévenu et une copie à la personne civilement responsable.

2. C'est le Juge, qui en sa qualité de Président, détermine dans quel ordre seront appelées les affaires.

3. Si la poursuite est faite directement par une partie civile, celle-ci peut choisir l'audience qui lui convient en s'entendant, toutefois, avec le Juge. C'est à elle, dans ce cas, à faire donner ses citations.

donner auparavant connaissance au Juge de Paix, lorsque celui-ci exprime le désir de s'éclairer sur la nature de l'affaire qu'il sera appelé à juger ».

En ce qui concerne les parties, aucun texte n'exige que le dossier leur soit communiqué, soit en simple police, soit en correctionnelle.

Mais la Cour de Cassation, par deux arrêts (14 mai 1835, Bull. Crim. n° 180 et 28 avril 1893, Bull. Crim. n° 110) a décidé que la communication des pièces au prévenu, aux personnes civilement responsables, à la partie civile, était nécessaire, pour que la défense soit libre et complète ; que, par conséquent, elle est de droit naturel et qu'il ne peut dépendre du Ministère public de refuser ou d'accorder à son gré la connaissance des pièces sur lesquelles peut s'appuyer la prévention.

Donc, par analogie avec l'art. 302 du C. I. Cr., l'obligation de communiquer le dossier existe dès que le prévenu a été averti ou cité.

75. ESTIMATION DES DOMMAGES

En matière de police rurale et forestière, quand le procès-verbal, base de la poursuite, ne contient pas les énonciations nécessaires au point de vue du dommage causé, le Ministère public (1) présente une requête au Juge de Paix, aux fins d'estimation (art. 148 du C. I. Cr.), soit par le Juge, soit par un expert (2).

Le commissaire de police peut assister à ce transport sur les lieux, mais sa présence n'est pas indispensable (Cass. 17-2-1888, S. 89-1-134).

1. La partie civile a le même droit.

2. S'il s'agit de faire une simple constatation, le Juge de Paix sera suffisant. S'il s'agit d'appréciations, où des connaissances techniques sont indispensables, l'expertise est nécessaire, et le Juge ne pourrait refuser de faire droit à la requête du Ministère public (ou de la partie civile) car il priverait la partie d'un moyen de justification [Cass. 12-6-1846, S. 48-1-509 ; 17 avril 1874, D. 75-1-239]. Il faut, cependant, que le fait à établir par l'expertise soit pertinent et concluant.

Procédure et Instruction à l'audience

76. NOTIONS GÉNÉRALES

ET MARCHE NORMALE DE L'INSTRUCTION

L'audience doit être publique (art. 153 du C. I. Cr.). La loi l'exige à peine de nullité (1).

Toutefois, quand l'intérêt de l'ordre et des mœurs, exige le huis clos, le Ministère public peut le réclamer (2).

C'est l'art. 87 du C. Pr. C. qui permet de déroger au principe de la publicité, et cela en matière civile.

En matière criminelle, c'est l'art. 81 de la Constitution du 4 novembre 1848, qui est toujours en vigueur.

Ce n'est pas le Ministère public qui a la police de l'audience, c'est le Juge, de même qu'il a la direction des débats (arg. 270 C. I. Cr.).

Ceci ne signifie pas que le Juge jouit d'un *pouvoir discrétionnaire*, comme celui conféré au Président de la Cour d'assises par les art. 268-269 du C. I. Cr. Ce pouvoir est spécial à ce magistrat et ne saurait être étendu au Président du Tribunal de simple police ou de police correctionnelle (Cass. 2 mars 1855, S. 55-1-559 ; 17-6-1869, S. 70-1-328, D. 70-1-144) (3).

D'après l'art. 152 du C. I. Cr., le prévenu peut se faire représenter par un fondé de procuration spéciale, c'est-à-dire muni d'une procuration écrite (4).

Quid - en cas de mandat verbal ?

Il est certain que le Ministère public a le droit de s'opposer à cette admission (Cass. 22 août 1857, D. 57-1-415 ; Cass. 16 décembre 1871, Bull. Crim. n° 183 ; Cass. 23 février 1877, D. 77-1-511).

1. D'après Berriat St-Prix [op. cit. p. 103], le commissaire de police n'a pas de costume spécial. Il doit porter l'écharpe tricolore et le Président du Tribunal de simple police peut exiger qu'il soit revêtu de cet insigne.

2. Le huis clos peut également être prononcé d'office. Il peut être limité à une partie seulement des débats.

Le jugement est toujours rendu publiquement.

3. Par suite, tout témoin devant le Tribunal de simple police, doit, en principe, être entendu sous serment.

4. Peu importe qu'elle soit, ou non, authentique. Il suffit qu'elle soit sur timbre et enregistrée.

Nous avons dit que c'était le Ministère public qui établissait le rôle (1) de l'audience, c'est-à-dire, le nombre et l'ordre des affaires à juger. Toutefois, en cas de dissentiment entre ce dernier et le Juge, c'est l'opinion de celui-ci qui doit prévaloir, car c'est lui qui a la direction des débats.

L'art. 153 du C. I. Cr., donne l'ordre dans lequel doit se faire l'instruction. Cet ordre n'est pas prescrit à peine de nullité et nous n'avons rien à signaler de particulier (2).

Quand un procès-verbal forme la base de la poursuite, il en est donné lecture par le greffier.

Puis, viennent les témoignages.

77. DE L'AUDITION DES TÉMOINS

Quels sont les témoins qui doivent déposer devant le Tribunal de simple police ? (3).

En principe, le Ministère public peut citer toute personne, sans distinction de sexe et de nationalité, pour déposer, sous serment, en Justice, sauf les exceptions prévues par la loi.

Ces exceptions sont :

1° L'incapacité résultant d'une condamnation pénale (art. 34 et 42 du C. P.) (4). Toutefois, cet incapable peut être entendu à titre de renseignement.

1. Au sujet des affaires qui doivent amener une grande affluence et celles qui sont susceptibles d'une longue discussion, voyez Berriat St-Prix [op. cit. n° 163, p. 113].

2. Remarquons cependant que l'art. 153 passe sous silence la représentation des pièces à conviction, les visites de lieux, l'interrogatoire du prévenu et tout ce qui concerne les personnes civilement responsables.

3. L'organe du Ministère public, ne peut, non plus, être entendu comme témoin, en vertu de la règle "nullus in re sua, etc."; le jugement basé uniquement sur un tel témoignage, serait nul [Cass. 27 mai 1841, Bull. Crim. n° 156]. Ceci est intéressant à constater, alors que c'est le commissaire de police qui a constaté l'infraction et l'a relevée dans un procès-verbal.

Mais ce même commissaire de police peut être entendu en témoignage, *en appel* [Cass. 6-8-1887, D. 88-1-43]. L'arrêt du 27 mai 1841, dit que la qualité de témoin est incompatible avec les fonctions du Ministère public, que c'est à bon droit que le Tribunal a repoussé le témoignage du commissaire de police, qu'en statuant ainsi, loin de violer l'art. 154, il s'y est conformé ainsi qu'aux principes constitutifs du Ministère public en France.

Quant à l'arrêt du 6 août 1887, il déclare en substance, qu'aucun texte n'interdit d'entendre, en appel, le commissaire de police, rédacteur d'un procès-verbal qui a servi de base à la poursuite et qui a ensuite soutenu la prévention devant le Tribunal de simple police, comme officier du Ministère public [voyez supra n° 61, note 2, page 95].

4. Si l'incapable a été entendu, avec prestation de serment, cette irrégularité n'est une cause de nullité qu'autant que le Ministère public, le prévenu, la partie civile, se sont opposés à sa déposition sous serment.

2° La parenté ou l'alliance (art. 156 du C. I. Cr.) (1).

3° Le fait d'être partie civile, bien que le C. I. Cr. ne le dise pas expressément (2).

Quand aux enfants, mineurs de 15 ans, ils peuvent être entendus sans prestation de serment (C. I. Cr. 79) (3).

La loi laisse au Ministère public une liberté complète d'appréciation pour le choix des témoins ; toutefois, il ne faut citer que les témoins dont l'audition paraît indispensable (4).

Il existe des règles spéciales pour certains témoins, ex : Ministres, Hauts Fonctionnaires, Sénateurs, Députés, Militaires, Préposés des contributions indirectes, Employés de chemins de fer, Détenus, Consuls étrangers, etc. (5).

Si le Ministère public estime que la déposition d'un témoin cité et défaillant, n'est pas indispensable, il ne peut y avoir de difficulté et le Jugement peut être rendu.

Mais si le Ministère public exige l'audition du témoin, alors que l'autre partie demande qu'il soit passé outre, ou inversement, le Juge est obligé de trancher la difficulté par un jugement (Cass. 11 août 1827, S. chr.).

Si le Tribunal estime que la déposition est indispensable, sur les conclusions du Ministère public, il condamne le témoin défaillant à une amende qui ne peut dépasser 100 fr. et ordonne sa réassignation pour une prochaine audience (art. 157 et 80 du C. I. Cr.).

Si à cette prochaine audience, le témoin fait de nouveau défaut, sur les réquisitions du Ministère public, le Tribunal prononcera la contrainte par corps (6) (art. 157).

1. Même observation que note 4, page 119.

2. Même observation que ci-dessus.

3. Les dénonciateurs, récompensés ou non, peuvent être entendus sous serment, en simple police.

4. Consulter, à ce sujet, les circulaires de la Chancellerie, des 16 août 1842 et 26 décembre 1845, en matière correctionnelle, qui recommandent d'éviter d'entendre sur un même fait, un grand nombre de personnes dont les dépositions seraient identiques.

5. Sur cette matière, voyez dictionnaire de simple police de M. Le Poittevin, T. II, p. 1027 et suivantes.

6. C'est le Ministère public qui, sur le vu d'un extrait du jugement, fait exécuter la contrainte.

De même, le témoin défaillant peut, sur excuses légitimes, et après conclusions du Ministère public, être déchargé de l'amende [art. 158].

En principe, le Juge doit entendre les témoins cités par les parties ; il n'a le droit de les repousser, qu'au cas où leur audition est inutile, soit parce que dans l'affaire, la preuve testimoniale est inadmissible, soit parce que les faits à établir sont déjà reconnus constants (1) (Cass. 8 juin 1844, D. 45-4-430 ; Cass. 26-2-1863, D. 64-1-246).

C'est ce qui a été jugé par les arrêts précités, en vue d'interpréter les mots : *s'il y a lieu*, de l'art. 153 du C. I. Cr. (2).

Mais pour que le défaut d'audition des témoins soit une cause de nullité, il ne suffit pas que certains n'aient pas été entendus, il faut que la partie qui les a cités, en ait réclamé l'audition par des conclusions formelles.

Par suite, le Ministère public, notamment, ne peut se faire grief de ce que les témoins qu'il a fait citer n'ont pas été entendus, alors que le Jugement ne constate pas que l'audition des témoins en a été requise par ses conclusions formelles (Cass. 17 mars 1876, Bull. Crim. n° 83).

Du principe que le Tribunal est tenu d'entendre tous les témoins cités, découle des conséquences importantes :

1° Si, à l'audience, les preuves sur lesquelles sont basées les poursuites, se trouvent insuffisantes, le Tribunal ne peut, à peine de nullité, refuser au Ministère public un sursis, afin de faire entendre de nouveaux témoins (nombreux arrêts).

2° Si le procès-verbal, base de la poursuite, est nul, le Ministère public a le droit de prouver, par témoins, l'infraction et, par suite, le Tribunal doit lui accorder un délai pour les faire citer (Cass. 23 septembre 1837, Bull. Crim. n° 292).

3° Si le prévenu a fait entendre des témoins dont les dépositions semblent infirmer le procès-verbal, le Ministère

1. Quid - en cas de faux témoignage ?

Il faut que le faux témoignage soit évident et de nature à influencer d'une façon décisive, l'issue du procès. Dans ce cas, le Ministère public peut requérir l'arrestation du témoin et qu'il soit dressé procès-verbal des faits (arg. art. 331 du C. I. Cr.). Il est sursis au jugement de l'affaire.

2. L'arrêt du 8 juin 1844, dit que "le Tribunal n'a pas le droit arbitraire d'entendre ou de ne pas entendre les témoins produits".

public peut demander un délai pour faire citer des témoins qui, d'après lui, rétabliront la vérité des faits (Cass. 26 février 1863, D. 64-1-246) (1).

Reproches. — Le Ministère public peut s'opposer à l'audition d'un témoin quand celui-ci est inhabile à témoigner (art. 156 du C. I. Cr.).

Si les autres parties ne font pas d'objection au reproche, il n'y a pas d'incident contentieux. Si les parties ne sont pas d'accord, il faut que le Tribunal statue par un jugement motivé.

L'opposition doit être formée soit avant, soit après la prestation de serment, mais pas plus tard.

Le Ministère public peut poser directement ses questions aux témoins, après avoir demandé la parole au Président.

Il a également le droit de produire toutes les pièces qui lui paraissent utiles pour soutenir la prévention.

Mais le prévenu jouissant du même droit, ainsi que la partie civile, il en résulte que toute pièce produite doit avoir fait l'objet d'un débat contradictoire. Par suite, si elle est produite pour la première fois à l'audience, la partie adverse est en droit de demander le renvoi de l'affaire pour se renseigner, tant sur la valeur de la pièce, que sur les faits qu'elle constate.

Après l'interrogatoire du prévenu (2), les conclusions de la partie civile, la défense du prévenu, l'audition, s'il y a lieu, de témoins à décharge, la défense des personnes civilement responsables, le Ministère public, aux termes de l'art. 153 du C. I. Cr., résume l'affaire et donne ses conclusions (3).

1. Pour que le Tribunal puisse utilement repousser l'audition de nouveaux témoins proposés par le Ministère public, il faut que leur audition soit inutile en raison de la non admission de la preuve testimoniale, ou que les faits à établir aient déjà été reconnus constants.

2. Cet interrogatoire n'est pas exigé, puisque le prévenu n'est pas obligé de comparaître en personne.

Le Juge a le droit, au cours des débats, et cela, soit d'office, soit sur les conclusions, d'ordonner d'autres mesures d'instruction, telles que : visites des lieux, expertises.

3. L'ordre de l'art. 153 n'étant pas prescrit à peine de nullité, il importe peu que le Ministère public ait eu la parole avant ou après la défense, du moment qu'il a toute liberté pour requérir (Cass. 13 juin 1902, Bull. Crim. n° 222).

78. CONCLUSIONS DU MINISTÈRE PUBLIC

L'exécution de ces prescriptions est rigoureuse ; il y a nullité si le Ministère public n'a pas donné ses conclusions ou, du moins, n'a pas été mis en demeure de le faire.

C'est là un principe général sur lequel la jurisprudence n'a jamais varié.

Cette audition est de rigueur, non seulement pour le Jugement de fond, mais pour tous les Jugements avant faire droit.

Ordinairement, le Ministère public déclare "qu'il requiert l'application de la loi" ou "qu'il s'en remet à la sagesse du Tribunal".

Mais il y a des affaires qui demandent de la part du magistrat, un véritable réquisitoire. C'est ici que se pose la question de *l'indépendance du Ministère public*.

Tout d'abord il est absolument certain que le commissaire de police, Ministère public, est indépendant du Tribunal de simple police.

Par suite, le Juge de Paix ne saurait s'arroger un droit de censure à son égard, lui adresser des observations à l'audience et blâmer ou critiquer ses actes dans ses jugements (Décisions nombreuses de la Cour suprême).

D'autre part, il est certain que le commissaire de police, aux termes de l'art. 45 de la loi du 20 avril 1810, est sous la surveillance et la direction du Procureur général, auquel appartient la plénitude de l'action publique, dans l'étendue du ressort.

On a soutenu que les commissaires de police, en tant qu'officiers du Ministère public, étaient les substituts du procureur de la République (arg. art. 6 de la loi du 20-4-1810, qui qualifie celui-ci de substitut du procureur général et, par suite, le place sous sa surveillance et sa direction).

La Cour suprême l'avait d'abord nié (Cass. 6 août 1824, S. chr.), puis elle avait déclaré que "le Ministère public est indivisible et que, par suite, les officiers qui l'exercent en simple police, sont les substituts des procureurs du Roi" (Cass. 27 août 1825, S. chr. ; 19 septembre 1834, S. 35-1-66).

Nos meilleurs criminalistes repoussent ce dernier système (Faustin Hélie, Mangin, Le Poittevin, Garraud) et déclarent qu'en l'absence de texte formel, les commissaires de police sont les substituts du procureur général, en ce qui concerne l'exercice de l'action publique, près le Tribunal de police, comme les procureurs de la République le sont en matière correctionnelle.

Il n'y a là, disent-ils, aucune dérogation au double principe de l'indivisibilité et de la subordination hiérarchique du Ministère public en France.

Pratiquement, c'est le procureur de la République qui surveille et dirige l'exercice de l'action publique, devant le Tribunal de police.

Faustin Hélie qui combat, en droit, ce système, reconnaît que cet usage se justifie en fait, et il en donne les raisons (op. cit. t. I, n° 504). Il s'appuie surtout sur les art. 178 et 249 du C. I. Cr.

Donc, toutes les fois qu'il y est invité, alors même qu'il estimerait qu'il n'y a pas matière à poursuite, le commissaire de police doit obéir aux ordres émanant, soit du procureur général, soit du procureur de la République (1).

Mais à l'audience, et c'est ici un point capital, le magistrat ne relève plus que de sa conscience. Son indépendance est tellement absolue (voyez infra n° 79), qu'après avoir poursuivi de lui-même, sans aucune injonction hiérarchique, il peut abandonner la prévention, si ses convictions l'exigent.

Tel est le sens du fameux adage "si la plume est servie, la parole est libre" (2).

D'après l'art. 153 du C. I. Cr., le prévenu peut répliquer au Ministère public ; le même droit existe au profit des personnes civilement responsables.

1. En droit, nous ne saurions trop le répéter, le commissaire de police n'a pas à obéir aux injonctions du procureur de la République. Comme chef hiérarchique, en l'espèce, il n'a que le procureur général. Mais en fait, il fera mieux de s'incliner, sauf à reprendre sa liberté à l'audience, ou si l'affaire est grave et sérieuse, à en référer directement au procureur général.

2. Si le Ministère public est entièrement libre dans ses conclusions, il n'en reste pas moins vrai qu'il ne peut se désister de l'action qu'il a intentée (voyez supra n° 61).

Le Ministère public peut répondre, et bien que la loi ne le dise pas, l'art. 335 du C. I. Cr. doit être appliqué en simple police. Par suite, le prévenu a le droit de parler le dernier (1).

En simple police et en police correctionnelle, le Juge ne prononce pas la clôture des débats. Il en résulte que tant que le jugement n'est pas rendu, alors même que l'affaire a été renvoyée, le Ministère public (comme les autres parties, d'ailleurs), a le droit de prendre de nouvelles conclusions et de produire des pièces nouvelles (Cass. 11 novembre 1843, D. 45-4-498; Cass. 17 janvier 1868, D. 68-1-359; Cass. 19 avril 1894, D. 96-1-50).

79. IMMUNITÉ JUDICIAIRE DU MINISTÈRE PUBLIC

L'indépendance du Ministère public se manifeste par l'immunité dont il jouit dans ses conclusions à l'audience.

Cette immunité n'a pas sa source dans l'art. 41 § 3 de la loi sur la presse, qui ne protège que les parties, leurs avocats, avoués, les amis ou parents des parties, autorisés à plaider pour elles, les défenseurs officieux près la Justice de Paix.

Elle a sa source dans la nature et le caractère des fonctions du Ministère public.

Un arrêt de la Cour suprême, du 2 février 1900 (Journal des Parquets 1900-2-58, S. 1901-1-204), décide que les magistrats du Ministère public ont, sous le contrôle des autorités sous la surveillance desquelles ils sont placés, le droit de dire ou d'écrire, tout ce que dans leur conscience, ils estiment être nécessaire à l'accomplissement de leur mission.

Par suite, ces magistrats ne sauraient donner lieu, *en aucun cas*, à une action en diffamation ou injure, et les Tribunaux ne sauraient donner acte au prévenu, des passages du réquisitoire où il prétend trouver un délit de diffamation

1. La partie civile ne peut répondre au Ministère public; elle a seulement le droit de faire remettre au Tribunal, des notes écrites [art. 87 du Décret du 31 mars 1808].

ou d'injure (Cass. 20 octobre 1835, S. 36-1-153; Cass. 11-1-1851, D. 51-5-407; Cass. 29-9-1869, D. 74-5-339).

On peut donc dire que leur liberté est encore plus grande que celle des parties ou de leurs conseils, à laquelle l'art. 41 § 4, apporte des restrictions.

80. EXCEPTIONS ET INCIDENTS

Nous savons que les parties ont le droit de demander au Tribunal de simple police, toutes les fois qu'elles le jugent utile, soit l'audition de témoins, soit des descentes sur les lieux, des expertises, etc. (1).

Elles peuvent soulever également des *exceptions*; par exemple, l'incompétence du Tribunal, la prescription, la chose jugée, l'ignorance de la loi [art. 4 du Décret-loi du 5 novembre 1870], etc.

Elles peuvent aussi soulever des *questions préjudicielles* qui, en matière de simple police, sont toujours préjudicielles au Jugement (et non à l'action); ce qui signifie que le Jugement ne peut être rendu avant que la question ait été résolue.

Comment doivent être formulées ces demandes ?

Le Code étant muet, il faut en conclure que les conclusions du Ministère public peuvent être écrites ou verbales. Si elles sont verbales, le greffier doit en prendre note.

En matière de simple police, ces questions sont toujours ou civiles ou administratives.

Les questions de droit civil ont trait à des exceptions de droit de propriété ou de tout autre droit réel.

La source de ces questions se trouvant dans l'art. 182 § 1 du Code forestier, nous n'avons pas à nous en préoccuper puisque les contraventions en matière forestière sont poursuivies par les agents forestiers (art. 144 du C. I. Cr., modifié par la loi du 31-12-1906).

1. Elles peuvent également demander une remise de cause. S'il s'agit simplement de convenances des parties, le Juge apprécie souverainement. Mais la remise est obligatoire quand il s'agit de faire citer des témoins pour suppléer au procès-verbal (voyez supra n° 77), quand il faut mettre en cause un tiers, quand il y a présomption de faux témoignage.

Les questions de droit administratif, soulevées par le Ministère public ou la partie civile, ont leur source dans le principe de la séparation des pouvoirs (loi 16, 24 août 1790, titre II, art. 13 ; loi 28 pluviôse, an VIII, art. 3).

Ceci signifie que les tribunaux de simple police ne peuvent interpréter les actes et contrats émanant de l'autorité administrative en tant que puissance publique.

Toutefois, si ces tribunaux ne peuvent trancher une question de droit administratif, ni déterminer la portée d'un acte administratif ou l'interpréter en cas d'obscurité, ils ont cependant le droit de rechercher si l'acte en question est légal, c'est-à-dire s'il a été pris par l'autorité publique dans le cercle de ses attributions, et en cas de négative, d'en déclarer l'illégalité (471 § 15 du C. P.).

C'est en matière d'alignement, de dégradation de chemin public, de pavage, de trottoirs, etc., que ces questions de contentieux administratif se présenteront.

Police de l'audience (1)

C'est le Président qui a cette police (C. Pr. C. art. 88, Décret 30 mars 1808, art. 96).

81. TROUBLES A L'AUDIENCE

En cas de trouble à l'audience, le Président applique les art. 89 du C. Pr. C. ou 504 du C. I. Cr. Les conclusions du Ministère public ne sont pas nécessaires, mais c'est à sa requête que l'ordonnance d'incarcération est exécutée (2).

Actes irrespectueux commis par les parties

L'art. 504 du C. I. Cr. a une portée générale, mais si les parties (inculpé, partie civile ou leur fondé de pouvoir) commettent des actes irrespectueux envers le Juge, ce dernier peut leur appliquer les art. 10 et 11 du C. Pr. C.

1. Législation très touffue. Il y a des textes divers, notamment dans le Code de Procédure Civile et dans le Code d'Instruction Criminelle. Toutefois, ce dernier Code étant plus récent, doit l'emporter en cas de dispositions contraires.

2. Dans les chefs-lieux de canton où il n'y a pas de maison d'arrêt, la peine est purgée à la prison municipale, ou à la chambre de sûreté de la gendarmerie.

Le Ministère public doit être entendu dans ses réquisitions. C'est lui qui fait exécuter le Jugement, qui est toujours exécutoire par provision (art. 12 du C. Pr. C.).

Tumulte accompagné d'injures ou de voies de fait

Si une injure, une diffamation, un outrage, accompagnés de tumulte ont eu lieu, à l'égard du Juge, du Ministère public, il y a lieu d'appliquer les art. 505 du C. I. Cr. et 222 du Code Pénal. Peu importe de qui émane l'acte délictueux (partie, témoin, assistant).

Autres délits ou crimes commis à l'audience et ne constituant pas des troubles d'audience

Si un crime ou un délit, autres que ceux spécifiés ci-dessus, sont commis à l'audience de simple police, c'est l'art. 506 ou 509 (1) du C. I. Cr. qui est applicable (2).

Des Jugements de simple police

82. ÉNUMÉRATION DES JUGEMENTS

Afin de pouvoir examiner les voies de recours contre les jugements de simple police, nous devons, dans un but de clarté, dire quelques mots sur les dits jugements.

Il existe :

Des jugements en *premier* et en *dernier ressort*.

Des jugements *contradictaires* et *par défaut*.

Des jugements *définitifs* et *avant faire droit*.

1^o Les jugements sont dits en dernier ressort, quand ils ne sont pas susceptibles d'appel. Ceux susceptibles d'appel sont appelés jugements de premier ressort.

Sont susceptibles d'appel : 1^o les jugements prononçant une peine d'emprisonnement ; 2^o les jugements, dont les amendes, restitutions ou autres réparations civiles excèdent la somme de cinq francs, outre les dépens (art. 172 du C. I. Cr.).

1. L'art. 509 a une portée générale et peut être appliqué par le commissaire de police, remplissant publiquement un acte de son ministère (voir infra n^o 96).

2. L'art. 181 du C. I. Cr. n'est pas applicable aux Tribunaux de simple police.

2° Le jugement est dit contradictoire, quand les parties comparaissent, soit volontairement, soit sur citation, devant le Tribunal et se défendent au fond.

Il est par défaut, quand l'une des parties ne comparaît pas par elle-même ou par mandataire, ou si comparaisant, elle refuse de se défendre au fond.

Il ne peut être donné défaut contre le Ministère public, puisque son concours est indispensable à la validité des jugements. Par suite, les jugements sont toujours contradictoires à son égard (art. 149 du C. I. Cr.).

3° Les jugements définitifs statuent au fond et terminent l'affaire. Ex. : Jugements de condamnation, d'absolution, d'acquiescement (ou mieux de relâche) (1), de débouté d'opposition, d'incompétence. Les jugements avant faire droit statuent, au cours du procès, sur des incidents ou des exceptions. Ils se divisent en deux grandes catégories : les préparatoires et les interlocutoires (2).

Ceux-ci, qui, par leurs conséquences juridiques, pourraient être classés dans les définitifs, préjugent le fond même du procès. Les autres tendent simplement à mettre la cause en état d'être jugée au fond.

Voies de Recours contre les jugements de simple police

Les voies de recours, sont : l'appel, l'opposition, le pourvoi en Cassation.

83. APPEL

Disons de suite que le Ministère public ne peut, en aucun cas, appeler des jugements de simple police. Il ne peut que se pourvoir en Cassation (Cass. 2 décembre 1825, Bull. Crim. n° 232 ; 24 février 1827, D. 27-1-152 ; 10 février 1848, D. 50-5-26).

1. En simple police, on ne parle pas d'acquiescement ou d'absolution. On dit simplement que l'inculpé est renvoyé des fins de la plainte.

2. Nous reviendrons sur cette distinction en traitant du Pourvoi en Cassation (voir infra n° 85).

C'est à lui cependant qu'incombe le soin de veiller à ce que le greffier mette le dossier en état. Celui-ci comprend un relevé des notes d'audience, la copie du Jugement et une expédition de la déclaration d'appel qui, depuis la loi du 6 avril 1897, modifiant l'art. 174, doit être faite au greffe de Paix (1). L'appel est porté au Tribunal correctionnel [art. 174 du C. I. Cr.].

Effets de l'appel

L'Appel étant suspensif (art. 173 du C. I. Cr.), l'exécution du Jugement ne peut être poursuivie par le Ministère public (ou la partie civile) pendant le délai fixé par l'art. 174 (10 jours).

84. OPPOSITION

L'opposition est une voie de recours donnée au prévenu, à la partie civile, aux personnes civilement responsables, quand il a été statué, à leur égard, par défaut.

Nous savons qu'il ne peut jamais être donné défaut contre le Ministère public.

D'après l'art. 151 § 1 du C. I. Cr., il y a deux manières de former opposition :

1^{re} manière. — Déclaration à l'huissier, et mention de cette déclaration au bas de l'acte de signification.

2^e manière. — Acte notifié dans les trois jours de la signification, aux parties poursuivantes. Cet acte peut être un exploit d'huissier ou une simple lettre, recommandée ou non.

Une *3^e manière* est admise par la jurisprudence, vis-à-vis du Ministère public ; c'est une déclaration au greffe du Tribunal de simple police (Cass. 14 mai 1892. D. 92-1-579).

Effets de l'opposition

Le Jugement par défaut est considéré comme non *avenu* et les parties sont remises dans le même état qu'avant le dit Jugement.

1. Il n'est pas nécessaire de notifier l'appel au Ministère public (Cass. 16 avril 1858, Bull. Crim. n° 127 ; Cass. 24 mars 1881, Bull. Crim. n° 85).

De plus, l'opposition emporte de plein droit citation à la première audience, après l'expiration des délais visés par l'art. 146 (C. I. Cr., art. 151 § 2).

Si l'opposant ne comparait pas, la déchéance n'est pas encourue de plein droit. Par suite, le Ministère public peut demander une remise ; mais s'il requiert formellement la déchéance, le Juge de simple police est tenu de la prononcer (Cass. 10 juin 1843, S. 43-1-904).

85. POURVOI EN CASSATION

D'après l'art. 177 du C. I. Cr., toutes les parties ont le droit de se pourvoir en Cassation.

Le Magistrat compétent est, en ce qui concerne le Ministère public (1), celui qui a rempli ces fonctions devant le Tribunal de simple police (Cass. 1^{er} mai 1857, D. 57-1-270).

Pour que le pourvoi soit possible, il faut que le Jugement soit définitif et en dernier ressort.

Nous avons vu ce qu'on entendait par Jugement définitif et en dernier ressort, et nous savons, d'autre part, que le Ministère public ne peut faire appel.

Par suite, la recevabilité du pourvoi n'est plus la même, s'il s'agit du Ministère public, des prévenus, des parties civiles, ou des personnes civilement responsables.

En ce qui concerne le Ministère public, il peut se pourvoir valablement :

1° Contre tout jugement de relaxe (ou d'acquittement).
2° Contre tout jugement de condamnation, quelle que soit la peine (amende ou prison).

3° Contre tout jugement statuant sur la compétence.

4° Contre tout jugement avant faire droit, mais ayant le caractère interlocutoire, c'est-à-dire préjugant le fond.

Ex. : Jugement statuant sur une exception, sur une mesure d'instruction.

1. Le procureur général et le procureur de la République, n'ont pas le droit de se pourvoir contre les Jugements du Tribunal de simple police, mais ils peuvent inviter le Ministère public près ce Tribunal, à se pourvoir [voyez l'ordre donné en décembre 1921, au commissaire central de Nîmes, de se pourvoir contre un jugement concernant les infractions à la loi Grammont — Courses de taureaux, avec mise à mort — et relaxant toréadors et impresarios].

La forme des pourvois est réglée par les art. 417 à 424 du C. I. Cr. Le commissaire de police, Ministère public, doit donc faire une déclaration au greffe du Tribunal de simple police. Cette déclaration qui est signée par lui et le greffier (1), mentionne :

- 1° La date du jugement ;
- 2° Le nom du canton où siège le Tribunal de simple police ;
- 3° Le montant de la condamnation (s'il y a lieu) (2) ;
- 4° La nature de la contravention [3].

Quand le pourvoi émane du Ministère public ou de la partie civile, il doit être notifié dans un délai de trois jours, à la partie contre laquelle il est dirigé, par exploit d'huissier (4).

Le Ministère public est dispensé de l'amende prévue par les art. 419 et 420.

Le délai est de trois jours *francs* (art. 373 du C. I. Cr.).

Ex. : on peut former un pourvoi le 20, contre un jugement rendu le 16 (5), ce qui fait, en réalité cinq jours (Cass. 22-6-1900, D. 1900-1-616).

En ce qui concerne le point de départ du délai, il faut distinguer suivant que le jugement condamne ou relaxe et, s'il condamne, s'il est contradictoire ou par défaut.

Jugements de condamnation

a) Si le jugement est *contradictoire et en dernier ressort*, le délai court, à l'égard de toutes les parties, du jour de la prononciation du jugement (Cass. 3-2-1865, D. 65-1-322 ; 12-11-1875, D. 78-5-78).

Si le jugement est contradictoire, mais susceptible d'appel, le pourvoi du Ministère public ou de la partie civile, n'est recevable et ne court que du jour où est expiré le délai

1. Le greffier n'est pas juge de la valeur juridique du pourvoi, il doit dresser l'acte, s'il en est requis, alors même que le délai légal serait expiré 2 et 3. Circulaire du procureur général près la Cour suprême, du 25-6-1893.

4. Ce délai n'est pas prescrit à peine de nullité, mais le défaut de notification entraîne pour le défendeur, la voie de l'opposition.

5. Les jours fériés sont comptés dans le délai.

d'appel de l'inculpé (Cass. 10-4-1863, Bull. Crim. n° 111 ; Cass. 4 février 1864, D. 65-1-450 ; Cass. 3 juin 1864, D. 65-1-450 ; Cass. 17 mai 1873, D. 73-1-315 ; Cass. 10 mars 1900, D. 1900-1-403).

b) *Les jugements par défaut* ne sont susceptibles de pourvoi en Cassation, que lorsqu'ils ne peuvent plus être attaqués par la voie de l'opposition (Cass. 17 mai 1873, D. 73-1-315 ; Cass. 14 juin 1884, S. 84-1-399), alors même que dans l'acte de pourvoi, l'inculpé aurait déclaré renoncer à la voie de l'opposition (Cass. 26-1-1882, D. 82-1-276).

Par suite, le Ministère public ne peut se pourvoir contre un jugement par défaut, qu'après l'avoir au préalable fait signifier au condamné (Cass. 23-7-1842, S. 42-1-973 : 24 mars 1855, D. 55-1-219).

Le délai de pourvoi commence à courir du jour de l'expiration du délai que la loi accorde au condamné pour former opposition, c'est-à-dire dans les trois jours de la signification du jugement (art. 151 § 1 du C. I. Cr.).

Jugements de relaxe.

S'il s'agit d'un jugement d'acquiescement (relaxe), le délai de pourvoi court du jour du jugement, que celui-ci soit contradictoire ou par défaut (Cass. 14 novembre 1872, D. 73-5-71).

Pièces à l'appui du pourvoi

L'art. 422 du C. I. Cr. exige que les pièces à l'appui du pourvoi resteront pendant 10 jours au greffe du Tribunal, afin que le demandeur en Cassation puisse produire une requête contenant ses moyens de Cassation. Cette requête n'est pas exigée à peine de nullité, et il est rare que les commissaires de police s'y conforment.

Par diverses circulaires, des 14-10-1887, 2 mai 1889, 17-1-1890, de la Chancellerie, ils sont tenus de produire un *rapport* à l'appui de leurs pourvois et ce rapport doit être communiqué au procureur de la République. Ce magistrat est tenu, *dans tous les cas*, de formuler un avis motivé, sur les pourvois qui lui sont transmis,

C'est au greffier qu'incombe le soin de former le dossier et de dresser l'inventaire des pièces (1) (423 § 2 du C. I. Cr.). Le dossier est remis par le greffier au commissaire de police, qui l'expédie au procureur de la République.

Ouvertures à Cassation

Les art. 408 et 410 du C. I. Cr. donnent les motifs d'ouvertures à Cassation (2).

Il faut y ajouter les nullités prévues par l'art. 504 du C. Pr. C. et par l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810.

Ces ouvertures à Cassation sont :

1° Violation ou omission des formalités prescrites à peine de nullité ;

2° Incompétence ;

3° Refus de statuer sur une ou plusieurs demandes du Ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi ;

4° Le fait, par le Juge, de n'avoir pas assisté à toutes les audiences de la cause ;

5° Le défaut de publicité ;

6° Le défaut de motifs ;

7° Violation ou fausse application de la loi pénale.

A côté de ces ouvertures, il y a des fins de non recevoir. Celle qui intéresse le Ministère public est celle qui résulte de l'appréciation souveraine des faits, par le Juge, du fond (3).

Effets du pourvoi

En ce qui concerne les effets du pourvoi, celui-ci est suspensif (art. 373 du C. I. Cr.).

Arrêts de rejet. — Si le pourvoi est rejeté, la décision attaquée acquiert force de chose jugée (art. 438 du C. I. Cr.).

1. L'art. 423 § 2 du C. I. Cr. prévoit une amende de 100 fr. contre le greffier, pour le défaut d'inventaire. Le Magistrat du Ministère public doit bien se garder de signer cet inventaire, car c'est lui qui encourrait l'amende [Cass. 3 juin 1875, Bull. Crim. n° 170].

2. Les art. 408 et 410, n'ont fait que reproduire les art. 23 et 24, titre VIII, de la loi des 16-29 septembre 1791.

3. Toutefois, il ne faut pas exagérer cette fin de non-recevoir. La Cour suprême, en effet, se réserve le droit de contrôler si les faits reconnus constants par le Juge du fond, ont bien reçu leur qualification légale,

L'extrait de l'arrêt de rejet est transmis au magistrat du Ministère public (art. 439 du C. I. Cr.), qui le dépose au greffe du Tribunal de simple police et le fait notifier aux intéressés. Ce même magistrat fait, de suite, exécuter la décision, devenue définitive.

Arrêts de Cassation. — Si le jugement est annulé, les parties sont remises dans le même état qu'avant le procès.

La décision de l'affaire est renvoyée à un autre Tribunal (art. 427 du C. I. Cr.).

Terminons, en rappelant que le Ministère public ne peut jamais se désister du pourvoi qu'il a intenté (Cass. 21 novembre 1839, S. 40-1-548) (voyez supra n° 61 in fine).

Exécution des jugements de simple police (art. 165 du C. I. Cr.)

86. NOTIONS GÉNÉRALES

Les jugements de simple police ne sont susceptibles d'exécution, qu'autant qu'ils sont définitifs. Cette qualité de définitifs s'obtient, en principe, par des significations assez coûteuses.

Dans un but d'économie, depuis la loi du 7 avril 1897 (1), on ne signifie plus les jugements contradictoires.

Il en est autrement des jugements par défaut ; ceux-ci, en effet, tant qu'ils ne sont pas signifiés, restent à l'état de simple procédure, alors même que le condamné par défaut aurait acquiescé au Jugement, en payant, par exemple, l'amende et les frais du procès (2) (Cass. 17-2-1859, Bull. Crim. n° 56 ; Cass. 24-1-1862, Bull. Crim. n° 31).

87. SIGNIFICATION DES JUGEMENTS PAR DÉFAUT

On devrait donc signifier tous les jugements *par défaut*.

Toujours dans le même but d'économie, aussi bien en faveur du condamné que du Trésor (insolvables), la

1. Cette loi a modifié l'art. 174 du C. I. Cr.

Voyez également, au sujet de cette loi, la circulaire du 16 avril 1897.

2. Le Jugement n'acquiert pas force de chose jugée, parce que le condamné n'a jamais le droit de renoncer à l'exercice d'une voie de recours et, que par suite, son acquiescement est considéré comme nul et non avenue.

Chancellerie, dans une circulaire du 15-12-1833, a tracé des règles pour le Ministère public (1) ; les voici :

S'il s'agit d'un jugement portant *peine d'emprisonnement*, il *doit toujours être signifié*.

S'il s'agit d'un jugement condamnant simplement à une amende, on procède par le mode *d'extraits provisoires* de jugements transmis par le greffier, au receveur des finances (2) [ou Trésorier payeur général dans les arrondissements chefs-lieux].

Si le condamné par défaut ne paye pas, le magistrat du Ministère public fait alors signifier le jugement.

Ce magistrat est avisé du défaut de paiement, par l'état des condamnés retardataires, qui lui est transmis par le Receveur des finances (ou le Trésorier payeur général).

A cet état, sont joints :

- a) L'extrait provisoire précité,
- b) Une feuille de renseignements concernant la solvabilité, ou l'indigence du condamné. Cette feuille est signée par le Maire, le percepteur, le receveur d'enregistrement, du domicile du condamné. Si l'infraction a été commise dans un canton autre que celui du domicile, les mêmes autorités du dit canton, fournissent des renseignements semblables, et cela, par mesure de garantie.

Sur le vu de ces renseignements, le Ministère public décide s'il y a lieu de faire signifier le jugement de défaut (3).

Il mentionne sa décision dans la colonne n° 11, de l'état en question.

1. Quand il y a une partie civile en cause, elle agira sagement, en faisant, dans tous les cas, signifier les jugements.

2. Ces règles ont un inconvénient en matière de récidive. Dans les matières où les récidives sont fréquentes et où il y a intérêt à les constater, on devrait toujours faire signifier les Jugements par défaut, même quand ils ne prononcent qu'une amende (Ex. : ivresse — Circulaires de la Chancellerie, des 23-2-1874, 14 août 1876).

En réalité, on ne signifie que si le condamné ne paye pas.

S'il paye, le Jugement n'en reste pas moins par défaut.

3. L'état porte : « Vu et communiqué à M. le commissaire de police pour qu'il veuille bien faire connaître, dans un délai de huit jours [col. 11], s'il a jugé utile, ou non, de faire signifier les jugements ».

Le commissaire de police n'a pas à donner les motifs de sa décision.

Il n'y a donc pas, ici, comme certains l'ont prétendu, immixtion de l'administration des finances dans les attributions de la Justice,

S'il ne fait pas signifier le jugement, ce dernier reste à l'état de simple procédure.

S'il le fait signifier, dix jours après cette signification, le jugement devient définitif et le greffier délivre au Receveur des finances un extrait définitif.

Sur le vu de cet extrait, on peut passer aux voies d'exécution, sur les biens et même sur la personne (1).

88. COMMENT SE FONT LES SIGNIFICATIONS DES JUGEMENTS DE DÉFAUT ?

Il faut distinguer suivant que le condamné est, ou non, domicilié dans le canton du Tribunal de simple police.

Dans le premier cas, l'huissier, à la requête du Ministère public (2), va copier au greffe le jugement et le signifie ensuite (3). Cette copie s'appelle *expédition* du jugement.

Dans le deuxième cas, la copie du jugement est remise par le greffier au Ministère public qui la transmet à l'officier du Ministère public près le Tribunal de simple police du domicile du condamné, aux fins de signification. Cette copie s'appelle *grosse* du jugement. Elle contient la formule exécutoire. C'est le seul cas, d'ailleurs, où elle est délivrée par le greffier.

L'huissier de service fait la signification et renvoie ensuite grosse et original au Ministère public, par l'intermédiaire de l'officier précité.

89 RÈGLES COMMUNES A TOUS LES JUGEMENTS DÉFINITIFS

La qualité de jugement définitif arrive 10 jours après le prononcé des jugements contradictoires.

Pour les jugements par défaut, elle arrive 10 jours après la signification.

1. La contrainte par corps, demandée par le percepteur, est requise par le procureur de la République, seul.

2. S'il y a une partie civile en cause, une double signification est inutile. Il suffit que la signification ait été faite par l'une ou l'autre des parties [art. 165 du C. I. Cr.].

3. Art. 70 du Décret du 18 juin 1811; art. 90 du Décret du 5 octobre 1920.

Quelle que soit la condamnation, dès que le jugement est définitif, celle-ci s'exécute au moyen d'extraits *dits définitifs* (Circulaire Ministérielle du 22 décembre 1879; arg. art. 178 et 198 du C. I. Cr.).

a) S'il s'agit d'une condamnation à la prison, l'extrait est remis aux agents de la force publique (1).

Ici se pose une question.

Un jugement de condamnation à la prison doit être exécuté contre un individu, domicilié dans une commune du canton autre que le chef-lieu de canton. Le siège du Ministère public dans ce canton, est occupé par un Maire ou un commissaire de police, dont la compétence ne s'étend pas au delà des limites de la commune chef-lieu de canton (art. 11 du C. I. Cr., voyez *supra* n° 49, p. 79).

Ce magistrat ne peut-il pas, *en droit*, requérir la force publique pour faire exécuter le dit jugement ?

Nous le croyons.

M. Le Poittevin (op. cit., t. I, p. 368), sans répondre négativement, estime que, sauf les suppléants des Juges de Paix, les officiers du Ministère public, près le Tribunal de simple police, n'ont pas l'exercice de la police judiciaire dans tout le canton (art. 25 du C. I. Cr.) et ne peuvent, par suite, assurer l'exécution de tous les jugements.

C'est exact, mais il ne s'agit point ici de police judiciaire, il s'agit d'exécution de jugement. Or, l'art. 165 du C. I. Cr. charge le Ministère public de poursuivre l'exécution des jugements. Par suite, pour exécuter cette prescription, il faudra bien que le Ministère public requière la force publique en vertu du jugement rendu (2).

1. Les individus condamnés à la prison, doivent être invités à subir leur peine. On ne recourt à l'exécution forcée, qu'autant que l'invitation est restée sans effet. Pratiquement, ce sont les Parquets qui, en principe, assurent et surveillent l'exécution de ces jugements [art. 178 du C. I. Cr.].

Cependant, dans les grandes villes, ce sont les officiers du Ministère public qui les font exécuter.

2. Pratiquement, le Ministère public remet l'extrait définitif à la gendarmerie. Celle-ci opérera l'arrestation du condamné; en cas de difficulté [ex. : le condamné s'est enfermé chez lui et ne veut pas ouvrir], elle requerra le Maire ou l'adjoint pour l'assister, et cela, toujours en vertu du jugement rendu.

En dehors du canton, il faudra avoir recours au procureur de la République.

S'il s'agit d'une condamnation pécuniaire, l'extrait est transmis au Receveur des finances, du domicile du condamné.

De la Prescription, de la Récidive et du Cumul des Peines

90. DE LA PRESCRIPTION

La prescription a pour base l'intérêt social (1) et non celui du coupable.

En effet, le temps amène, d'une part, le dépérissement des preuves et, d'autre part, l'oubli de l'infraction qui supprime la nécessité et, par suite, la légitimité de la répression.

Il faut distinguer deux sortes de prescriptions qui intéressent toutes deux le Ministère public : La prescription de l'action et celle de la peine.

91. PRESCRIPTION DE L'ACTION PUBLIQUE

Elle se prescrit par un an (C. I. Cr. art. 640).

D'après cet article, elle court du jour où la contravention a été commise (2), quelle que soit l'époque à laquelle elle ait pu être constatée. Elle court même, si le prévenu a réussi à en dissimuler l'existence aux officiers de police ou agents de répression.

1. La Cour de Cassation en a déduit (13 décembre 1902, Bull. Crim. n° 387) que la prescription était une exception d'ordre public, pouvant être proposée en tout état de cause devant n'importe quelle juridiction, à laquelle le prévenu ne peut renoncer et qui doit être suppléée d'office par le Juge.

2. Toute la question est de savoir si le dies a quo doit compter dans le délai. Les législations européennes sont divisées sur cette question.

En France, la doctrine et la jurisprudence admettent que le dies a quo [c'est-à-dire le jour du délit] n'est pas compris dans le délai; elles légitiment leur décision par le fait que le jour n'est pas complet (voyez en ce sens, F. Hélie, op. cit., t. II, n° 1067; Ortolan, op. cit., t. II, n° 1859; Villey, op. cit., p. 224; Garraud, Précis Droit Crim., p. 622; Cass. 2 février 1865, S. 65-1-329).

Un seul auteur, et non des moindres, M. Le Poittevin, soutient [op. cit., t. II, p. 847] le contraire. Cet auteur s'appuie sur un arrêt de la Cour suprême du 10-1-1857, Bull. Crim. n° 22.

La question, il est vrai, n'a pas grande importance, pratiquement.

En ce qui concerne les *contraventions instantanées, temporaires ou permanentes* (voyez supra n° 47), pas de difficultés, la règle précitée s'appliquera rigoureusement.

Quid - en matière de *contraventions continues ou successives* ? (voyez infra n° 95 et supra n° 47).

Ici, la prescription court du jour où le fait constitutif s'est produit pour la dernière fois. C'est à ce moment, seulement, que la contravention est consommée.

Il en est ainsi en matière de refus d'obtempérer à un arrêté municipal qui prescrit certains travaux, ordonne la suppression d'un état de choses. De même, en matière d'élagage des arbres avançant sur la voie publique, la prescription ne court que du jour où l'élagage a été pratiqué (1).

Prescriptions spéciales

L'art. 643 du C. I. Cr. déclare qu'il n'est pas dérogé aux lois particulières au point de vue de la prescription de certaines contraventions.

Ces prescriptions spéciales sont :

1° En matière d'injure non publique. L'art. 65 de la loi du 29-7-1881, prévoit une prescription de 3 mois.

2° En matière de contraventions au Code rural de 1791. La section VII, art. 8 de la loi du 28 septembre, 6 octobre 1791, prévoit une prescription d'un mois (2).

Interruption de la prescription

Aux termes de l'art. 640 précité, l'interruption de la prescription en matière de contraventions de simple police, ne peut résulter que d'un jugement de condamnation ou d'acquittement ; peu importe qu'il soit contradictoire ou par défaut, susceptible ou non d'opposition ou d'appel (Cass. 26 mars 1870, Bull. Crim. n° 76).

1. Cass. 29 août 1867, Bull. Crim. n° 208.

2. Il s'agit ici des contraventions rurales, non prévues par le Code Pénal de 1810, ou dans des lois postérieures à ce Code ; cela, d'après le principe qu'une loi générale abroge toute loi spéciale.

Suspension de la prescription

Malgré le silence de la loi en matière criminelle, il est admis par la jurisprudence, que les obstacles de fait ou de droit suspendent le cours de la Prescription.

Le Ministère public est donc fondé à se prévaloir, au point de vue de la prescription, d'un jugement qui accorde un sursis en vue de statuer sur une question préjudicielle (1).

Quid — du pourvoi en Cassation ?

La Cour suprême décide que la prescription est interrompue par le pourvoi et qu'elle est suspendue tant que la Cour reste saisie (Cass. 21-6-1878, S. 79-1-89; Cass. 7-2-1885, S. 86-1-446; Cass. 3-12-1891, S. 92-1-48).

92. PRESCRIPTION DE LA PEINE

Aux termes de l'art. 639, les peines de simple police se prescrivent par deux ans.

La prescription court, vis-à-vis du Ministère public près la simple police, du jour du jugement en dernier ressort ou du jour où le jugement en premier ressort ne peut plus être attaqué par la voie de l'appel (2).

En ce qui concerne les amendes, la prescription est interrompue par l'application des moyens mis à la disposition des agents du Trésor.

Pour les peines de prison, elle n'est interrompue que par l'exécution sur la personne.

Effets. — La prescription de la peine équivaut à l'exécution ; dès qu'elle est acquise, le condamné ne peut purger le défaut.

93. DE LA RÉCIDIVE (3)

Aux termes de l'art. 483 du Code pénal, pour qu'il y ait récidive légale, il faut la réunion des trois conditions suivantes :

1. Cass. 11 décembre 1869, D. 70-1-41 ;
Cass. 24 août 1882, D. 82-1-485.

2. Les jugements par défaut doivent être signifiés pour faire courir cette prescription, sinon ils ne sont que de simples actes de poursuite interrompant seulement la prescription de l'action.

3. La récidive n'existe que de contravention à contravention.

1° La nouvelle contravention qui forme le deuxième terme de la récidive, doit avoir été commise dans les 12 mois à compter de la condamnation (1) qui forme le premier terme.

2° Il faut que les deux contraventions soient prévues par le Code pénal, dans ses articles 471, 475 et 479 (2).

3° Enfin ces deux contraventions doivent avoir été commises *dans le ressort du même Tribunal*.

Les mots “même Tribunal” ont leur importance et ne sont nullement le synonyme de “même canton”.

En effet, les grandes villes sont divisées en plusieurs cantons et n'ont qu'un seul Tribunal de police. De même, depuis que plusieurs cantons ruraux ont été réunis, sous la juridiction d'un même magistrat, il n'est plus vrai de dire que les deux contraventions doivent avoir été commises dans le même canton.

Quand ces trois conditions sont réunies, le commissaire de police doit requérir l'application des peines de la récidive et en apporter la preuve (3) (Cass. 30 juillet 1898, Bull. Crim. n° 276).

Les art. 474, 478 et 482 du Code pénal, énumèrent les peines encourues, en cas de récidive, sous réserve, bien entendu, de l'effet de l'art. 483 § 2, sur les circonstances atténuantes.

Il est bon de noter, à ce sujet, que par dérogation à ces règles, l'art. 478 § 2 renvoie, devant le Tribunal correctionnel, les tenanciers de jeux de hasard, établis dans les lieux publics.

De même, l'art. 161 du Livre II du Code du Travail, renvoie les délinquants devant le Tribunal correctionnel, en cas de récidive pour infraction aux dispositions du Livre II.

1. Malgré la rédaction équivoque de l'art. 483, il est certain que le jugement de condamnation doit être définitif.

2. Certaines lois ont établi des règles spéciales pour la récidive. Ex. : Enseignement primaire ; Police sanitaire des animaux (Décret du 23 juin 1882) ; Enfants du premier âge (loi du 23 décembre 1874, art. 5, 13 § 2), etc.

3. Dans ce but, il est bon de tenir un répertoire sur fiches nominatives (avec identité complète) de tous les jugements de condamnation rendus par le Tribunal de simple police.

Mais il faut, dans les deux cas, une première condamnation pour un fait identique à la deuxième infraction.

Enfin, aux termes de l'art. 63 de la loi du 29 juillet 1881 (1), la récidive n'existe pas en matière d'injures non publiques.

94. RÉCIDIVE EN MATIÈRE D'IVRESSE

Il existe une récidive qui doit nous retenir un peu plus longtemps. Il s'agit de la récidive en matière d'ivresse publique.

La loi du 23-1-1873 a été abrogée expressément par celle du 1^{er} octobre 1917.

Cette nouvelle loi vise surtout les débitants de boissons. Elle aggrave certaines infractions et en prévoit de nouvelles. Elle simplifie surtout la récidive.

La loi de 1873 renvoyait purement et simplement aux art. 474 et 483 du Code pénal.

Comme l'ancienne, la nouvelle loi prévoit plusieurs récidives, art. 1^{er} § 3 et art. 2. La première seule doit nous occuper, car le Tribunal de simple police doit statuer.

Tandis que sous l'empire de la loi du 1^{er} avril 1873, une première condamnation pour une contravention quelconque, servait de point de départ à la récidive, il faut, maintenant, une première condamnation pour ivresse.

Donc, première innovation.

Mais, d'un autre côté, cette condamnation peut avoir été prononcée par un Tribunal de police quelconque, tandis qu'auparavant il fallait que les deux contraventions aient été commises dans le ressort du même Tribunal.

C'est ici, que réside la deuxième innovation.

En cas de nouvelle récidive, dans les douze mois qui ont suivi la deuxième condamnation, l'inculpé est traduit, comme autrefois, en police correctionnelle.

1. Cette loi a prévu, cependant, des peines de simple police, aggravées par la récidive, dans ses art. 2, 15, 21.

La récidive se constate au moyen de bulletins d'ivresse, qui sont établis par les greffiers et transmis au Parquet (Circulaire de la Chancellerie, du 23-2-1874, toujours en vigueur).

Pour que la loi ne manque pas son but, il importe donc que le commissaire de police qui poursuit une contravention pour ivresse, s'assure que le casier d'ivresse, au lieu de naissance du prévenu, a bien été vérifié (1).

Il reste entendu que le jugement servant de point de départ à la récidive, doit être définitif.

95. DU CUMUL DES PEINES

Nous avons vu que le commissaire de police devait poursuivre autant de contraventions qu'il y en avait de relevées dans un procès-verbal, et que le Juge était obligé de prononcer une peine pour chacune de ces infractions.

C'est dire, en d'autres termes, que l'art. 365 § 2 du C. I. Cr. ne s'applique pas en simple police (Cass. chambres réunies, 7-6-1842, D. 43-1-258).

Il y a donc intérêt à savoir quelles sont les contraventions qui doivent être relevées et poursuivies, les deux questions étant, au fond, inséparables en ce qui concerne le Ministère public.

a) Que les contraventions soient ou non de même nature, il est certain qu'elles doivent toutes être relevées et poursuivies (Ex. : un aubergiste qui a logé dix voyageurs sans les avoir inscrits sur son registre, doit être poursuivi pour dix contraventions).

b) Si la contravention est *successive*, c'est-à-dire quand elle est constituée par des éléments qui se reproduisent successivement (Ex. : Infraction à un arrêté municipal interdisant l'établissement d'une porcherie de plus de 5 animaux, d'un chenil de plus de 10 chiens, à moins de 1.000 mètres d'une ville), il doit être relevé et poursuivi autant

1. C'est pour ce motif que tous les procès-verbaux pour ivresse doivent être communiqués au Parquet [art. 14 de la loi du 1^{er} octobre 1917].

d'infractions, qu'il y a d'actes faits pour entretenir un nombre d'animaux supérieur à celui de l'arrêté (1).

c) En cas de contravention *permanente*, qu'elle qu'ait été sa durée, il ne doit être relevé et poursuivi qu'une seule infraction, ex. : Embarras de la voie publique (voyez supra n° 47).

d) Il en est de même, cela va sans dire, en cas de contravention *instantanée*, ex. : Jet de pierres.

96. POUVOIRS DE POLICE

DU COMMISSAIRE DE POLICE REMPLISSANT PUBLIQUEMENT UN ACTE DE SON MINISTÈRE

Le commissaire de police jouit, lorsqu'il remplit *publiquement* un acte de police administrative ou judiciaire, de deux sortes de pouvoirs : l'un de police, l'autre d'instruction.

a) *Pouvoir de Police*

Ce pouvoir est destiné à faire respecter sa personne et sa fonction.

Il consiste dans l'expulsion et, s'il y a lieu, dans l'arrestation du perturbateur (art. 504 du C. I. Cr.) (2).

b) *Pouvoir d'Instruction*

Il est destiné à permettre de dresser procès-verbal de l'infraction commise et à faire parvenir ce procès-verbal, avec les inculpés, s'il y a lieu, à l'officier du Ministère public chargé d'y donner suite (art. 509 du C. I. Cr.).

97. PRIVILÈGE DE JURIDICTION

Notons, en terminant, que les commissaires de police ont droit, en cas de délit ou de crime, commis par eux dans *l'exercice de leurs fonctions*, au privilège de juridiction établi par les art. 479, 483 et 484 du C. I. Cr.

1. De même, en cas d'infraction à un arrêté municipal pour étalage sans autorisation, il doit être relevé et poursuivi autant d'infractions distinctes qu'il y a eu de jours consécutifs, pour l'étalage interdit (Cass. 5 février 1887, Bull. Crim. n° 49).

2. Cet ordre est un acte de pouvoir discrétionnaire que le commissaire de police accomplit sous sa responsabilité. Il n'est susceptible d'aucun recours, ne comporte aucun procès-verbal, aucune formalité. Il ne figure rien au casier judiciaire. Voir supra n° 81, note 2, pour l'endroit où la peine est purgée ?

97 BIS. PROJETS DE RÉFORME DE LA PROCÉDURE
DEVANT LE TRIBUNAL DE SIMPLE POLICE

Au cours de cette troisième partie, nous avons vu que toutes les circulaires de la Chancellerie, en matière de simple police, tendaient vers un triple but : l'économie, la rapidité, la simplification.

Incontestablement, des réformes s'imposent.

Examinons rapidement celles projetées.

Une proposition de loi vient d'être présentée par MM. Tapponnier, Alfred Crollard et Bartholoni, députés.

Elle fixe uniformément les amendes à 10 fr. et tend à faire payer, sur le champ, le contrevenant, au moyen d'un reçu détaché d'un carnet à souches, par l'agent verbalisateur.

Cette proposition nous paraît entachée de plusieurs vices.

1° Elle fait du délinquant un contribuable et transforme la peine en une taxe. C'est, par suite, l'encouragement pour les classes fortunées à commettre des contraventions. Si ce projet était adopté, ce serait l'âge d'or pour les automobilistes épris de vitesse.

2° Elle autorise l'arbitraire des agents qui verbaliseront selon leurs sympathies et ne resteront pas tous insensibles à certains arguments.

3° Elle rend impossibles les aggravations de peines en cas de récidive.

4° Enfin, elle ne paraît pas devoir s'adapter à notre caractère, car s'il est vrai que les peuples ont les lois qu'ils méritent, il nous semble que celle-ci ne pourra être admise au droit de cité.

Une autre réforme est préconisée par le gouvernement, d'une part, par la Société Générale des Prisons, de l'autre (1).

Les deux projets diffèrent peu.

1921. 1. Voyez *Revue pénitentiaire et de Droit pénal*, n° 4, 6, avril, juin

Dans les séances des 15, 22 et 29 juin 1921, de cette Société, le rapporteur de la question, M^e Kahn, constate que notre procédure, en matière de contraventions, est lente, désuète, coûteuse. Il ajoute que sous le nom d'*ordonnance ou de Décret pénal*, la réforme est un fait accompli chez la plupart de nos voisins.

En Italie, la condamnation par décret pénal existe depuis le 1^{er} janvier 1914 (art. 298 à 302 du Code de procédure pénale).

En Autriche, la réforme existe depuis 1873. Il en est de même aux Pays-Bas, au Siam.

En Suisse, on est allé plus loin ; on y a inauguré le système du carnet à souches que nous avons examiné à propos de la proposition de loi de MM. Tapponnier, Crolard, Bartholoni.

En Allemagne, le Juge du bailliage, peut, par ordonnance pénale, prononcer une amende assez forte (150 marks au maximum) et une peine de prison allant jusqu'à six semaines.

Depuis leur retour à la mère-patrie, les Alsaciens-Lorrains ont vivement insisté pour que le système allemand, en matière de simple police, soit maintenu.

Cette insistance devait éveiller l'attention du gouvernement français pour lequel, d'ailleurs, la question n'était pas nouvelle, car, bien avant la guerre, M. le Sénateur Goirand l'avait agitée.

Quoiqu'il en soit, le 29 mars 1920, M. le Garde des Sceaux Lhopiteau, déposait un projet de loi, rappelant le système allemand.

Ce projet a l'avantage de faire revivre les art. 139 et 140 du C. I. Cr., abrogés en 1873. Le nouvel art. 139 décide que les rapports et procès-verbaux de contraventions seront adressés au procureur de la République, qui les transmet au Juge de Paix. Celui-ci, sur l'avis conforme du Ministère public, rend une ordonnance pénale qui indique :

- 1° les nom, prénoms, domicile du contrevenant ;
- 2° la nature de l'infraction ;

3° le texte répressif applicable ;

4° le montant de l'amende et des frais ;

5° l'option réservée au contrevenant entre le paiement dans les dix jours et l'opposition (ou appel).

En cas d'opposition ou d'appel, le procès vient devant le Tribunal de simple police, dans les formes ordinaires.

Le nouvel art. 140, décide que l'ordonnance est notifiée par lettre recommandée du greffier, avec accusé de réception.

A défaut d'opposition ou d'appel, l'ordonnance devient définitive ; l'extrait définitif est délivré par le greffier, au receveur des finances.

Le pourvoi en Cassation, contre l'ordonnance pénale, reste prévu seulement, dans les cas spécifiés par les art. 441 et 442 du C. I. Cr. (Intérêt de la loi).

Enfin, l'ordonnance sert de base à la récidive comme s'il s'agissait d'un jugement.

Tel est le projet gouvernemental.

Voyons, maintenant, celui présenté par la première section de la Société Générale des Prisons.

Celui-ci diffère du premier sur les trois points suivants :

1° Les procès-verbaux ne sont plus transmis au Juge de Paix, mais au Ministère public, près le Tribunal de simple police.

2° En cas de constitution de partie civile, de personne civilement responsable mise en cause, de restitution requise par le Ministère public, l'ordonnance pénale ne peut être rendue. La poursuite doit être exercée selon le droit commun.

3° En cas d'inexécution de l'ordonnance dans un délai de 15 jours, le contrevenant est cité devant le Tribunal de simple police, dans les formes habituelles.

C'est surtout sur ce troisième point que le projet en question se sépare de celui du gouvernement. En effet, tandis que ce dernier est basé sur la notification, l'autre est basé sur l'exécution.

Qu'on nous permette de donner, ici, respectueusement, notre avis.

Nous trouvons le projet de la Société des Prisons, supérieur à celui du gouvernement ; il nous paraît, en effet, plus simple, tout en sauvegardant mieux les droits de la défense. Ce n'est d'ailleurs là qu'une opinion, que la mise en application de la loi pourra infirmer.

Mais avant de passer à cette réforme, dont l'urgence n'est pas aussi grande qu'on veut bien le dire, il en est une qui s'impose d'une façon impérieuse et qui doit précéder l'autre.

Il s'agit d'une certaine catégorie de contrevenants, pour lesquels la poursuite en simple police est vaine ou illusoire.

Nous parlons en connaissance de cause, car depuis plus de deux ans, nous occupons le siège du Ministère public près le Tribunal de simple police d'un canton qui compte 15.000 habitants.

Nous sommes frappés par le nombre toujours plus grand de procès-verbaux que l'on ne peut poursuivre, sous peine de laisser les frais de poursuite à la charge du Trésor (voyez supra n° 72).

Quels sont, en effet, les contrevenants qui payent la note du percepteur ?

Ce sont les gens qui ont un domicile certain, tels que propriétaires, commerçants, industriels, employés et salariés divers, tous ceux, enfin, qui ont des biens, meubles ou immeubles, sur lesquels le Trésor aura recours, en dernier lieu.

Mais quand le contrevenant est un nomade, un ambulant, un forain, un étranger, on peut le dire hautement, la répression n'existe pas, pour la raison bien simple, que dès le premier avertissement du percepteur, ces gens sont introuvables et, que par suite, la contrainte est impossible, tant sur les biens, que sur la personne.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner que ces contrevenants répondent ironiquement aux agents verbalisateurs : « Vous pouvez dresser procès-verbal, ça fera un de plus que je ne paierai pas ».

Les renseignements de solvabilité demandés par l'administration des finances, reviennent invariablement avec la mention classique : *Parti sans laisser d'adresse* ou, encore, *n'habite plus à cette adresse, depuis X... mois*.

Notre conclusion est que tous les projets envisagés en matière de procédure de simple police ne changeront rien à ce déplorable état de choses ; ils n'auront qu'un résultat : l'augmentation des frais.

Ce qu'il faut soumettre au Parlement, de toute urgence, c'est un projet de loi visant *cette catégorie de délinquants* (1). En sauvegardant énergiquement les intérêts du Trésor, on raffermira, du même coup, l'autorité administrative et judiciaire.

En tenant compte des principes séculaires de notre droit pénal, savoir : la publicité des débats et la libre contradiction, la chose est-elle faisable ?

Nous le croyons.

Nous préconiserions volontiers le système suivant :

Un versement-caution immédiat entre les mains, soit du Maire, du Juge de Paix ou du commissaire de police. A défaut de versement ou de garanties suffisantes, l'arrestation préventive du contrevenant et son jugement dans les 24 heures, avec peines de prison obligatoires.

Il ne s'agit pas de créer une loi d'exception, contre une classe de la Société ; il s'agit tout simplement de montrer à tous, qu'en France, on ne viole pas impunément les lois et les règlements (2).

1. Il va sans dire que le projet de loi, pour être efficace, devra viser toutes les infractions commises par ces délinquants. Car, il faut bien l'avouer, cette situation déplorable existe aussi bien en matière correctionnelle, qu'en simple police.

2. L'art. 7 de la loi du 16 juillet 1912, sur l'exercice et la réglementation des professions ambulantes et nomades, prévoit bien, à défaut de caution, la mise en fourrière des animaux et voitures. Mais ce texte ne s'applique qu'aux nomades. D'autre part, la mise en fourrière, à la suite de difficultés pratiques, n'est jamais appliquée.

98. CONCLUSION

Quel rôle important que celui du commissaire de police, en matière judiciaire !

Sans aucun doute, il est à l'heure actuelle l'officier de police auxiliaire le plus précieux, pour les Parquets et les cabinets d'Instruction.

En contact permanent avec le public, il doit, de ce fait, tenir compte des mœurs, des usages, des traditions ; en un mot, il doit agir avec tact et doigté.

Que les jeunes dans la carrière, nous permettent ici un conseil : Si la répression des crimes et des délits doit être menée énergiquement, en revanche, on doit se montrer tolérant pour les contraventions qui offensent très rarement la morale et ne lèsent jamais les intérêts vitaux de la Société.

Les lois, les règlements, sont un corset de fer rigide ; intégralement appliqués, ils rendraient impossible toute vie sociale.

Mais, si le commissaire de police est surtout un soldat, dont le poste de combat contre l'armée du crime, se trouve en première ligne, il peut également, sans trahir son devoir, jouer un rôle préventif non moins utile et, cela, pour le plus grand bien de la paix publique.

Comment ?

Par ses interventions officieuses.

Que de petits procès évités, que d'affaires délicates, productives de scandales, ne sont-elles pas résolues par cet humble magistrat, sans procédure, sans publicité !

Que de jeunes gens ramenés au travail, que de jeunes filles sorties du chemin du vice, que de parents rendus plus soucieux de leurs devoirs, après une intervention opportune du commissaire de police.

Que de larmes de repentir ont coulé dans son cabinet !
Que de confessions poignantes n'a-t-il pas entendues !

Ce rôle de conciliation et de dévouement, ce rôle de bonté, il peut, il doit le remplir.

Lyon, le 14 mars 1922.

Vu : Le Président du Jury,
PIERRE GARRAUD.

Lyon, le 15 mars 1922.

Vu : Le Doyen,
L. JOSSERAND.

PERMIS D'IMPRIMER :

Lyon, le 15 mars 1922.

Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Bibliographie.....	6
Abréviations.....	7
Errata.....	7
Aperçu historique.....	9
Attributions judiciaires du commissaire de police, telles qu'elles sont définies par le Code d'instruction criminelle.....	16

PREMIÈRE PARTIE

Enumération des officiers de police judiciaire et distinction entre le délit flagrant et le délit non flagrant.....	17
Définition du flagrant délit.....	18
L'expression flagrant délit, comprend-elle les crimes et les délits ?	19
Des divers cas de flagrant délit dans le code d'instruction criminelle	22
Du flagrant délit dans la loi du 20 mai 1863, et de ses divers cas.	24
Le commissaire de police en présence d'un flagrant délit.....	25
Constatation des lieux et du corps du délit.....	26
Expertise.....	28
Perquisitions et saisies.....	30
Interrogatoire des inculpés.....	34
Arrestation des inculpés.....	36
Arrestation spontanée ou provisoire.....	37
Arrestation proprement dite.....	38
Avis au Parquet.....	38
Avis à la brigade mobile.....	38
Mandats judiciaires.....	39
Forme et contenu des procès-verbaux.....	40
Qualification des infractions.....	41
Conclusions.....	41
Des levées de corps.....	42
Du flagrant délit d'adultère.....	44
Arrivée sur les lieux des officiers de police judiciaire supérieurs	47
Arrivée sur les lieux de plusieurs auxiliaires.....	47
Des commissions rogatoires.....	48
Théorie des commissions rogatoires.....	49
Extension du droit de délégation.....	49
Transmission et exécution de la commission rogatoire.....	50

	Pages
Actes délégués	51
De l'audition des témoins par commission rogatoire.....	51
De l'interrogatoire des inculpés par commission rogatoire.....	55
Des perquisitions et saisies par commission rogatoire	57
Des transports sur les lieux par commission rogatoire.....	58
Des expertises par commission rogatoire	59
Des plaintes et dénonciations.....	60
Définition des enquêtes officieuses.....	63
Résumé critique sur l'enquête officieuse.	64
Du transport officieux	65
Pérquisitions et saisies officieuses.....	65
Expertises officieuses	66
Les témoins et l'enquête officieuse	66
L'inculpé et l'enquête officieuse	67
Résumé et conclusion.....	68

DEUXIÈME PARTIE

Examen de la question compétence au point de vue général.....	71
Compétence <i>ratione materiæ</i> du commissaire de police, en tant qu'officier de police.....	72
Tableau des principales infractions à la législation du travail, que peuvent relever les officiers de police judiciaire.....	75
Etude de la loi du 1 ^{er} août 1905	76
Distinction des contraventions.....	78
Compétence <i>ratione personæ</i> du commissaire de police, en tant qu'officier de police.....	79
Compétence <i>ratione loci</i> du commissaire de police, en tant qu'officier de police	79
Le commissaire de police en présence du contrevenant.....	80
Utilisation de l'art. 209 du Code pénal.....	81
Théorie générale des procès-verbaux	83
Mode de preuve admis contre les procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire et conséquences de la foi qui leur est due...	86
Des procès-verbaux en matière de crimes ou de délits de droit commun.....	87
Indications essentielles que doit contenir un procès-verbal du commissaire de police, en tant qu'officier de police.....	87
Délais de rédaction	88
Formalités substantielles ou non.....	89
Enregistrement des procès-verbaux	89
Affirmation des procès-verbaux.....	90
Communication au Parquet de certains procès-verbaux.....	91

TROISIÈME PARTIE

	Pages
Aperçu historique et notions générales	93
Divisions de la troisième partie	96
Responsabilité pénale	97
Responsabilité civile	104
Compétence des Tribunaux de simple police (Définition)	105
Compétence <i>ratione materie</i>	105
Compétence <i>ratione loci</i>	106
Compétence <i>ratione personæ</i>	106
Poursuite des contraventions (Notions générales)	107
Des enquêtes officieuses en matière de simple police	109
Consignation au greffe	110
Procédure antérieure à l'audience (Par qui et comment le Tribunal de police est saisi)	110
Avertissement à comparaître	111
Acceptation des prévenus	112
Citation	113
Formalités antérieures à l'audience [Observations générales]	116
Communication des dossiers	116
Estimation des dommages	117
Procédure et Instruction à l'audience [Notions générales et marche normale de l'Instruction]	118
De l'audition des témoins	119
Conclusions du Ministère public	123
Immunité judiciaire du Ministère public	125
Exceptions et incidents	126
Police de l'audience [Troubles à l'audience]	127
Des jugements de simple police [Énumération des jugements]	128
Voies de recours contre les jugements de simple police [Appel]	129
Opposition	130
Pourvoi en Cassation	131
Exécution des jugements de simple police (Notions générales)	135
Signification des jugements de défaut	135
Comment se font les significations des jugements de défaut ?	137
Règles communes à tous les jugements définitifs	137
De la prescription, de la récidive et du cumul des peines [De la Prescription]	139
Prescription de l'action publique	139
Prescription de la peine	141
De la récidive	141
Récidive en matière d'ivresse	143
Du cumul des peines	144
Pouvoirs de police du commissaire de police remplissant publique- ment un acte de son ministère	145
Privilège de juridiction	145
Projets de réforme de la procédure devant le tribunal de simple police	146
Conclusion	151



